



UNIVERSITE MOULoud MAMMERI TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, DE GESTION ET COMMERCIALES

DEPARTEMENT DES SCIENCES FINANCIERES ET COMPTABILITE

Mémoire de fin d'études

En vue d'obtention du diplôme de Master en Sciences Financières et Comptabilité

Option : Finance et Banques

Ayant pour thème :

**IMPACT DES EXPORTATIONS PÉTROLIÈRES ET L'ENDETTEMENT
EXTÉRIEUR SUR L'ÉVALUATION DU DINAR ALGÉRIEN**

Réalisé par :

AIT OUARAB Lyna

AITE Célia

Sous la direction du :

Dr W.IGUERGAZIZ

Tuteur de stage :

Mme. OULED DIAF.S

Membres du jury :

Président : Mr. SAM Hocine

Rapporteur : Dr. IGUERGAZIZ Wassila

Examineur : Mme. BOULIFA Yamina

Promotion : 2018-2019

Remerciements

Nos plus vifs remerciements sont adressés à Mme IGUERGAZIZ Wassila, notre encadreur, pour ses orientations, son soutien, sa disponibilité et sa bonne humeur à toute épreuve.

Nous remercions aussi les membres du jury d'avoir accepté d'évaluer notre travail.

Sans oublier nos enseignants qui nous ont ouvert les portes du savoir tout au long de notre cursus universitaire.

Nous sommes également reconnaissantes envers toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail de recherche particulièrement à Mme OULD DIAF.S et Mme LAREF.A ainsi que Mr LAMARA.A (personnel de la Banque d'Algérie) qui nous ont été d'une aide précieuse.

Dédicaces

A mes chers parents qui m'ont soutenu tout au long
de mon parcours pour aboutir à cette réussite, je leurs
serais éternellement reconnaissante

A ma sœur, qui avec son amour et humour a toujours
su trouver les mots pour m'apaiser,

A ma famille et mes meilleurs
qui m'ont toujours soutenu,

A ceux et celles qui ont illuminé ma
lanterne par leurs précieux conseils,

Je vous dédie ce modeste travail...

AIT OUARAB Lyna

Dédicace

A la mémoire de mon père :

Ce travail est dédié à mon père, décédé trop tôt qui m'a toujours poussé et motivé dans mes études. J'espère que du monde qui est sien maintenant, il apprécie cet humble geste comme preuve de reconnaissance de la part d'une fille qui a toujours priée pour le salut de son âme. Puisse **Dieu** le tout puissant, l'avoir en sa sainte miséricorde.

A ma très chère mère :

A la plus merveilleuse personne qui ma tout donné sans compter, aucun hommage ne saurait transmettre à sa juste valeur, l'amour et le dévouement que je porte pour toi. Tu n'a pas cessé de me soutenir et de m'encourager, ton amour, ta générosité exemplaire et ta présence constante ont fait de moi ce que je suis aujourd'hui. Tes prières ont été pour moi un grand soutien tout au long de mes études.

J'espère que tu trouveras dans ce modeste travail un témoignage de ma gratitude, ma profonde affection et mon profond respect. Puisse **Dieu** tout puissant te protéger du mal, te procurer longue vie, santé et bonheur afin que je puisse te rendre un minimum de ce que je te dois. **A mon très cher frère AMINE mon ange gardien et fidèle compagnant** a qui je souhaite un avenir meilleur.

AITE CELIA

Liste des abréviations

Liste des abréviations

ADF : Dickey Fuller Augmenté

AGI : Autorisation Globales d'Importations

AIE : Agence International de l'Energie

API : American Pétroleum Institute

APS : Algérie Presse Service

ARABIAN LIGHT : le brut de référence Moyen-Orient

BA : Banque d'Algérie

BAD : Banque Africaine de Développement

BAP : Bureau Algérien des Pétroles

BC : Banque Centrale

BM : Banque Mondiale

BP : British Pétroleum

BRENT : Référence de pétrole sur le marché européen

BRI : Banque des Règlements Internationaux

BTPH : Bâtiment des Travaux Publics et de l'Hydraulique

CAF : Coût, Assurance, Fret

D : Différentiel

DA : Dinars Algérien

DF : Dickey –Fuller

DGD : Direction Générale des Douanes

DGE : Direction Générale des Etudes

DLEXPO : Différentiel de Logarithme des Exportations pétrolières en volumes

Liste des abréviations

DLPETR : Différentiel Logarithme du Prix de Pétrole

DLPIB : Différentiel de Logarithme du Produit Intérieur Brut

DLTCN : Différentiel de Logarithme du Taux de Change Nominal

DM : Direction de la Modélisation

DP : Dépenses Publiques

DS : Différence Stationary

DZD : Dinar Algérien

ETC : Etcétera

EUR : Euro

EXPO : Exportation

FMI : Fond Monétaire International

FOB : Free On Board

FRR : Fond de Régulation des Recettes

GNL : Gaz Naturel Liquéfié

GPA : Groupement Professionnel d'Achat

GPL : Gaz de Pétrole Liquéfié

IBS : Impôt sur les Bénéfices des Sociétés

IDE : Investissement Direct à l'Etranger

IDEM : Même source

IMPO : Importation

INF : Inflation

IPC : Indice des Prix à la Consommation

IPE : International Petroleum Exchange

Liste des abréviations

J : Jours

LF : Loi de Finances

LPIB : Logarithme du Produit Intérieur Brut

LTCN : Logarithme de Taux de Change Nominal

MCO : Moindre Carrée Ordinaire

MDS : Milliards

NYMEX : New York Mercantile Exchange

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OFALAC : Office Algérien d'Actions Commerciales

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONAC : Office National de la Commercialisation

ONS : Organisation National des statistiques

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PAS : Plan d'Ajustement Structurel

PGE : Programme Général d'Exportation

PGI : Plan Global d'Importation

PIB : Produit Intérieur Brut

PIW : Pétroleum Intelligence weekly

PNB : Produit National Brut

PP : prix de pétrole

PPA : Parité de Pouvoir d'Achat

PTI : Parité du Taux d'Intérêt

PTIC : Parité du Taux d'Intérêt Couverte

Liste des abréviations

PTINC : Parité du Taux d'Intérêt Non Couverte

PVD : Pays en Voie de Développement

RDM : Reste Du Monde

RMG Consulting : une société de services financiers et de conseils aux entreprises

SAHARA BLEND : Référence de pétrole produit par l'Algérie

SIMEX : Singapour International Monetary Exchange

SONATRACH : Société National de Transport et de Commercialisation des Hydrocarbures

ST : Cours de change côté à l'incertain

TC : Taux de Change

TCEN : Taux de Change Effectif Nominal

TCER : Taux de Change Effectif Réel

TCN : Taux de Change Nominal

TCR : Taux de Change Réel

TEP : Tonne d'Equivalent Pétrole

TIC : Technologies d'Information et de Communication

TP : Trésor Public

TS : Trend Stationary

TVA : Taxes sur la Valeur Ajoutée

UE : Union Européenne

USA : United States of America

USD : Dollar des Etats Unis

VA : Valeur Ajoutée

WTI (West Texas Index) : Référence de pétrole sur le marché américain

Liste des schémas, tableaux, figure et graphique

Liste des schémas

N° schéma	Intitulé	Page
Schéma N°1	Le principe d'une raffinerie simple	10
Schéma N°2	Relation choc et contre-choc pétrolier	25
Schéma N°3	Organigramme de la Direction Générale des Etudes	119

Liste des tableaux

N° Tableau	Intitulé	Page
Tableau N°1	Structure typique des produits obtenus à partir d'un baril de pétrole brut	11
Tableau N°2	Les grands secteurs d'utilisation des produits pétroliers	12
Tableau N°3	Les utilisations du pétrole	13
Tableau N°4	La dépendance des économies des pays industrialisés suite au premier choc pétrolier	27
Tableau N°5	Conséquences du second choc pétrolier 1979-1980	28
Tableau N°6	La situation de l'Algérie fin juin 2019	37
Tableau N°7	Présentation des différentes branches créées avec la dénomination de chaque association	44
Tableau N°8	Evolution du commerce extérieur et la balance commerciale 1963-1970	45
Tableau N°9	Indice des prix du pétrole 1967-1978	50
Tableau N°10	Les principaux pays clients et fournisseurs de l'Algérie	56
Tableau N°11	la découverte du pétrole dans les régions les plus importantes à travers le monde	62
Tableau N°12	les pays membre de l'OPEP avec leur intégration	64
Tableau N°13	Croissance du PIB ainsi que le crédit à l'économie 2015-2018	67
Tableau N°14	Evolution des prix du pétrole Algérien 1983-2019 en USD	80
Tableau N°15	Evolution de la balance commerciale en Algérie 2005-2019	88
Tableau N°16	Evolution du niveau des exportations pétrolières algérienne 2000-2018	91
Tableau N°17	Règles de décision pour le test de la tendance	123
Tableau N°18	Règles de décision pour le test de la racine unitaire (modèle 3)	123
Tableau N°19	Règles de décision pour le test de la constante	124
Tableau N°20	Règles de décision pour le test de la racine unitaire (modèle 2)	124
Tableau N°21	Règles de décision pour le test de la racine unitaire (modèle 1)	124

Liste des schémas, tableaux, figure et graphique

Liste des figures

N° figure	Intitulé	Page
Figure N°1	Les proportions de baril par référence	8
Figure N°2	Les intervenants sur le marché pétrolier	17
Figure N°3	Carte géographique de l'Algérie	31
Figure N°4	Evolution des importations, exportation et balance commerciale en Algérie (1963-1970)	46
Figure N°5	Evolution du commerce extérieur et la balance commerciale durant la période 1970-1979	49
Figure N°6	Evolution des prix du pétrole	50
Figure N°7	Evolution de la balance commerciale algérienne 2005-2019	89
Figure N°8	Evolution du taux d'inflation 2002-2019	93
Figure N°9	Organigramme de la Banque d'Algérie	118
Figure N°10	Présentation d'un workfile EVIEWS 8.0	127
Figure N°11	Le test de stationnarité ADF	130
Figure N°12	Résultat statistique du modèle avec trend and intercept	131
Figure N°13	Test de stationnarité (modèle avec intercept)	131
Figure N°14	Résultat statistique sans tendance et sans constante	132
Figure N°15	Représentation de la procédure suivie avec EVIEWS	132
Figure N°16	Résultat statistique après 1 ^{ère} différenciation avec tendance et sans constante	133
Figure N°17	Corrélogramme de la série différenciée des prix de pétrole	134
Figure N°18	Résultat du test de stationnarité différenciée de la série prix de pétrole	134
Figure N°19	Test de stationnarité de la série TCN	135
Figure N°20	Test de stationnarité à la 1 ^{ère} différenciation du LTCN	135
Figure N°21	Résultat statistique de la variable exportations pétrolières	136
Figure N°22	Estimation de l'équation de régression linéaire	136
Figure N°23	Représentation de l'équation du modèle	137
Figure N°24	Test de stationnarité de la série LDEBT	139
Figure N°25	Test de stationnarité de la série D(lpib)	140
Figure N°26	Estimation de l'équation du modèle	140
Figure N°27	Représentation de l'équation du modèle	141

Liste des schémas, tableaux, figure et graphique

Liste des graphiques

N° graphique	Intitulé	Page
Graphique N°1	Les exportations pétrolières durant les 7 premiers mois de l'année 2018-2019	58
Graphique N°2	les importations durant les 7 premiers mois de l'année 2018-2019	59
Graphique N°3	le commerce extérieur durant les 7 premiers mois des années 2018-2019	60
Graphique N°4	les parts des plus grands pas en réserves de pétrole mondial fin 2017	63
Graphique N°5	Croissance des recettes d'exportations dans le PIB(%)	67
Graphique N°6	Evolution de la dette extérieure algérienne durant la période 2008-2018	70
Graphique N°7	Evolution des prix du pétrole Algérien entre 1983 et 2019 en USD	79
Graphique N°8	Evolution du Sahara Blend en comparaison avec le Brent de 2005 à 2019	81
Graphique N°9	Evolution des exportations pétrolières en volume et du prix du pétrole 2000-2018	90
Graphique N°10	Evolution du taux de croissance du PIB durant la période 2005-2019	96
Graphique N°11	Evolution du taux de change moyen USD/DZD et EUR/DZD	102
Graphique N°12	Evolution du taux de change DZD/USD 2001-2019	104
Graphique N°13	courbe relative à la série de variations du prix du pétrole	128
Graphique N°14	Représentation des exportations pétrolières en volume	128
Graphique N°15	Evolution des prix de pétrole et les exportations pétrolières en volume	129
Graphique N°16	Représentation de la série prix de pétrole différenciée	133
Graphique N°17	Représentation graphique des variables TCN, PPTR, EXP_PETR	138

SOMMAIRE

Sommaire

Introduction générale	1
Introduction à la partie I	6
Chapitre I : le secteur des hydrocarbures en Algérie	7
Section1 : le marché pétrolier international	7
Section 2 : évolution des prix du pétrole	17
Section3 : le rôle et le poids des hydrocarbures dans la balance commerciale algérienne	30
Conclusion du chapitre	41
Chapitre II : le commerce extérieur en Algérie	42
Section1 : évolution du commerce extérieur en Algérie	42
Section 2 : la structure du commerce extérieur en Algérie	54
Section 3 : l'endettement externe en Algérie	66
Conclusion du chapitre	75
Conclusion de la partie I	76
Introduction à la partie II	77
Chapitre III : impact de la baisse des cours du pétrole sur l'économie algérienne	78
Section1 : effondrement des cours du pétrole et leurs raisons	78
Section 2 : impact de la baisse des cours du pétrole sur quelques indicateurs macroéconomiques	87
Section 3 : les stratégies adoptées par l'Algérie pour faire face à la baisse des prix du pétrole	101
Conclusion du chapitre	111
Chapitre IV : estimation de la volatilité des prix du pétrole et la dette extérieure	112
Section 1 : le mal hollandais et la Banque d'Algérie	112
Section 2 : étude empirique du lien entre la baisse des cours du pétrole et la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien	122
Section 3 : analyse et estimation du lien entre le prix du pétrole et la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien	131
Conclusion du chapitre	144
Conclusion de la partie II	145
Conclusion générale	146

INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale

Les ressources naturelles en général, et les hydrocarbures en particulier sont considérées comme appui de l'activité et croissance économique nationale et mondiale.

Aujourd'hui, première source d'énergie dans le monde, le pétrole est une ressource stratégique nécessaire à une économie moderne. Le pétrole a considérablement accéléré le développement des transports ; terrestres, aériens ou maritimes, à l'échelle de la planète, il est ainsi un élément essentiel de la mondialisation actuelle. Mais, s'il est indispensable pour tous, et donc doté d'une valeur stratégique importante, ses réserves sont très inégalement réparties dans le monde, ce qui explique qu'il fasse naturellement l'objet de multiples stratégies d'appropriations, tant de la part des grands pays consommateurs que des pays producteurs et des compagnies pétrolières privées.¹

Principale ressource économique en Algérie, le pétrole contribue à plus de 50% dans la formation du PIB et à 97% du total des exportations algériennes, qui est à la fois atout et contrainte pour le développement et la croissance économique. Les ressources abondantes en hydrocarbure ainsi que l'emplacement géographique avantageux sont menés favorablement au bon fonctionnement de l'économie, mais malgré ces réels atouts, l'économie algérienne connaît un taux de croissance stagnant à un très faible niveau et un taux de chômage des plus élevés dans le monde.

L'Algérie qui ne possède ni placement boursier important, ni gros investissements étrangers, ni même d'industries exportatrices, reste jusqu'aujourd'hui prisonnière de ses hydrocarbures ; en effet, depuis les années 1980, l'économie algérienne souffre :

- d'une forte dépendance des fluctuations des prix du pétrole étant donné que les hydrocarbures dominent les exportations ;
- d'une forte dépendance alimentaire de l'extérieur ;
- ainsi qu'une forte dépendance financière de l'extérieur auprès des institutions financières internationales telles que le FMI et la BM.

Ce mode de croissance économique qui repose et bénéficie uniquement de la croissance d'une rente est souvent frappé par ce qu'on appelle la maladie Hollandaise qui favorise

¹ PHILIPPE Copinschi, « le pétrole une ressource stratégique ».ED, la documentation française 2012

Introduction Générale

l'accroissement de la devise et qui s'accroît par une diminution au fur et à mesure d'épuisement des réserves des ressources naturelles voir achèvement, ce qui amène par la suite à des bénéfices de plus en plus moindres et les exportations deviennent moins favorables que les importations ce qui est le cas de notre pays actuellement.

Ce phénomène gratifie les recettes en devise venant des hydrocarbures et réduit en conséquence l'exportation et la rente des produits hors-hydrocarbures. Il en résulte une forte dépendance d'une seule recette d'exportation qui rend l'économie très sensible aux fluctuations des prix ou du niveau de production de ces hydrocarbures ; ce qui met en corrélation les agrégats économiques clés (tels que le taux de chômage, la masse monétaire en circulation, la dette extérieure ainsi que le taux d'inflation) des pays exportateurs avec les fluctuations du prix international du principal produit d'exportation « le pétrole » .

L'inconvénient de cette forme de croissance économique est que les pays exportateurs ne sont aucunement en contrôle de la situation, ce qui peut les mettre en déséquilibre en matière de budget ainsi que les réserves extérieures en devise.

En effet, l'Algérie compte énormément sur les revenus pétroliers pour le financement de l'économie nationale, et dépend fortement des performances du secteur des hydrocarbures voir 50% du PIB et 97% des exportations totales, ce qui handicape les autres secteurs comme l'agriculture et le secteur manufacturier.

Par ailleurs, si on parle de l'analyse économique Algérienne en particulier, on ne peut passer à côté des exportations des hydrocarbures puisque c'est le secteur prédominant sans se concentrer sur le développement des secteurs hors-hydrocarbures.

La première découverte pétrolière au Sahara Algérien date de 1954 qui s'est faite au même moment où commençait la guerre de libération nationale, et depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a lancé de grands projets concernant son industrie, développement et croissance économique, et à côté des importantes réalisations comme les routes, métros, autoroutes, universités etc... l'économie Algérienne est passée par divers stades de turbulence commençant par le contre-choc pétrolier de 1986 qui a porté un coup dur à une économie quasiment rentière, ce qui a appelé à des plans anti-pénurie et des changements structurels appuyant ainsi le passage à l'économie de marché en 1990.

Cette instabilité constante, l'augmentation du taux de chômage, la réduction de la production pétrolière causée par le prix bas du baril et le non-besoin des quantités faramineuses pour

Introduction Générale

l'industrie étrangère ont mené à bien changer la stratégie ainsi que la manière de développement de l'économie qui fut sans arrêt en échecs et cause l'inflation au sein du pays.

Dans un tel contexte, le système financier algérien est totalement déconnecté des réseaux internationaux, démontrant une économie sous-perfusion de la rente des hydrocarbures aux prix très instables.

A ce titre, l'objectif de notre travail consiste à étudier la problématique qui porte sur :

Quelle est l'influence de la baisse des prix du pétrole et du poids de la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien ?

A cet effet, le lecteur de cette introduction pourra deviner que la problématique que nous étudions est l'impact des fluctuations des cours du pétrole, endettement extérieur sur l'évaluation du dinar algérien.

Pour cerner cette problématique qui est très importante du fait qu'elle est d'actualité, nous devons d'abord de répondre aux questions suivantes : « c'est quoi ? Pourquoi ? Quand ? Sur quoi ? Et comment ? »

- C'est quoi le pétrole ? Quels sont les facteurs qui définissent les prix du pétrole ?
- Quel est le rôle des hydrocarbures dans l'économie algérienne ?
- Quelle est la réaction de la SONATRACH face à la baisse des cours du pétrole ?
- Quelle est la structure du commerce extérieur en Algérie ?
- Quel est l'impact des fluctuations des cours pétroliers sur l'économie Algérienne ?
- Est-ce que l'endettement influence l'évaluation du dinar algérien ?

Hypothèses du travail :

Pour appréhender notre travail, nous avons formulé deux propositions de base à la problématique principale qui fondent l'ensemble de notre recherche :

- **Hypothèse1** : l'endettement extérieur dépend de la rente des exportations pétrolières.
- **Hypothèse2** : il existe un lien entre l'évolution des prix du pétrole et l'appréciation et dépréciation de la valeur de la monnaie nationale.

Introduction Générale

Choix et intérêt de notre sujet :

La motivation du choix de notre thème de recherche qui est compatible avec notre spécialité, se justifie d'une part, par les menaces permanentes des fluctuations des cours du baril de pétrole sur la conjoncture économique, et d'autre part, il est d'actualité et reflète la véritable situation économique du pays.

Sur le plan théorique, le présent travail apporte une documentation supplémentaire, riche et fiable du mécanisme de fonctionnement et évolution du secteur des hydrocarbures ainsi que du commerce extérieur algérien, son rôle ainsi que son impact sur la croissance et le développement national.

Sur le plan pratique, nous allons mener une étude empirique qui affirme ou infirme le lien entre les variations du prix du pétrole et l'évaluation de la monnaie nationale.

L'intérêt de notre travail, est d'apporter des éléments probants et essentiels sur l'économie algérienne et essayer d'expliquer le lien entre le secteur des hydrocarbures et l'évaluation de la valeur de la monnaie nationale afin de montrer la place de ce secteur dans la croissance et le développement économique du pays.

Pour pouvoir répondre à notre problématique, nous avons scindé notre travail de recherche en quatre chapitres :

Dans le premier chapitre, nous avons opté pour une étude théorique concernant le secteur des hydrocarbures, ses différents marchés, son fonctionnement, ses intervenants ainsi que son rôle sur le plan économique et sa contribution à la rentabilité nationale.

Le second porte sur le commerce extérieur en Algérie, dont on aborde l'évolution du commerce extérieur algérien, sa structure, les principaux partenaires de l'Algérie ainsi que la relation existante entre la dette extérieure et la croissance économique algérienne.

Le troisième chapitre contient l'impact de la baisse du cours du pétrole sur l'économie algérienne, et les différents indicateurs clés tel que ; le PIB, taux d'inflation, taux de change, et la balance commerciale.

La dernière phase du travail (chapitre 4), sera consacrée à un aspect pratique où nous allons analyser et déterminer la relation existante entre la variation des cours du baril et la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien.

Introduction Générale

Notre étude s'achèvera par une conclusion générale qui synthétisera notre sujet en donnant une vision globale sur l'ensemble des analyses touchées et évaluées par notre travail de recherche.

***Partie I :Aspect
théorique :
Le pétrole et le
commerce
extérieur en
Algérie***

Introduction à la partie I : Aspect théorique : le pétrole et le commerce extérieur en Algérie

Introduction à la partie I : le pétrole et le commerce extérieur en Algérie

Sur la scène mondiale, l'Algérie est considérée comme un pays mono-exportateur d'hydrocarbures. Bien qu'elle reste un simple producteur devant les pays du Moyen-Orient, son pétrole occupe une place importante dans les relations géopolitiques et économiques méditerranéennes, et est beaucoup demandé par les raffineries et pays importateurs.

En effet, les exportations des hydrocarbures enregistrent près de 97% du total des exportations, ce qui a joué un rôle très important dans l'élimination de plusieurs problèmes rencontrés par l'économie algérienne tel l'élimination et le remboursement anticipé de la dette extérieure.

Pour cela, à partir de cet aspect théorique, nous tenons à démontrer le rôle du pétrole, les déterminants de son prix ainsi que la structure du marché pétrolier international dans le premier chapitre, tandis que dans le second, nous allons évoquer la structure du commerce extérieur algérien ainsi que son évolution.

*CHAPITRE I : Le
secteur des
hydrocarbures en
Algérie*

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

L'Algérie est un pays membre de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et du Forum des pays exportateurs de gaz.

La Sonatrach est le groupement pétrolier algérien chargé de la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures. En 2011, elle a été classée 1^{re} société en Afrique et 12^{ème} plus grand groupe pétrolier au monde (par le Petroleum Intelligence Weekly).

Le choix de la pétrochimie par l'Algérie s'impose de façon croissante comme une option majeure de politique industrielle. L'État a mis en place des mesures d'accompagnement en faveur des investisseurs, dans le but de mobiliser les capitaux nécessaires pour le financement des programmes de développement¹.

Dans ce chapitre, nous allons nous focaliser sur le marché pétrolier international dans son ensemble, le rôle, le poids ainsi que l'impact des fluctuations du prix du baril sur la croissance économique algérienne.

Section 1 : Le marché pétrolier international

Dans le monde actuel, le pétrole est une ressource indispensable pour la réalisation d'une bonne croissance économique et doit être vu de l'ongle non de l'offre mais de la demande, tout en sachant que son importance dépend de la capacité de satisfaction des consommateurs.

En Algérie, cette matière joue un rôle important notamment en tant que principale source de revenu, puisqu'elle prédomine les exportations.

1. Généralités sur le marché pétrolier

Le pétrole est un produit stratégique du moment qu'il est une source d'énergie multifonctionnelle non renouvelable à l'origine de faucilles qui se propage sur des sites et réserves délimitées sur la planète.

1.1. Etymologie et historique du terme « pétrole »

Etymologiquement, le terme pétrole vient du mot latin *Petraoleum* qui se décompose en deux parties, *Petra* « pierre » et *Oleum* « huile » dont la signification est *huile minérale* ou *huile de pierre*². Le pétrole qui est une source d'énergie non renouvelable accumulée en gisement dans une roche, réservoir est issu de la décomposition de matières organiques végétales et animales.

La naissance de l'industrie pétrolière est associée au nom d'Edwin Drake qui a été le premier à produire du pétrole en creusant un puits en Pennsylvanie en 1859 et c'est ainsi que les Etats

¹http://fr.wikipedia.org/wiki/%c3%89nergie_en_alg%c3%a9rie#cite_note-14, consulté le 15/09/2019 à 09 :00

² CHAUTARD Sophie, « géopolitique et pétrole », Ed. Studyrama perspectives, 2007

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Unis produisent leurs premiers barils soit 244 tonnes par jour. Depuis, la chasse à l'or noir ne cesse de gagner différentes régions du monde tels les Etats Unis, la Russie, l'Afrique et le Moyen-Orient.

1.2 Les différentes catégories de pétrole

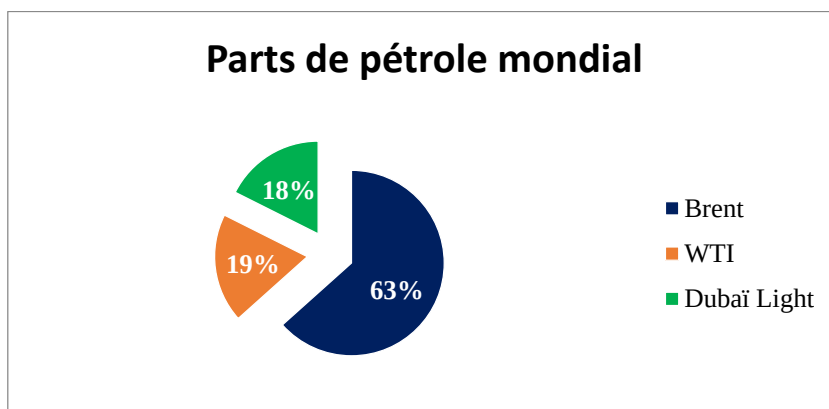
Il existe plusieurs catégories de pétrole qui se diffèrent selon l'accumulation et les composantes organiques qui se propagent dans les multiples régions de sa production.

1.2.1. Premier critère

Selon les bruts qui servent de référence pour établir le prix du pétrole en fonction de leurs provenances, on distingue entre les principaux bruts :

- Le *WTI* (West Texas Intermediate) ; le brut de référence américain.
- Le *BRENT* ; le brut de référence européen.
- L'*ARABIAN LIGHT* (Dubai Light) ; le brut de référence Moyen-Orient.

Figure N°1 : les proportions de baril par référence



Source : Sadek BOUSSENA, Jean-Pierre PAUWELS, Catherine LOCATELLI, « le défi pétrolier, questions actuelles du pétrole et du gaz », France 2006, P.53

La figure montre la part de chaque baril de référence dans le total des contrats commerciaux dans le monde.

1.2.2. Deuxième critère

Selon la qualité du brut qui est fondée sur la densité telle qu'elle est établie par l'American Petroleum Institute qui tient en compte la longueur des chaînes carbonées, plus les chaînes sont longues plus le pétrole est lourd et plus son degré d'API est faible, sur ce ; le pétrole brut peut prendre les quatre formes suivantes ;

- Le brut extra lourd, pour lequel le degré de densité API est inférieur à 10.
- Le brut lourd, qui se trouve en général en Amérique Latine à un degré API compris entre 10 et 22,3.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

- Le brut moyen, qui se trouve au Moyen-Orient, pour lequel le degré API est compris entre 22,3 et 31,1.
- Le brut léger qui se trouve au Moyen-Orient, Amérique du Nord, en Afrique et en Europe et pour lequel le degré API est supérieur à 31,1.

Faut savoir que le pétrole ne peut jamais être utilisé dans son état brut, il faut le raffiner pour pouvoir extraire ce dont l'industrie a besoin et le transformer en produits commercialisables et utilisables dans différents domaines de l'activité économique.

1.3 Le raffinage

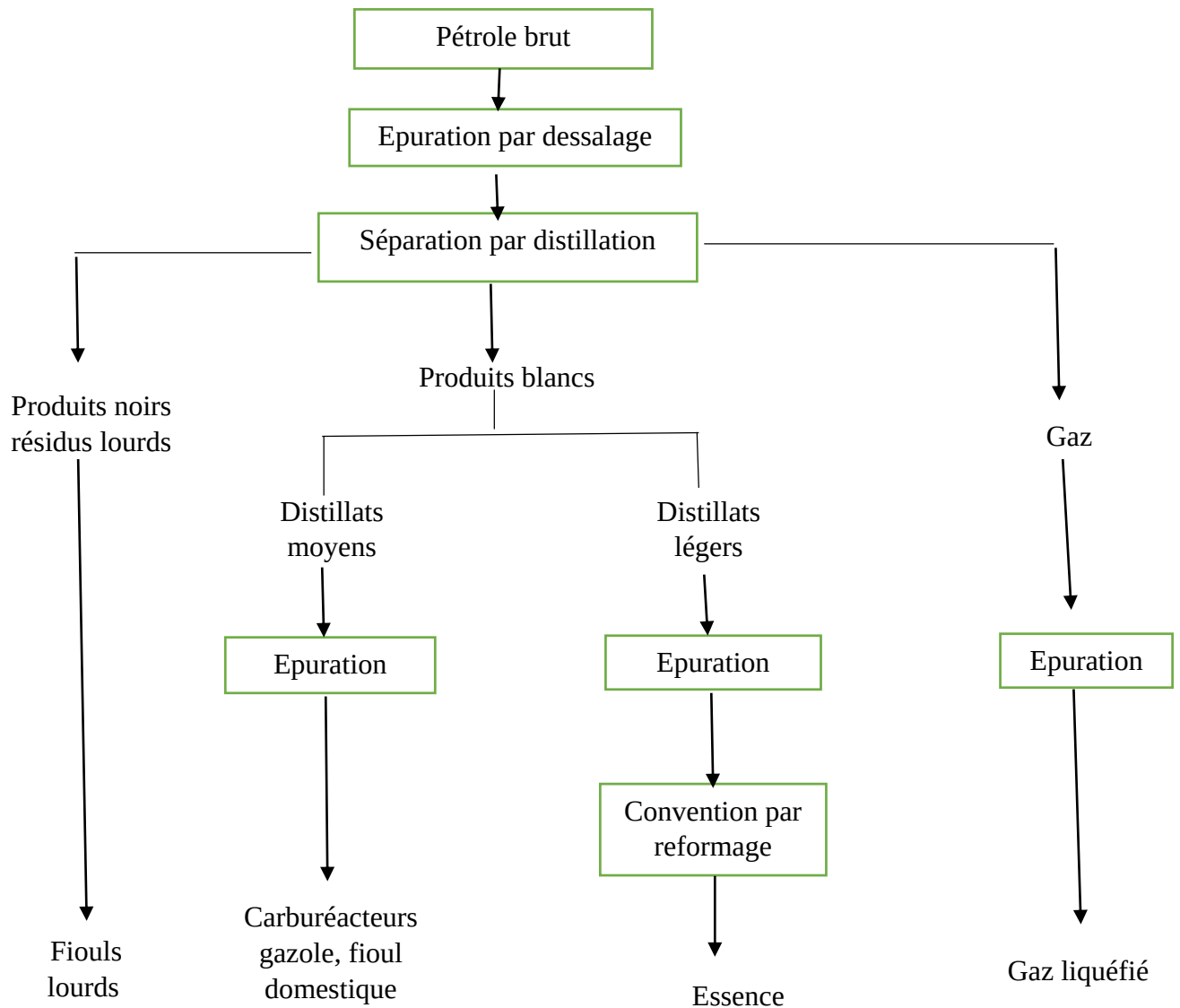
Le pétrole ne peut être utilisé avant d'avoir été raffiné, c'est-à-dire transformé grâce à une série d'opérations. On commence par faire subir au pétrole brut une opération de dessalage, puis une séparation par distillation de façon à dissocier les gaz, les liquides légers et moyens ainsi que les résidus lourds³. Le raffinage est une série d'opérations qui consiste en la décomposition du pétrole brut afin d'en avoir les composantes dont on a besoin pour notre fabrication.

Nous allons illustrer les étapes de l'opération de raffinage dans le schéma qui va suivre.

³ Sophie CHAUTARD, « géopolitique et pétrole », Ed. Studyrama perspectives 2007, p.13

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Schéma N°1 : Le principe d'une raffinerie simple



Source : DUROUSSET Maurice : « le marché du pétrole », Ed Ellipses, Paris, 1999, Page. 16

Le tableau ci-dessous reprend la typologie des produits qu'on peut trouver et obtenir d'un baril de pétrole brut à travers l'opération de raffinage.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Tableau N°1 : Structure typique des produits obtenus à partir d'un baril de pétrole brut

Produits obtenus	Litres
Gaz de pétrole liquéfiés « GPL » (propane- butane)	15
Supercarburant automobile	75
Gazole moteur et fioul domestique	35
Carburéacteur (kérosène pour l'aviation)	15
Fioul lourd (fret maritime, Centrales thermiques, Industrie)	10
Autres (naphta, Bitume, Lubrifiants, Cires et paraffines)	10
Total	160

Source : CARNOT N. et HAGEGE C ; « le marché pétrolier »Economie et prévision, 2004/2005, p.128

1.4 Le pétrole ; une ressource stratégique utilisée dans un grand nombre de secteurs

Exploité de manière industrielle depuis le milieu du 19^{ème} siècle, le pétrole a d'abord été recherché pour répondre aux besoins d'éclairage. Pourtant, c'est au début du 20^{ème} siècle, dans le secteur du transport qu'il va s'imposer comme une ressource stratégique. Ses nombreux avantages facilité d'exploitation et d'utilisation, prix très faible le désignent rapidement comme l'énergie de référence du 20^{ème} siècle, à la place du charbon qui avait permis de lancer la révolution industrielle.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'habitat ; le pétrole a permis de remplacer plus ou moins avantageusement d'anciennes solutions, par exemple, dans le cas du chauffage domestique avec le fioul où il a parfois remplacé le charbon.

Ensuite, en ce qui concerne la mobilité, plus que tout, le pétrole est lié à l'aventure de l'automobile. Il s'est imposé au fil du temps comme le carburant privilégié.

Aujourd'hui, bien peu sont les véhicules qui n'emploient ni le pétrole ni l'un de ses dérivées (Gaz naturel, Diesel, etc...). N'oublions pas non plus les transports aériens avec le Kérosène.

Le transport ferroviaire, quant à lui, est fréquemment électrifié de nos jours, et dépend donc moins du pétrole. Cela dépend toutefois de la façon dont est produite l'électricité, si le fioul est nécessaire à la fabrication, alors on peut dire que le pétrole est nécessaire au transport ferroviaire.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Dans l'industrie, avec les matières plastiques, le pétrole a ouvert de nouvelles voies, dont le développement n'aurait jamais pu se faire aussi vite sans cet élément indispensable à leur production.

Enfin, l'agriculture moderne issue de la révolution verte, est très dépendante du pétrole et du gaz naturel. Non seulement les camions, les tracteurs ainsi que les moissonneuses consomment des carburants à base de pétrole (Diesel), mais les engrais qui nourrissent les cultures et les pesticides qui les protègent sont issus de la chimie du pétrole et du gaz naturel⁴.

Le tableau ci-dessous résume les grands secteurs d'utilisation du pétrole :

Tableau N°2 : Les grands secteurs d'utilisation des produits pétroliers

Secteur d'activité	Pourcentage
Transports	33%
Industrie	31%
Domestique et tertiaire	30%
Sidérurgie	3.2%
Agriculture	2.8%

Source : CHAUTARD Sophie « géopolitique et pétrole », Ed. Studyrama 2007, P.15

Dans ce tableau, on a repris les différents secteurs qui utilisent le pétrole comme matière première dans leurs activités.

⁴ PHILIPPE Copinschi. « Le pétrole une ressource stratégique »Ed. La documentation Française. Juillet 2012.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Tableau N°3 : Les utilisations du pétrole

Produits	Secteurs
Les carburants (GPL, Essence, Gazole, Les carburéacteurs)	Industrie automobile, Aviation
Les combustibles (fioul domestique, fioul lourd)	-Chauffage domestique, chauffage urbain, transport maritime, locomotives, fours industriels. -Dans l'industrie : cimenterie, tuilerie, papèteries, verreries et usines thermiques (production d'électricité).
Les lubrifiants	Huile pour moteurs, huile pour transmission automatique ou hydraulique. Huile de procédés : utilisée dans les encres, les insecticides, le caoutchouc. Graisse : essentiellement dans les roulements à bille. Les cires : enduction de tissu, protection des métaux. Les paraffines : emballages, produits d'entretien, produits pharmaceutiques, explosifs, imperméabilisation du bois.
Les bitumes	revêtement routier, étanchéité des bâtiments, isolations, anticorrosion...
Les gaz	Usage domestique.
Les bases pétrochimiques	Polymères : plastiques, isolants. Fibres synthétiques : nylon. Caoutchouc synthétique. Solvants : encre d'imprimeries, peintures, colles, teintures. Détergents Agronomie : pesticides.

Source : secrétariat de la CNUCE (<http://treaties.un.org/Pages/pageNotFound.aspx?clang=fr>)

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

2. Typologie des marchés pétroliers

L'offre et la demande se rencontrent sur un marché qui peut être un marché physique au comptant « spot » ou à livraison différée « à terme », s'ajoute à ces deux types de marché un autre appelé marché à terme financier « futures » qui permet aux opérateurs commerciaux de se couvrir des variations imprévues des prix tout en transférant le risque vers des intervenants purement financiers.

A cet effet, outre l'offre et la demande, se manifeste une autre opération qui est la spéculation qui peut amplifier l'incident des nouvelles informations sur le niveau des cours et accroître la volatilité des prix du pétrole à court terme créant par la suite une tendance durable qui s'écarterait du marché physique et règle de base qui est la loi de l'offre et de la demande.

2.1 Le marché physique

Il se décompose en deux marchés à savoir ; le marché au comptant à court terme et le marché à terme.

2.1.1 Le marché physique au comptant « spot » (à court terme)

Le marché physique au comptant désigne un marché du moment et du lieu. C'est un marché où un acheteur et un vendeur cherchent à conclure une transaction à un moment donné, à un certain prix, pour une cargaison déterminée et livrable en un certain lieu⁵.

Ce type de marché fonctionne selon « la loi de l'offre et de la demande » d'où son nom « marché libre », ce qui veut dire que l'offre des vendeurs de pétrole se confronte avec la demande des acheteurs de pétrole sur un marché spot (libre) ce qui détermine et fixe son prix.

2.1.2 Le marché physique à terme ou à livraison différée

Le marché physique à livraison différée du pétrole appelé aussi « marché forward » est un marché sur lequel s'échange des cargaisons de pétrole à une date ultérieure et pour un prix immédiatement fixé⁶. L'achat et la vente des cargaisons physiques se font pour des dates de changement non connues au moment de la transaction. En effet, le marché physique à livraison différée est un marché de « gré à gré » dont l'acheteur et le vendeur décrivent dans un contrat « ferme » sur mesure sur les différentes conditions de transactions qui doivent être respectées par les deux parties du contrat.

Ce marché est utilisé à la fois par les vendeurs afin de garantir l'écoulement de leur production future, et pour les acquéreurs pour sécuriser leurs approvisionnements tout en bénéficiant du pouvoir de négociation du prix au moment de la signature du contrat forward.

⁵ AYOUB Antoine, « le pétrole : économie et politique », Economica, 1996.

⁶ PERCEBOIS Jacques, « Energie et théorie économique, A propos de quelques débats contemporains », Ed. Cujas, Paris, 1997.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

2.2 Le marché financier (futures)

A travers cette sous-section, nous allons définir le marché financier ainsi que ses différentes fonctions.

2.2.1 Définition du marché financier

Appelé également « marché papier » sur lequel s'échange des barils-titres (paper barrel), ce type de système est apparu au milieu des années 1980. Il s'agit de contrat à terme négocié sur les bourses de matières premières en particulier à New York (Le NYMEX « New York Mercantile Exchange ») et à Londres (l'IPE « International Petroleum Exchange ») et enfin à Singapour (le SIMEX « Singapour International Monetary Exchange »).

Le marché à terme financier du pétrole peut être aussi défini comme un marché sur lequel s'échange des promesses de vente et d'achat de pétrole brut ou d'un produit pétrolier déterminé, pour une date ultérieure et moyennant un prix immédiatement fixé. Mais peu de contrat arrivent à échéance et donnent lieu à une transaction physique. Le marché à terme est souvent assimilé au marché financier dans le sens où il traite toutes les transactions financières qui servent assez souvent de se couvrir contre les fluctuations du prix du pétrole.

2.2.2 Les fonctions du marché à terme financier de pétrole

Les contrats à terme ont une place primordiale dans les différents mécanismes de commercialisation du pétrole du moment qu'ils permettent aux intervenants sur le marché pétrolier de s'assurer de :

- la protection contre les risques liés aux fluctuations des prix du pétrole ;
- la régulation des échanges de produits physiques ;
- l'amélioration de la gestion des stocks puisque le marché pétrolier permet aux compagnies pétrolières de surveiller les fluctuations des prix en leur permettant ainsi d'éviter le gonflement de leur stocks lors de la hausse des prix ce qu'il leur favorise à minimiser les frais de stockage, et de réduire leurs stocks en période de baisse des prix pour mieux gérer le risque lié à la rupture d'approvisionnement ;
- minimiser l'asymétrie d'information en ayant accès à l'information telle qu'elle est.

Cependant, l'importance des transactions effectuées à long terme au détriment de celles effectuées au comptant a entraîné une déconnection de la sphère financière (marché de papier) de la sphère réelle (marché physique). Avec les marchés à terme, les prix sont devenus beaucoup

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

plus imprévisibles et volatiles ce qui explique la forte instabilité du marché notamment ces dernières années⁷.

3. Les intervenants sur le marché pétrolier

Le marché du pétrole est constitué de plusieurs acteurs.

3.1. Les pays producteurs de pétrole et les compagnies nationales

Certains pays sont regroupés sous forme de CARTEL comme l'OPEP, qui a été créé en 1960 à l'occasion de la conférence de Bagdad. Elle a regroupé 11 pays qui sont : l'Algérie, L'Arabie Saoudite, Les Emirats Arabe Unis, Equateur, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigéria, Qatar et le Venezuela.

L'objectif de ce cartel est de coordonner les politiques pétrolières des Etats membres de l'organisation dans le but de rentabiliser les investissements des producteurs et d'assurer l'approvisionnement des consommateurs⁸.

3.2. Les compagnies internationales de pétrole

Surnommées les super-majors, c'est un dénombrement de 6 entreprises dont TOTAL (France), Chevron (Etats-Unis), Royal Dutch Shell (Pays- Bas), Exxon Mobil (Etats-Unis), BP (Royaume-Uni), et sont pour la plus part nées de fusions réalisées dans les années 90.

3.3. Agence internationale de l'Energie (AIE)

Cette organisation intergouvernementale composée de 29 pays est rattachée à l'OCDE, et a vu le jour en 1974 à la suite du premier choc pétrolier. Elle œuvre pour que ses membres profitent d'une énergie « fiable, abordable et propre » et coordonne les politiques énergétiques des pays membres. Elle publie chaque année des rapports statistiques très attendus concernant la production, la consommation et la demande de pétrole⁹.

3.4. Les pays consommateurs de pétrole

La demande des pays importateurs de pétrole, ainsi que les événements géopolitiques survenant au sein de ces pays influent sensiblement sur l'évolution du prix du pétrole au quotidien¹⁰.

La figure ci-dessous explique en profondeur et montre avec précision les différents intervenants sur le marché pétrolier.

⁷ HAOUA Kahina « l'impact des variations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques », Mémoire de magister 2012, P.25/26.

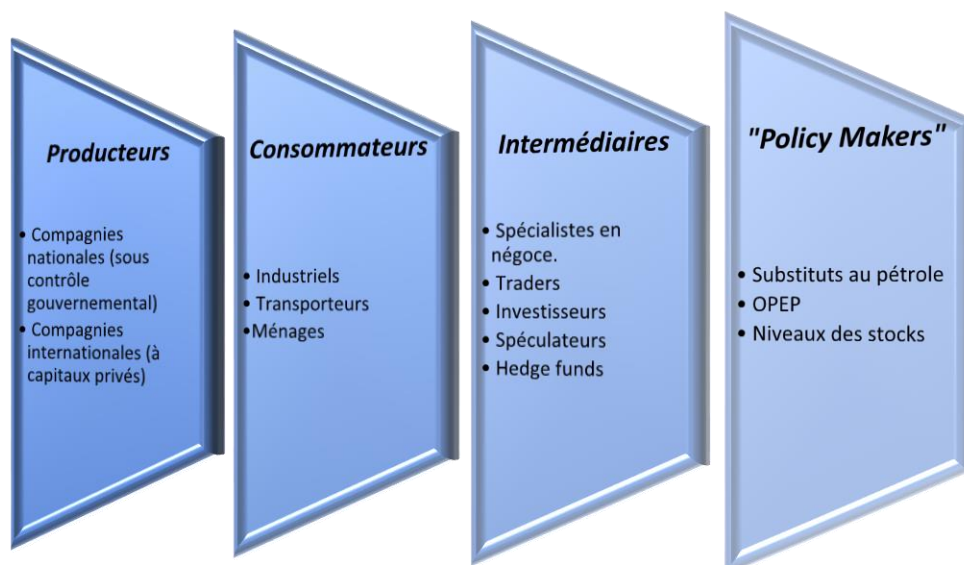
⁸ <http://www.fioulmarket.fr> consulté le 03/10/2019 à 10 :00

⁹ idem

¹⁰ <http://www.fioulmarket.fr> (actualité du fioul) publié le 05/07/2016 à 00h00.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Figure N°2 : les intervenants sur le marché pétrolier



Source : établi par nous-mêmes

Section2 : Evolution du prix du pétrole

Les faits n'influencent pas directement la formation des prix du pétrole, du moins dans la majorité des cas, mais ce sont les représentations que les acteurs du marché pétrolier élaborent à propos de leurs conséquences sur les équilibres de marché qui priment.

Les prix du pétrole à un instant donné intègrent, le plus souvent, les corrections rétroactives auxquelles les acteurs procèdent, une fois que les événements prévus sont connus avec un degré de certitude raisonnable. De ce fait, ce n'est pas tant le grand nombre de paramètres influençant la détermination des prix du pétrole qui importent, et c'est pourquoi il est plus facile d'anticiper les évolutions du prix du pétrole à moyen et surtout à long terme que de se hasarder dans les prévisions à brèves échéances¹¹.

Et c'est pourquoi dans notre section, on a choisi d'éclairer un peu la formation des prix du pétrole selon les différents acteurs.

1. Aperçu historique sur les grandes variations des prix du pétrole

Les principales fluctuations de prix ont été les chocs pétroliers de 1973 et 1979, pendant lesquels les prix ont augmenté de façon spectaculaire et brutale, et le contre-choc pétrolier de 1986, où ils ont chuté considérablement. Des hausses moins importantes coïncident avec les deux guerres de golfe. Une baisse très notable s'est produite lors de la crise asiatique de 1997

¹¹ MAFFEI B. et GREGGIO R, « le pétrole, le troisième choc et la malédiction pétrolière », Ed. Economica Paris2014.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

et 1998. A partir de 2003, on a observé une hausse considérable et qui semblait ne devoir jamais connaître de fin, puis une baisse brutale mi-2008, suivi d'une reprise chaotique.

Le choc pétrolier de 1973 est lié à la guerre du Kippour opposant Israël aux pays arabes et celui de 1979 à la révolution iranienne, l'OPEP s'est alors servie du pétrole comme arme politique, et a fait augmenter les prix de pétrole par restriction de l'offre. A cette époque, les Etats-Unis étaient le plus grand producteur de pétrole mondial, mais leur production avait commencé à décliner irrémédiablement depuis 1972. Ils ne pouvaient donc compenser les baisses de productions décidées par l'OPEP. Les conséquences sur l'économie des pays occidentaux ont été spectaculaires : les prix du pétrole ont été multipliés par trois en 1973, puis encore par deux en 1979. Le contre-choc de 1986 provient de la réaction des grands pays consommateurs, qui ont compris dès 1973 le risque couru : ils ont alors fait des efforts d'économies de pétrole et entrepris de lui substituer d'autres sources d'énergie¹².

2. Les déterminants du prix du pétrole

La qualité du pétrole brut et la proximité des zones de production par rapport au centre de consommation sont hétérogènes. Il en découle qu'il n'y a pas un prix unique pour le caractériser, indépendamment des prix spéciaux plus ou moins durable accordés à certaines firmes à l'occasion d'opérations particulières de production¹³. L'instabilité du marché pétrolier et la volatilité des prix s'expliquent par plusieurs facteurs, l'ensemble de ces facteurs peuvent influencer le niveau du prix du pétrole soit à court ou à long terme.

2.1. Les déterminants du prix du pétrole à court terme

A court terme, le niveau des prix pétroliers résulte principalement des anticipations relatives aux fondamentaux de l'équilibre entre l'offre et la demande, les facteurs financiers et les variations de stocks.

2.1.1. les fondamentaux du marché (offre et demande)

Le pétrole se situe sur un marché entièrement libéralisé. Son prix est par conséquent fixé, à chaque instant, en fonction du jeu de l'offre et de la demande¹⁴.

¹² DURAND Bernard « la crise pétrolière : Analyse des mesures d'urgence », Ed. EDP sciences, 2009
CHABANE N. et LAOUIREM N « l'impact des fluctuations du prix du pétrole sur le commerce extérieur en Algérie (2010-2017) » mémoire de master en sciences commerciales UMMTO 2016-2017, P.40.

¹³ BENISSAD Mohamed EL Hocine, « Eléments d'économie pétrolière, les hydrocarbures présent et futur », Ed. Economica Paris 1981.

¹⁴ CHAUTARD Sophie, « Géopolitique et pétrole », Ed. Studyrama 2007.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

2.1.1.1. L'offre de pétrole et de produits pétroliers

L'offre de pétrole est essentiellement déterminée par les pays membres de l'OPEP, mais cela n'élimine pas l'importance de la participation des pays HORS-OPEP.

- **Niveau de réserves**

Cette notion de réserve est particulièrement complexe car elle varie en permanence en fonction de deux paramètres fixés à un moment précis : d'une part, la capacité à récupérer le pétrole identifié et, d'autre part, le prix du baril, selon qu'il est jugé « acceptable ou pas ». C'est pourquoi les estimations sont fluctuantes¹⁵. Comme étant une énergie non renouvelable, le pétrole est caractérisé par des réserves limitées, et le prix du baril est également source d'instabilité concernant ces réserves : en fonction du cours du brut, les projets seront plus ou moins rentables économiquement.

Sur ce, on trouve trois types de réserves, à savoir ;

- **les réserves confirmées ou prouvées** : sont celles qui ont 90% de chance d'être récupérées grâce aux techniques actuelles et dans des conditions économiques courantes ;
- **les réserves probables** : sont celles des gisements encore à découvrir et ayant 50% de chance d'être produites ;
- **les réserves éventuelles** : sont des réserves incertaines dont la probabilité d'être exploitable est comprise entre 5 et 10%.

S'ajoutent ensuite les incertitudes politiques puisqu'en fonction du pays et de la région du gisement, l'exploitation sera plus ou moins envisageable. Un pays instable, en guerre ou régi par une dictature hostile à leur pays d'origine ne facilite pas la venue de compagnie pétrolière. Ainsi, les compagnies pétrolières américaines ont cessé de s'intéresser au pétrole iranien à la suite de la révolution islamique en 1979.

L'incertitude politique vient également du fait que chaque pays souverain est libre d'annoncer les chiffres de ses réserves et de sa production. Certains états peuvent délibérément augmenter leur chiffre sans qu'ils correspondent exactement à la réalité. Les réserves mondiales peuvent ainsi varier de 20% selon les sources, voire de 100% à l'échelle des réserves d'un pays, et sont en perpétuelle évolution¹⁶.

¹⁵ CHAUTARD Sophie, « Géopolitique et pétrole », Ed Studyrama 2007.

¹⁶ Idem.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

• Capacité de production

La production mondiale de pétrole est plafonnée par les capacités de production disponibles. Il n'est en effet pas possible de forcer la production au-delà d'une limite propre à chaque champ d'exploitation, fonction de la configuration du gisement, de la technique installée et de l'historique de l'extraction. Aller au-delà risquerait d'endommager le champ et de compromettre son avenir¹⁷.

Cependant, les principaux pays exportateurs de pétrole représentés par les 11 pays membre de l'OPEP (Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït, Venezuela, Emirats Arabe Unis, Algérie, Qatar, Libye, Nigeria, Angola), la Russie et le Mexique adoptent une politique fondée sur l'idée que « l'Etat doit garder un contrôle absolu sur les réserves de pétrole » et selon cette politique, l'Etat a le privilège de ;

1. déterminer les conditions d'accès pour l'exploration et la production (souvent réservées à des entreprises nationales) ;
2. fixer le rythme de l'évolution de la production ;
3. mettre en place le régime fiscal ;
4. fixer les prix du pétrole à l'intérieur du pays ;
5. fixer les conditions d'exportation du pétrole (quantité et prix)¹⁸.

• Capacité de raffinage

Dans le contexte de forte croissance, le secteur de raffinage affiche de bonnes performances économiques. Grâce à une forte demande de pétrole provoquant des prix élevés des produits pétroliers et raffinés, les marges de raffinage se maintiennent à des niveaux élevés.

Plus le brut est lourd et sulfureux, plus l'extraction des produits légers est difficile et coûteuse, ce qui rend la demande des bruts légers plus importante que celle des bruts lourds. L'activité du raffinage est de plus en plus soumise aux exigences de qualités des produits raffinés qui répondent aux normes environnementales.

• Capacité de transport

Une proportion importante des capacités de transport est constituée de navires ayant 20 à 25ans d'âge, donc il y a un net besoin de renouvellement.

L'insuffisance apparente des capacités de transport de pétrole brut et des produits raffinés sur les grandes distances qui existent entre les lieux de production et les lieux de consommation dû

¹⁷ MAURICE Joël, « prix du pétrole ; conseil d'analyse économique », Ed. La documentation Française, Paris2001.

¹⁸ HAOUA Kahina, « l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », mémoire de magister en science économique option : Monnaie-Finance-Banque, UMMTO 28/06/2012, P.38.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

au déséquilibre géopolitique entre les pays producteurs (Moyen-Orient, Afrique, Amérique Latine) et les pays consommateurs (Amérique du Nord, Europe, Asie et Océanie) semblent avoir exercé une pression à la hausse sur les cours du brut et font jouer au transport du pétrole un rôle déterminant.

2.1.1.2. La demande de pétrole et des produits pétroliers

La demande de pétrole est définie par l'AIE. On peut dire que le principal facteur de la croissance de la demande en pétrole dans le monde reste le secteur du transport, qui devrait absorber environs 60% du pétrole consommé en 2030 contre 50% actuellement¹⁹ en 2019. Mais aussi, l'évolution de la demande mondiale du pétrole est dû essentiellement aux plusieurs phénomènes ; la croissance économique mondiale, la concentration géographique de la demande, et la saisonnalité.

- **La croissance économique mondiale**

La demande de pétrole est corrélée et suit le rythme de la croissance économique.

Puisque le pétrole s'est imposé comme principale source énergétique des économies modernes et que les pays développés cherchent à améliorer leurs efficacités énergétiques, à assurer leur sécurité d'approvisionnement et à limiter leurs dépenses énergétiques, mais malgré leurs efforts, leur demande globale d'hydrocarbures continue à croître.

Donc, la demande mondiale du pétrole croît plus rapide que l'offre, ce qui cause la flambée des prix, en contrepartie, quand la demande baisse, l'offre grimpe, ce qui provoque une situation d'abondance sur les marchés et donc une baisse des prix.

- **La concentration géographique**

Au niveau de la demande, les quantités consommées de pétrole sont inégalement réparties, du fait que environs 69% de la demande mondiale est concentrée dans les pays suivants ; Etats-Unis, Chine, Japon, L'Inde, Russie, Allemagne, Corée du Sud, Canada, Arabie Saoudite, Brésil, France, Italie, Espagne, Royaume Unis et Iran.

- **La saisonnalité et les aléas climatiques**

La météo saisonnière influence les prix du pétrole. En été, la consommation d'essence augmente durant la saison des voyages, ce qui accroît la demande du pétrole, qui entraîne une augmentation des prix. Les hivers froids, peuvent provoquer une demande accrue d'huile de chauffage, causant une augmentation des prix. Un hiver relativement clément, pourrait causer une chute des prix du pétrole.

¹⁹ MAFFEI.B et GREGGIO.R, « le pétrole le troisième choc et la malédiction pétrolière », Ed. Economica 2014.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

2.1.1.3. La variation des stocks

La variation des stocks remplit les écarts entre le flux de la production et celui de la demande. On distingue trois catégories de stocks de pétrole ;

- une catégorie liée aux contraintes de type industriel tout au long du circuit qui va de la production du brut à la sortie du raffinage ;
- une catégorie liée à des motifs de précaution pour répondre à des situations de crise ou en prévision de l'aléa climatique. C'est le cas pour les stocks stratégiques constitués par les différents états notamment ceux membres de l'OCDE ;
- une catégorie qui répond à des inquiétudes d'arbitrage, en fonction des anticipations de prix.

La variation des stocks de l'or noir des pays de l'OCDE est un bon indicateur des déséquilibres du marché à court terme. En effet, une baisse de stock conduit à une insuffisance de l'offre par rapport à la demande, ce qui fait augmenter les prix. A l'inverse, une hausse de stock suggère un excès de production par rapport à la demande, ce qui fait baisser le prix.

2.1.1.4. Les facteurs financiers

Du côté financier, le prix du pétrole à court terme est déterminé par le phénomène de la spéculation et le cours du dollar, monnaie quasi-unique de négociation des prix du pétrole sur les marchés.

• La spéculation sur les marchés à terme

Les spéculateurs opèrent sur les marchés financiers du pétrole et cherchent à réaliser un profit par l'achat et la vente des contrats à terme tout en arbitrant entre différentes maturités. En effet, les traders échangent des barils papiers plusieurs fois sans qu'ils vendent ou achètent effectivement le pétrole. En cas où les prix de l'or noir tendent à la hausse, ils achètent massivement des contrats papiers ainsi la hausse de prix s'accélère qui est en faveur des pays producteurs. A l'inverse, lorsque les prix tendent à la baisse, les font spéculatifs vont vendre leurs contrats, ce qui contribue à la baisse du prix du brut.

• Le taux de change

Dans la mesure où les cours du pétrole sont libellés en dollar, on peut constater qu'il y a une forte relation entre les deux variables. On peut montrer qu'il y a un lien négatif entre le dollar et le prix du pétrole.

Suite à la dépréciation du dollar par rapport aux autres monnaies, les pays exportateurs des produits pétroliers subissent une perte du pouvoir d'achat puisqu'ils ne parviennent pas à

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

acheter toutes leurs importations en dollar, dans ce cas, le prix du pétrole sera augmenter afin d'éponger cette perte.

Cependant, l'appréciation du dollar, entraîne une baisse des prix du pétrole, car leurs prix est fixé en dollar. Autrement dit, le prix du pétrole est cher, dans ce cas, les consommateurs de ce produit vont baisser leur niveau de consommation. Et donc, la baisse de la demande par rapport à l'offre, puisque les prix du pétrole sont fixés en fonction de l'offre et de la demande, dans ce cas-là, les prix du pétrole vont baisser²⁰.

2.1.2. Les déterminants du prix du pétrole à long terme

A long terme, le prix d'un baril de pétrole est déterminé par deux facteurs, à savoir ;

- **Les coûts intervenants** tout au long de la chaîne de l'industrie pétrolière qui reflète d'abord ;
 - le coût de production ;
 - le coût de raffinage ;
 - le coût de transport ;
 - et enfin le coût de distribution.
- **Les coûts sociaux** qui sont des coûts supplémentaires et peuvent aussi exercer une influence non négligeable sur les prix du pétrole. Ils peuvent prendre la forme ;
 - d'une taxe carbone, en principe le coût social correspond au coût du carbone émis dans l'atmosphère suite aux utilisations du pétrole ;
 - d'un achat ou d'un permis d'émission ;
 - d'une restriction pesant sur l'usage du pétrole par les pays, en effet, ces derniers sont soumis au respect de la réglementation et des préoccupations concernant le changement climatique²¹.

3. Les principaux chocs pétroliers

Les chocs pétroliers sont considérés comme des hausses rapides et très fortes du prix du pétrole, survenus en 1973, en 1979-1980, et 2008, qui en contribuant à l'accélération de l'inflation et au ralentissement de l'activité économique des pays industrialisés, sont l'une des causes majeures de la récession mondiale des années soixante-dix et quatre-vingt.

3.1. Les concepts choc pétrolier et contre-choc pétrolier

Cette sous-section traitera les différentes définitions des concepts utilisés ainsi que la relation entre eux.

²⁰ Rapport de la Banque Mondiale.

²¹ HAOUA Kahina idem, P.53

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

3.1.1. Définition d'un choc pétrolier

Un « choc pétrolier » désigne la situation dans laquelle une économie fortement tributaire des importations de pétrole est soumise à une augmentation brutale et significative des prix sans qu'il lui soit possible à court terme de réagir autrement que par ;

- Soit un recours aux prélèvements réels sur la richesse nationale.
- Soit un recours à l'endettement extérieur²².

Un choc pétrolier correspond à une hausse massive et rapide de prix du pétrole qui déclenche généralement une crise pour les pays n'en produisant pas ou pas assez et qui sont dépendants de l'importation. Les chocs pétroliers sont dus à différentes raisons à la fois économiques et politiques. Il y a deux types de chocs pétroliers ;

- **Un choc d'offre** qui signifie un choc économique provoqué par une modification brutale de l'offre du pétrole sur le marché.
- **Un choc de la demande** lors de la hausse des prix du pétrole qui a pour origine une demande supérieure à l'offre.

3.1.2. Définition d'un contre-choc pétrolier

Un contre-choc pétrolier est la chute brutale des prix du pétrole sur le marché pétrolier international, une situation qui vient juste après un choc pétrolier. C'est une combinaison soit d'une baisse des prix et d'une contraction de la demande, soit d'une hausse des prix et une offre abondante.

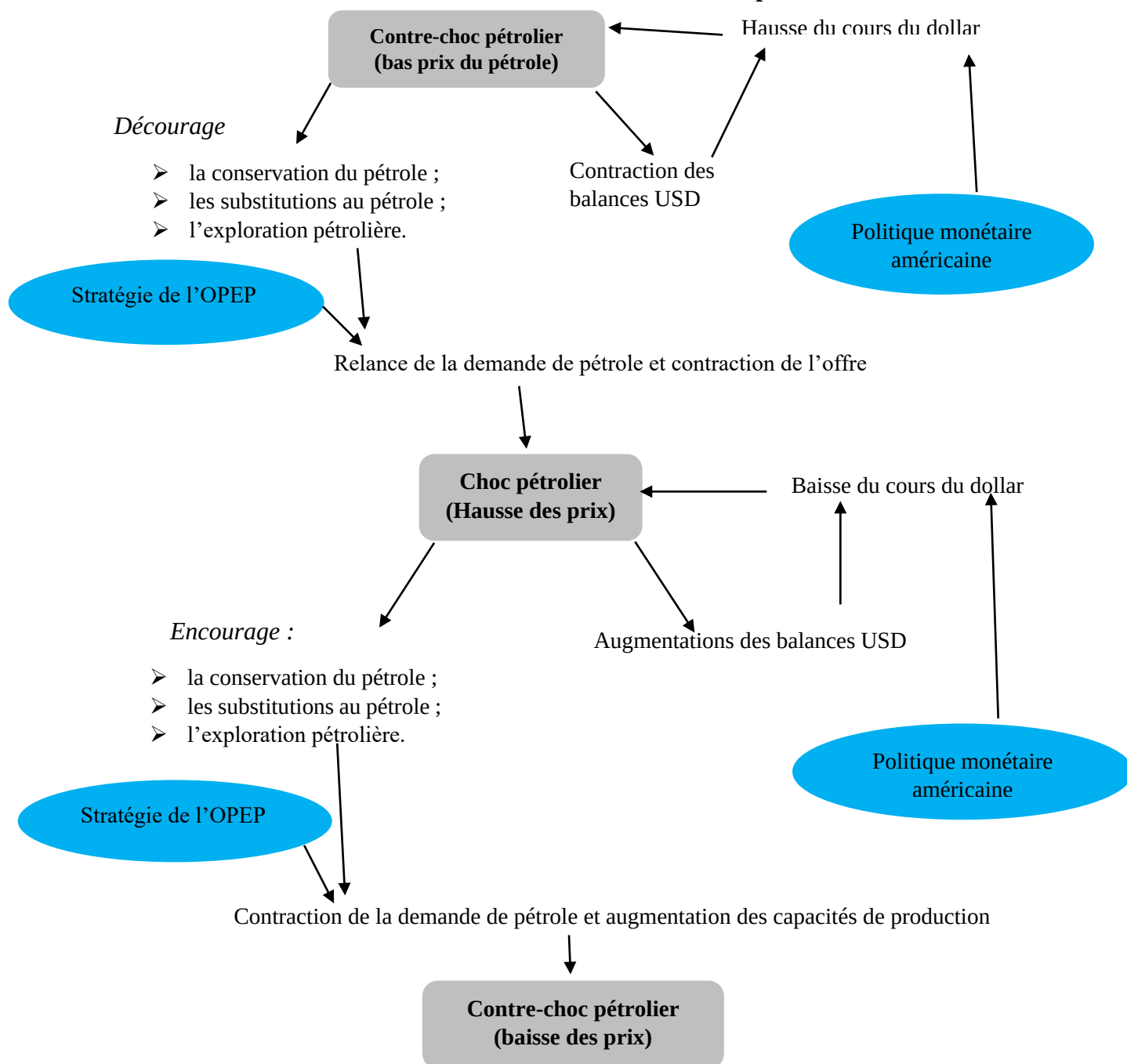
3.1.3. La relation entre choc et contre-choc pétrolier

Le schéma ci-dessous présente les différences existantes entre un choc pétrolier et un contre-choc pétrolier, qui est une augmentation considérable et imprévisible de prix du pétrole, et le contre-choc pétrolier qui est une chute brutale du prix du pétrole sur les marchés internationaux du pétrole.

²² PERCEBOIS Jaques, « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed, Economica 1989.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Schéma N°2 : Relation choc et contre-choc pétrolier



Source : PERCEBOIS Jacques, « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed. Economica, P.457

D'après le schéma ci-dessus, il existe une relation de cause à effet entre un contre-choc et un choc pétrolier, cette relation signifie qu'un choc pétrolier peut être à l'origine d'un contre choc pétrolier (et vis-vers-ça) dans la mesure où, la hausse des prix encourage d'un côté la production (offre) du pétrole et de produits pétroliers et décourage d'un autre côté la consommation

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

(demande) de pétrole, et cette situation finira par faire subir aux prix du pétrole, une baisse due à l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande du pétrole sur le marché.

Un prix faible du pétrole n'encourage pas les pays producteurs à produire puisqu'ils ont intérêt à limiter leurs productions afin que les prix augmentent, inversement des prix trop élevés entraînent une baisse de la consommation donc la baisse des cours.

3.2. Le premier choc pétrolier (1973/1974) « guerre de kippour »

Le premier choc pétrolier est dû à un choc d'offre. Le 6 octobre 1973, l'Etat d'Israël est attaqué par une coalition d'Etats arabes menée par l'Egypte et la Syrie. Dix jours après le début de l'offensive égyptienne et syrienne contre Israël, 6 pays du Golf membres de l'OPEP augmentent de 70% les prix du pétrole. Cette guerre est prétexte à l'augmentation du prix du baril de brut décidé par l'OPEP en réponse au soutien de certains pays occidentaux à Israël.

Lors de la conférence de Koweït, le 19 octobre 1973, l'OPEP décide une augmentation de 70% des prix du baril, et quelques jours plus tard, une réduction mensuelle de 5% de la production pétrolière.

Nouvelle augmentation en décembre, le prix du baril atteint 11.65 Dollars (équivalent à 60.2 dollars de Janvier 2016), soit 4 fois son niveau de septembre.

• Conséquences du choc pétrolier

Entre octobre 1973 et janvier 1974, le prix du baril de brut s'est multiplié par 4, passant de 2.3 dollars à 11.6 dollars (l'équivalent de 50 dollars constants de 2008). Par conséquent, cette augmentation orchestrée par l'OPEP engendre un ralentissement de la croissance mondiale et un accroissement de l'inflation, ainsi que des déficits commerciaux et budgétaires que les gouvernements consentent afin d'amortir les effets du choc.

On assiste à une période de « stagflation » alliant faible croissance et augmentation rapide des prix. En effet, les économies occidentales connaissent une accélération de l'inflation qui passe de 3 à 4% l'an en 1973 à plus de 10% jusqu'au début des années quatre-vingt.

Le premier choc pétrolier, touche les pays industrialisés de façons diverses, les taux de dépendance des économies de ces pays par rapport au pétrole variant sensiblement.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Tableau N°4 : la dépendance des économies des pays industrialisés suite au premier choc pétrolier

Pays	USA	Europe Occidentale	France	Italie	Japon
Taux de dépendance des importations de pétrole	13%	60%	75%	80%	90%

Source : Mr.Guerchouh, cours HFH

Afin de résorber l'important déficit de cette hausse qui creuse dans leur balance commerciale, les pays importateurs se voient contraint de réduire leurs importations, ce qui entraîne un ralentissement de leur activité économique, d'où une augmentation rapide et sensible du chômage.

Dans le même temps, ils tentent de privilégier leurs exportations au détriment de leurs consommations intérieures, exportant ainsi une part plus grande de la production nationale.

Les pays industrialisés ont dû chercher à remédier au plus vite à leur dépendance vis-à-vis de l'OPEP en mettant en place un programme « d'économie d'énergie » : rationnement de l'essence et du fioul, réduction de la vitesse sur les routes, limitation de la période de chauffage des lieux publics, le plafonnement de leur température à 20°C, modifications des normes d'isolations des nouvelles constructions.

En novembre 1974, sous l'impulsion des Etats-Unis, l'AIE voit le jour qui apparaît comme une réponse à l'OPEP, et préconise une diversification des fournisseurs ainsi que des sources d'énergie²³.

3.3. Le second choc pétrolier (1979-1980)

Le deuxième choc pétrolier a trouvé sa source en Iran. L'Arabie Saoudite décide de diminuer sa production de 1 million de barils par jour afin de réduire l'offre. Le point de départ du choc pétrolier a eu lieu le 11 janvier 1979, qui débouche sur une guerre en 1980 jusqu'à 1988 après la dégradation des relations entre Iran et Irak et la déstabilisation entre ces deux pays producteurs de pétrole qui appelle à la hausse du prix du baril pour atteindre 39 dollars en tenant compte de l'inflation, entraînant une crise économique qui s'étalera de 1980 jusqu'à 1982 en attirant une diminution de la production et une flambée des prix pour atteindre 40 dollars automne 1979.

Les conséquences de ce deuxième choc pétrolier sont à la fois plus lourde et plus directes sur l'économie mondiale. En effet, bien que les politiques d'économies d'énergie ou de

²³ M.GUERCHOUH, cours de 1^{ère} année LMD du module Histoire des Faits Economique consulté le 28/09/2019

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

diversifications vers d'autres énergies lancées après le 1^{er} choc n'aient pas encore pu porter leur fruit, le second choc vient briser la reprise économique qui s'annonçait²⁴.

Le tableau ci-dessous illustre un peu cette situation :

Tableau N°5 : conséquences du second choc pétrolier 1979-1980

Indicateurs	1979	1980
Croissance mondiale	3.4%	1%
Commerce international	6.1%	3.2%
Inflation	8.9%	11.5%
Chômage	--	23 millions de chômeurs.

Source :Mr.Guerchouh, cours HFE

3.4. Le troisième choc pétrolier

En 2008, l'économie mondiale est confrontée à un troisième choc pétrolier d'une ampleur bien plus marquée que lors des deux chocs précédents (1973-1976 et 1979-1982). Si la notion « de 3^{ème} choc pétrolier » n'est pas clairement identifiée par les populations, c'est essentiellement en raison de sa forme « rampante », assimilable à un renchérissement gradué de cette source d'énergie qui le distingue de ces deux prédécesseurs²⁵. Il est dû à un surcroît de la demande, après stagnation du prix du baril entre 20-25 dollars de 1986 à 2003, le baril s'apprécie peu à peu sous l'effet de l'accroissement de la demande des pays émergents tel la chine et l'inde jusqu'en août 2008, ce qui se termine par l'atteinte des niveaux records du prix du baril pour la première fois, puis la récession mondiale a précipité leur brutal recul.

Donc, la cause fondamentale du troisième choc pétrolier n'est pas de nature politique, mais économique : c'est l'inadéquation entre une offre contrainte par près de quinze années de sous-investissements structurels et une demande en croissance soutenue pendant une décennie dans les pays exportateurs et, surtout, dans les pays asiatiques en voie d'industrialisation²⁶.

²⁴ M.GUERCHOUH, cours de 1^{ère} année LMD du module HFE

²⁵ MAFFEI B. et GREGGIO R, « le pétrole, le troisième choc et la malédiction pétrolière », Ed, Economica Paris 2014.

²⁶ MAFFEI B. et GREGGIO R. « le pétrole, le troisième choc et la malédiction pétrolière », Ed. Economica Paris 2014.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

3.5. Les fondements des contre-chocs pétroliers

- Le contre-choc de 1986 : les prix records entraînent une baisse et diversification de la consommation énergétique occidentale, faisant s'effondrer les cours du pétrole ;
- le contre-choc de 1998 : la crise financière qui frappe l'Asie entraîne une chute brutale du prix du pétrole ;
- le contre-choc de 2009 : les prix sont retombés au-dessous de 100 dollars, une diminution qui se poursuit atteignant des valeurs inférieures à 40\$/baril ;
- le contre-choc de 2014-2016 : le prix du baril de pétrole a entamé une longue et forte baisse qui a engendré des conséquences très négatives pour les économies pétrolières comme celle de l'Algérie. Ainsi, le prix du baril de pétrole BRENT qui valait 110\$ fin juin 2014 en valait 63\$ fin juin 2016, soit une baisse de plus de 40% avec un minimum de 48\$ en mois de janvier et une moyenne de 60 USD pour les 6 premiers mois de 2015.

La baisse des prix a eu un impact négatif sur l'économie Algérienne qui a conduit à un très fort déficit budgétaire, et une très forte baisse des dépenses en équipements et de la valeur du dinar, ainsi qu'à un déficit de la balance commerciale et la balance des paiements, une forte baisse du fond de régulation des recettes, et enfin à une augmentation du taux d'inflation et même celui du chômage.

L'Algérie compte énormément sur ses sources en Gaz de schiste qui serait les 4^{èmes} au monde, selon plusieurs études, pour compenser la baisse des prix des hydrocarbures, principales ressources du budget de l'Etat, comme elle profite de 31 milliards USD (26 milliards euros) de recettes provenant de ses ventes d'hydrocarbures en 2017 avant la chute des cours de ce dernier, ses recettes dépassaient 65 milliards USD.

Face à la chute des recettes pétrolières, le pays a été contraint de puiser ses dernières années dans ses réserves de devises, qui ont fondu de moitié en 3ans, et peine à contenir son déficit budgétaire (13.7% du PIB en 2016), passant à l'endettement interne et externe, le financement non conventionnel et sur les marchés obligataires.

Actuellement (en 2019), les réserves de change de l'Algérie sont estimées à 103 milliards de dollars²⁷.

²⁷ CHABANE N. et LAOUIREME N., « impact des fluctuations du prix du pétrole sur le commerce extérieur en Algérie (2010-2017) », mémoire de Master 2016-2017, P.44-45, consulté le 28/09/2019

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Section 3 : le rôle et le poids des hydrocarbures dans la balance commerciale algérienne

Sur la scène mondiale, l'Algérie est considérée comme un pays mono exportateur d'hydrocarbures (gaz et pétrole), qui sont destinés directement vers l'Union Européenne et les Etats Unis. Bien que l'Algérie soit un modeste producteur de pétrole devant les pays du Moyen-Orient, son pétrole et surtout son gaz occupent une place importante dans les relations géopolitiques et économique méditerranéennes.

En effet, l'économie Algérienne est basée sur la production des hydrocarbures soit 98% du total des exportations, ce qui joue un rôle primordiale dans la croissance économique du pays surtout à le faire sortir et sauver de quelques crises et problèmes rencontrés par l'économie comme l'élimination de la dette extérieure 1999/2000.

A travers cette section, nous allons toucher à l'importance et surtout au rôle et au poids que joue les hydrocarbures dans la croissance économique Algérienne et dans le maintien du développement économique du pays.

1. Carte d'identité de l'Algérie

L'Algérie est située au nord du continent africain. Elle est bordée au nord par la mer méditerranéenne, à l'est par la Tunisie et la Libye, au sud-est par le Niger, au sud-ouest par le Mali et la Mauritanie, à l'ouest par le Maroc et le Sahara occidental.

L'islame est la religion de l'Etat, et l'arabe et Tamazight sont les langues officielles et nationales. C'est un pays qui couvre une superficie de 2 381 471 km². Après l'indépendance du sud Soudan en 2011, l'Algérie est devenue de par sa superficie le plus grand pays d'Afrique.

La population résidente en Algérie était de 42.578 millions de personnes au 1^{er} juillet 2018 et le nombre des naissances vivantes avait atteint 1.038 million, soit en baisse de 2% par rapport à 2017. Comparant au 1^{er} janvier 2018, le taux d'évolution démographique est de 1.9% passant de 42.2 millions à 43 millions au 1^{er} janvier 2019.²⁸

²⁸ Données statistiques de l'ONS

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Figure N°3 : carte géographique de l'Algérie



Source : https://www.google.com/search?biw=1362&bih=656&tbm=isch&q=l%27emplacement+géographi que+de+l%27Algérie&chips=q:l+emplacement+géographique+de+l+algérie,online_chips:fr

2. Le groupe « SONATRACH » pilier de l'industrie pétrolière en Algérie

La société nationale de transport et de commercialisation des hydrocarbures « SONATRACH » est une compagnie étatique algérienne à caractère commercial, et un acteur international majeur dans l'industrie des hydrocarbures qui a été classé 1^{er} en Afrique et 121^{ème} dans le monde en 2013, a été créé le 31/12/1963 par décret N°63-491. Dans le but de prendre en charge les activités aval de l'industrie pétrolière à savoir la commercialisation et le transport des hydrocarbures, et de contribuer au développement national par la maximisation de la valeur à long terme des ressources hydrocarbures en Algérie, notamment, en lui procurant des devises étrangères nécessaires, et aussi de valoriser de façon optimale les ressources nationales d'hydrocarbures et de créer des richesses au service du développement économique et social du pays, ainsi de satisfaire les besoins actuels et futurs en produits pétroliers.

2.1. Les missions de SONATRACH

Elle a pour missions de ;

- contribuer au développement national par la maximisation de la valeur à long terme des ressources hydrocarbures en Algérie ;
- satisfaire les besoins actuels et futurs de l'Algérie en produits pétroliers ;
- contribuer au développement national notamment en lui procurant des devises étrangères nécessaires ;
- valoriser de façon optimale les ressources nationales et créer des richesses au service du développement économique du pays.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

2.2. La place de SONATRACH dans l'économie algérienne

La compagnie pétrolière algérienne « SONATRACH » représente la plus importante entreprise du pays, la place qu'elle a acquise revient au rôle que joue l'industrie des hydrocarbures dans l'économie algérienne, aussi bien, pour les activités de production que pour celles de commercialisation.

En 2014, le groupe arrive en tête des entreprises implantées sur le continent Africain, selon le classement des « 500 meilleures entreprises Africaines ». Malgré les soubresauts internes dus aux scandales de corruptions et la baisse de ses revenus en raison des fluctuations du prix du pétrole, SONATRACH tire son épingle du jeu en restant N°1 comme ce fut le cas pour les classements précédents, en terme de chiffre d'affaire mais aussi de bénéfice, comme elle est suivie de 18 autres entreprises algériennes des secteurs de l'énergie, bâtiments, télécoms, des assurances, de la pharmacie et de l'agroalimentaire.

La SONATRACH a dégagé 58.4 milliards de dollars de chiffre d'affaires à l'exportation en 2014, contre 63.4 milliards de dollars en 2013 et 71.8 milliards USD en 2012. Pour ce groupe qui alimente les caisses de l'état en revenus pétroliers et gaziers, cette amélioration est exclusivement dû à :

- l'augmentation des exportations en hydrocarbures qui se sont élevées en 2007 à 59.6 milliards de dollars contre 53.6 milliards de dollars en 2006. Ainsi, à fin août 2016, SONATRACH a exporté 71.5 millions de TEP contre 65.4 millions sur la même période de 2015, soit une augmentation de +8% par rapport à la même période de l'année précédente.
- l'amélioration de la parité du dinar par rapport au dollar, 73 DZD pour 1USD en 2006, contre 69.4 DZD pour 1USD en 2007.²⁹

2.3. La réaction de SONATRACH face à la baisse des prix du pétrole

La baisse des cours du pétrole qui sont passés de 99.41 USD en 2014 à 52.13 USD en 2015, ont un impact négatif sur l'économie algérienne et également sur la SONATRACH.

Selon monsieur le P-DG de la société, le chiffre d'affaire à l'exportation du groupe a baissé à 33.19 milliards USD en 2015 contre 58.45 milliards USD en 2014 (-43%). Malgré l'augmentation de 10% de ses exportations en hydrocarbures en 2016, par contre, le chiffre d'affaire sur le marché national, incluant la revente des produits pétroliers importés, a été de 297 milliards de DZD en 2015, en hausse de 4.46% par rapport à 2014. Cette augmentation

²⁹ AMINE MAZOUZI, P-DG de SONATRACH NEW PRESS

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

résulte de l'augmentation de la consommation nationale de gaz naturel et des carburants. Avec la chute des prix du pétrole en 2014, la réaction de SONATRACH a été comme suit :

- La société AIN SALAH Gaz, propriété de SONATRACH a libéré 40% de ses effectifs étrangers remplacés par la main d'œuvres algérienne, cette décision a été prise d'un commun accord entre les 3 actionnaires dans la société suite au recul des prix du pétrole en vue de réduire les coûts élevés en matière de salaire, de transport, hébergement et de protection, selon le P-DG de la société ain salah Gaz, la réduction se fera autant que possible et le recours aux étrangers ne se fera qu'en cas « d'extrême urgence » .
- La réunion informelle de l'OPEP à Alger, pour offrir l'opportunité afin de parvenir à un accord qui favorisera la stabilisation du marché du pétrole. L'OPEP a annoncé avoir décidé de ramener sa production à un niveau de 32.5 à 33 millions barils/j contre 33.47 millions de barils/j en août 2014. Il s'agit de la plus grosse réduction de production depuis celle décidée après la chute des cours durant la crise de 2008.
- Pour ce qui est de SONATRACH, le report de certains projets comme la réalisation d'extension d'unité de production a conduit cette société à inscrire ses principales mesures dans ses plans de développement³⁰.

3. La place des hydrocarbures dans l'économie algérienne

L'économie algérienne est une économie basée sur la production des hydrocarbures. Elle représente 98% du total des exportations du pays, ce qui nous fait dire que c'est une économie rentière.

3.1. Rôle central des hydrocarbures sur le plan économique

Les hydrocarbures occupent depuis des décennies une place très importante non seulement dans le développement économique des pays producteurs mais aussi dans les relations géopolitiques internationales. Sur le plan économique, la place des hydrocarbures dans l'économie algérienne trouve son explication dans les données suivantes :

- l'Algérie possède des gisements de gaz et de pétrole qui la situe en bon rang dans le classement mondial des pays producteurs ;
- le secteur des hydrocarbures demeure depuis les années 1970 le pilier central de l'économie algérienne avec une contribution majoritaire aux exportations, le PIB et aux recettes de l'Etat.

³⁰ BADAoui N. et GOURI B., « la baisse des cours du pétrole : quels impacts sur l'économie Algérienne ? », mémoire de master UMMTO 2015/2016, P.92-93.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Aujourd'hui, l'exportation d'hydrocarbures continue à être la source principale de rente pour le pays. S'il est vrai que cette situation mène à sa stabilité économique et politique, elle permet à l'Algérie d'entretenir avec les pays consommateurs des liens économiques très forts et importants pour le développement du pays, tout en négligeant son système productif, qui n'a pas pu se développer³¹.

3.2. Le poids du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne

Le secteur des hydrocarbures demeure prépondérant dans l'activité économique, il représente environ 50% du PIB, comme il représente l'une des filières qui fondent la stratégie industrielle et satisfait aux besoins interne du pays en produits énergétiques. Il est également considéré comme source principale qui assure les rentrées en devises, allège la contrainte externe et évite les recours excessifs à l'endettement.

3.2.1. La part des exportations des hydrocarbures dans le total des exportations

Le commerce extérieur algérien a enregistré au cours du mois de janvier 2019 une baisse de 40% des exportations des hydrocarbures, un volume global des exportations de 2.14 milliards de dollars contre 3.6 milliards USD en janvier 2018 s'explique par plusieurs facteurs.

Le vice-président par intérim de la SONATRACH a déclaré dans son entretien accordé à l'APS qu'il y a beaucoup de cargaisons de brut, de produits raffinés ou de GNL/GPL sont passés du mois de janvier à février causé par des consignations portuaires dû au mauvais temps. Il ne faut pas donc prendre en considération les chiffres de janvier uniquement parce que tous les produits liquides qui devaient être envoyés par voies portuaires durant ce mois de janvier 2019 ont glissé vers février 2019, à ce propos il faut savoir que sur les 2 mois de janvier et février 2019 cumulés, l'Algérie a exporté pour 6.086 milliards USD contre 6.630 milliards USD durant la même période de 2018.

On enregistre dans ce cas une baisse de 8% qui reflète la baisse des prix moyens des réalisations des exportations sur les 2 premiers mois de 2018, ce prix était de 68 USD/tonne d'équivalent pétrole avant de tomber à 62.7 USD/TEP en janvier- février 2019. Le prix du Brent, qui guide les prix de tous les hydrocarbures exportés a baissé³².

³¹ <http://www.ritimo.org/les-hydrocarbures-dans-l'economie-algerienne>, consulté 29/09/2019 à 15:56

³² <http://www.aps.dz/economie/87275-baisse-des-exportations-des-hydrocarbures-en-janvier-les-explications-de-sonatrach> consulté le 30/09/2019 à 15h

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

3.2.2. La part du secteur des hydrocarbures dans le PIB

Le groupe SONATRACH a réalisé un chiffre d'affaire à l'exportation de près de 39 milliards USD en 2018 contre 33.2 milliards USD en 2017, en hausse de 17.5% a appris l'APS³³.

La croissance du secteur des hydrocarbures a connu une baisse importante au premier trimestre de l'année 2019 chutant de -7.7% par rapport à la même période de l'année 2018. Une baisse qui devient de plus en plus inquiétante vu le rendement des hydrocarbures pour l'économie nationale. Selon les chiffres communiqués par l'ONS repris par l'APS, la baisse de l'année 2018 a été de 2.4% seulement. Toutefois, la croissance globale du produit intérieur brut de l'Algérie a atteint 1.5% au premier trimestre 2019 en comparaison avec les mêmes trimestres de l'année 2018. Ainsi, le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures, a été de 3.9% au cours du premier trimestre 2019, en comparaison avec la même période de 2018.

La croissance du PIB hors hydrocarbures qui reste « appréciable » est tirée essentiellement par l'activité des services marchands de l'industrie du BTPH et du secteur agricole. Selon l'ONS, l'activité des services marchands a connu une croissance réelle de l'ordre de 5.6% durant le 1^{er} trimestre de 2019 contre 3.6% à la même période en 2018³⁴.

4. Les données économiques de l'Algérie

Le secteur des hydrocarbures constitue la principale source de revenus du pays, pour avoir généré environ 70% des recettes budgétaires totales. Mais, la chute des prix mondiaux du pétrole depuis la mi-2014 a entraîné une détérioration des équilibres macroéconomiques.

Le prix moyen du Sahara Blend (pétrole produit par l'Algérie) est passé de 112.92 USD/b en 2011 à 99.68 USD/baril en 2014 pour atteindre 49.49 USD/baril en 2015 et enfin franchir le seuil de 31.3 USD/baril en 2016³⁵. Ce qui s'est répercuté sur le poids relatif des hydrocarbures dans les exportations et la croissance du pays.

4.1. Finance

Les fonctions monétaires et bancaires du gouvernement algérien sont centralisées dans le cadre de la banque d'Algérie créée avec la promulgation de la loi N° 62-144 du 13 décembre 1962, dans le but de financer le développement économique du pays ; qui procède à partir de 1986 à la libéralisation du secteur bancaire par :

- **La loi N°86-12 du 19 août 1986** portant régime des banques marque l'amorce de la refonte du système bancaire algérien. C'est ainsi que la Banque Centrale recouvre des

³³ <http://www.aps.dz/economie/87507-sonatrach-hauese-du-chiffre-d-affaire-a-l-exportation-en-2018>, consulté le 02/10/2019 à 12:00

³⁴ <http://www.algerie-eco.com/2019/07/29/hydrocarbures-recule-de-la-production-de-77-au-1er-trimestre-2019/> consulté le 02/10/2019 à 10 :10

³⁵ <http://prixdubaril.com/petrole-index/petrole-algerie.html> consulté le 07/10/2019 à 11 :15

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

prérogatives en matière de définition et d'application de la politique monétaire et de crédit, en même temps qu'était revu ses rapports avec le Trésor Public. Ces aménagements se sont toutefois avérés peu adaptés aux nouveaux contextes socio-économiques marqués par de profondes réformes.

- **La loi N° 90-10 du 14 avril 1990** modifiée et complétée relative à la monnaie et au crédit a redéfini complètement la configuration du système bancaire algérien. Cette loi confère ainsi une large autonomie, tant organique que fonctionnelle à la Banque Centrale, désormais dénommée Banque d'Algérie.
- **L'ordonnance N°03-11 du 26 août 2003** relative à la monnaie et au crédit abroge la loi N°90-10 du 14 Avril 1990.
- **L'ordonnance N°10-04 du 26 août 2010** modifiant et complétant l'ordonnance N°03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit. La direction, l'administration et la surveillance de la banque sont assurées respectivement par le gouverneur, le conseil d'administration, présidé par le gouverneur et par deux censeurs.

Aujourd'hui, la BA a pour mission de maintenir dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables à un développement ordonnées de l'économie. Elle établit les conditions générales dans lesquelles les banques et les établissements financiers algériens et étrangers peuvent être autorisés à se constituer en Algérie et à y opérer ; aussi établir les conditions dans lesquelles cette autorisation peut être modifiée ou retirée ; elle détermine toutes les normes que chaque banque doit respecter en permanence, notamment celle concernant :

- les ratios de gestion bancaires ;
- les ratios de liquidités ;
- l'usage des fonds propres-risques en général, etc...

Mais avec l'absence de marché de change, l'intervention directe de la Banque d'Algérie et les injonctions des autorités politiques notamment depuis la révision de la loi sur la monnaie et le crédit, ont fait de la cotation de la monnaie algérienne un acte beaucoup plus administratif qu'économique³⁶.

La situation financière actuelle (fin juin 2019) de l'Algérie se présente comme suit :

³⁶ <http://www.bank-of--algeria.dz/html/present.htm>

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Tableau N°6 : la situation de l'Algérie fin juin 2019

Taux de change	Taux d'inflation
118.97 DA/\$ (janvier-juin 2019)	+1.99% (janvier-juin 2019)
Solde global du Trésor	Balance commerciale
-1 445,43 Mrds DA fin avril 2019	-3.18 Mrds US\$ fin juin 2019

Source : <http://www.mf.gov.dz/rubriques/48/zoom-sur-les-chiffres-.html>

4.2. Monnaie

Le dinar algérien est l'unité monétaire du pays depuis le 1^{er} avril 1964, date à laquelle il a remplacé le nouveau franc algérien par la loi N°64-111 du 10 avril 1964. Jusqu'en 1970, le dinar était coté plus ou moins à 1DZD pour 1FRF ou 180mg d'Or, ce qui a donné pour 1USD, 4.94 DZD.

Les dévaluations et les dépréciations du dinar n'ont eu dans l'ensemble que des effets négatifs sur l'économie nationale, il faut rappeler que lors de la création du dinar en 1964, 1USD valait 3.93 DZD. A l'heure actuelle, en 2020, pour avoir 1USD il est nécessaire de donner 120.269DZD.³⁷

4.2.1. Causes de la perte de la valeur du dinar

Cette importante perte de valeur a été provoquée par ;

- les dévaluations qu'a subit le dinar durant les années 1990 ;
- dépréciations intervenues au cours de ces dernières années 2018-2019 ;
- les dépenses improductives effectuées par l'Etat et les entreprises ;
- les distributions des revenus et parts sans contrepartie en matière d'amélioration de la productivité et d'accroissement de la production de bien et de services.

4.2.2. La dépréciation du dinar depuis 2014

Si on considère la période qui se situe entre le second trimestre 2014, trimestre au cours duquel le prix du baril de pétrole a commencé à s'effondrer et à entraîner la réduction des recettes d'exportations des hydrocarbures, et le début du mois de mai 2019, le cours du dollar par rapport au dinar est passé de 79.30 à 119.45, soit une dépréciation du dinar de 50%, ce qui est important. Certes, durant la même période, le dollar s'est apprécié par rapport à la plupart des autres devises et notamment par rapport à l'euro. Le taux de change de ce dernier contre celui du dollar

³⁷ <https://www.xe.com/fr/currencyconverter/convert/?Amount=1&From=USD&To=DZD> consulté le 11/01/2020 à 18 :36

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

a baissé de 1.36 à 1.12 soit une appréciation du dollar de 17.64%. Celle-ci a joué, bien entendu dans l'appréciation du dollar par rapport au dinar.

Vis-à-vis du dinar, le taux de change de l'euro, qui était à 108.20 au début du second trimestre 2014, a augmenté à 134.20 au début du mois de mai 2019, soit une appréciation de 24%.

L'appréciation du dollar par rapport au dinar (50%) pendant la période en question est aussi supérieure à celle de l'euro par rapport au dinar (24%) et elle le reste même en tenant compte de son appréciation vis-à-vis de l'euro (17.64%)³⁸.

4.3. L'endettement

Cette sous-section est composée de deux points essentiels ; le premier est la dette intérieure et le second c'est la dette extérieure.

4.3.1. L'endettement public

La dette intérieure publique connaît une tendance haussière. Cette dette passe de 1170 milliards de dinars en juin 2008 à 750 milliards de dinars en juin 2009 pour finir le même exercice à 814.4 milliards DZD. Elle a augmenté de 64.4 milliards DZD entre juin et décembre 2009, elle représente en grande partie l'ensemble des créances sociales, commerciales et fiscales³⁹.

La dette interne est passée de 7.2% du PIB en 2014 à 8.2% en 2015. Elle se compose de bons et d'obligations du trésor ainsi que de titres émis par des entreprises appartenant à l'Etat⁴⁰

Vu la situation critique de l'Algérie qui coïncide avec la baisse des cours des hydrocarbures en particulier le pétrole et leurs faible production, le gouvernement a opté pour un nouveau mode de financement afin d'enrichir le Trésor Public ainsi que ses réserves nationales, remédier et faire face aux différentes menaces, qui est « le financement non conventionnel » autrement dit « la planche à billet » lancé à partir de l'année 2017.

Selon le directeur général du cabinet RMG Consulting, une société de services financiers et de conseils aux entreprises, explique que : « *le financement non conventionnel est un financement qui se fera directement entre la Banque d'Algérie et le Trésor Public via des prêts, des avances et de l'endettement* »⁴¹. Il déclare aussi : « *nous sommes en train de basculer du Fond de*

³⁸ <http://www.elwatan.com/edition/contributions/lalgerie-a-besoin-dun-dinar-stable-28-07-2019> Article « l'Algérie a besoin d'un dinar stable » du journal EL-WATAN publié le 20 juillet 2019 à 10h05min par B.NOUIOUA ancien gouverneur de la Banque Centrale, consulté le 03/10/2019 à 11h40min.

³⁹ Rapport de la Banque d'Algérie « Bulletin statistiques trimestrielles (dette extérieure) » N°32 : Décembre 2015

⁴⁰ Rapport du FMI 16/127 « Conseil d'Administration du (FMI) achève les consultations de 2016 au titre de l'article IV avec l'Algérie » communiqué de presse N°16/228 pour diffusion immédiate le 16/05/2016.

⁴¹ <http://www.algerie-eco.com/2017/09/07/lexpert-souhil-meddah-financement-non-conventionnel-permettra-de-reequilibrer-finances-publiques/> consulté le 06/10/2019.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Régulation des Recettes qui est une épargne chargée de compenser le déficit du Trésor vers la Banque d'Algérie qui va le compenser par l'émission monétaire »⁴², comme il a précisé que cette émission monétaire va s'étaler sur cinq ans (jusqu'en 2022) avec l'objectif de restructurer et de rééquilibrer les finances publiques⁴³.

Selon l'APS, sur les 6556.2 milliards de dinars mobilisés jusqu'en janvier 2019 par le Trésor Public auprès de la Banque d'Algérie, le compte du Trésor auprès de la Banque d'Algérie affiche un solde positif de 610.7 milliards de dinars devant permettre de continuer d'assurer les différentes dépenses, au titre de l'exercice 2019⁴⁴.

Selon l'ex ministre, le financement non conventionnel avait atteint 2185 milliards de dinar en 2017, puis 3471 milliards de dinar en 2018 et près de 1000 milliards de dinar en janvier 2019⁴⁵.

4.3.2. L'endettement externe

La dette externe publique représentait plus de 60% du PIB dans les années 1990 à moins de 4.5 milliards de dollars en 2007, à moins de 1% du PIB à la fin de l'année 2015, pour s'établir à 1.797 milliards de dollars en juin 2018 y compris le prêt de 1 milliard de dollar contracté en 2016 auprès de la BAD⁴⁶.

La baisse du cours du pétrole depuis juin 2014 a eu un impact négatif sur les finances publiques. Avec l'épuisement de sa propre épargne logée au FRR, le Trésor a enregistré une augmentation de la dette publique et a enregistré un déficit budgétaire de 12.6% en 2016 et à 4.7% en 2017⁴⁷.

Ainsi, la dette extérieure publique de l'Algérie représente 1.06% du PIB du pays, quant à la dette publique interne, elle a atteint 36% du PIB, et ce ratio qui reste bien raisonnable du fait des emprunts contractés par le Trésor auprès de la Banque d'Algérie.

4.4. Le commerce extérieur

Le commerce extérieur a été marqué en 2017 par la poursuite de la politique visant une amélioration de la balance commerciale, qui s'est traduite par la limitation des importations de près d'un millier de produits. Ainsi, les importations ont été contenues à 29.3% du PIB en 2017 contre 31.1% en 2016 et devrait baisser davantage à 28.7% en 2018. Avec des exportations

⁴² <http://www.algerie-eco.com/2017/09/07/lexpert-souhil-meddah-financement-non-conventionnel-permettra-de-reequilibrer-finances-publiques/>

⁴³ idem

⁴⁴ Article de l'APS publié le 01/10/2019 à 15 :40 consulté le 06/10/2019 <http://www.aps.dz/economie/95051-financement-non-conventionnel-le-tresor-detient-encore-610-7-mds-de-da>.

⁴⁵ E-Bourse DZ, article publié le 28/02/2019 consulté le 06/10/2019.

⁴⁶ <http://www.aps.dz/economie/85757-la-dette-exterieur-de-l-algerie-a-pres-de-1-8-milliard-de-dollar-en-juin-2018> Article de l'APS publié le Lundi 18 Février 2019 à 16h58, consulté le 03/10/2019 à 12h15.

⁴⁷ http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/contry_notes/Algerie_notre_pays.pdf perspective économique en Algérie.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

représentant 22.9% du PIB en 2017, la balance commerciale reste déficitaire à 4.7% du PIB contre 12.6% en 2016⁴⁸.

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 4.41 milliards de dollars durant les sept premiers mois de 2019, contre 3.05 milliards de dollars à la même période en 2018, a appris l'APS auprès de la DGD⁴⁹.

Et du côté des importations, les produits alimentaires ont poursuivi leur baisse de plus de 11% durant les quatre premiers mois de l'année 2019 en comparaison avec la même période de l'année 2018⁵⁰, ce que nous allons voir plus en détails dans le chapitre qui suit.

Conclusion du chapitre

⁴⁸ [http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/contry notes/A/lgerie note pays.pdf](http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/contry_notes/A/lgerie_note_pays.pdf) perspectives économiques en Algérie par Tarik Benbahmed et Hervé Lohoues, consulté le 05/10/2019 à 00h24min.

⁴⁹ <http://www.lematindalgerie.com/commerce-exterieur-deficit-de-441-mds-de-dollars-durant-les-7-premier-mois-2019>

-D'après l'article « le matin d'Algérie », publié le 16/09/2019 à 19h21min et consulté le 05/10/2019 à 11h50min.

⁵⁰ République Algérienne Démocratique et Populaire, le Ministère du commerce, statistiques et Bilans, statistiques commerce extérieur 09/05/2019.

Chapitre I : Le secteur des hydrocarbures en Algérie

Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a subi de nombreuses et importantes transformations structurelles, sociologiques, politiques et économiques. Le gouvernement a opté pour un développement et une croissance rentière en ayant l'illusion que le pays était sur la bonne voie uniquement grâce au secteur des hydrocarbures dont l'essor a été pensé comme un moyen d'arriver à un développement rapide à travers une stratégie d'industrialisation lourde.

Mais, le contre choc pétrolier de 1986 et la crise de la dette des années 1980, ont montré les limites d'une telle stratégie, ainsi que la fragilité de l'économie et sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures.

L'évolution de l'activité économique et ses fluctuations sont pour l'essentiel dû à la part prépondérante du secteur des hydrocarbures. En effet, ses principale caractéristiques en font un Etat rentier ; l'importance des hydrocarbures dans l'économie ; en moyenne 43% du PIB dans les années 2000, entre 95% et 98% des exportations et 75% des recettes budgétaires, sans oublier le rôle de l'entreprise nationale SONATRACH dans la politique énergétique et de contribution des revenus.

CHAPITRE II :
Le commerce
extérieur en
Algérie

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Le commerce extérieur est un enjeu majeur pour toutes les économies, il constitue désormais l'activité privilégiée de compétition, et un moteur de revenus. Les échanges internationaux portent une solution pour maximiser le bien être de la nation ; comme ils peuvent être un facteur essentiel pour déterminer la qualité de la croissance économique de cette nation.

L'échange entre les nations est devenu une nécessité ; puisqu'aucune ne peut prétendre satisfaire la diversité de ses besoins de façon autonome.

Au cours de ces dernières années, le commerce extérieur a pris une place de plus en plus importante dans l'économie algérienne.

En effet, l'Algérie après plusieurs années de protectionnisme s'est engagée dans ce processus à la fin des années 1980 pour une intégration importante au marché mondial.

Section 1 : évolution du commerce extérieur en Algérie

Dans le cadre de la stratégie de développement, le commerce est appelé à connaître une intensification des échanges économiques avec l'extérieur et une transformation de leur nature. A ce titre, il apparaît impératif d'étendre le contrôle de l'Etat sur ce secteur afin d'en faire un instrument de régulation efficace.

Les objectifs majeurs recherchés à travers le contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur peuvent être résumés comme suit :

- protéger les industries naissantes de la concurrence étrangère ;
- contrôler les flux d'importations en conformité avec les plans de développement ;
- le contrôle de l'Etat sur les exportations. Ce dernier entre dans le cadre de la récupération-nationalisation des richesses du sous-sol (le caractère mono-exportateur de l'économie Algérienne rend facile l'exercice de ce monopole détenu par la SONATRACH) ;
- renforcer le pouvoir de négociation avec les partenaires étrangers et plus particulièrement en ce qui concerne les transferts de technologie.¹

1. Le commerce extérieur en Algérie durant l'époque coloniale

Avant 1962, le commerce algérien était régi par la loi du 29/11/1884 qui réalise l'union douanière de l'Algérie avec la France, ainsi les mêmes méthodes sont appliquées dans les mêmes conditions que ce soit en Algérie ou en France et le marché algérien devient français.²

¹ http://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2008.kasmi_d&part=149229

² M.KHALED CHEBBAH, « évolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 Constat et Analyse, lauréat et major de la première promotion « Economie internationale » UMMTO.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Durant la période de guerre de libération 1954-1962, le commerce extérieur était épargné, situation qui affirme la concentration du commerce extérieur sur les intérêts des coloniaux. Les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie dépassent 65% du commerce extérieur. Entre 1910 et 1942, les exportations vers la France enregistraient un taux moyen de 75% des exportations globales et les importations 77% des importations globales.

Après 1945, les échanges tournent autour de 74%, un taux qui sera en progression à partir de 1956. Cette hausse est due aux fortes importations de matériels militaires et de forage après la découverte du pétrole ; pour atteindre 85% en 1958.³

Le commerce extérieur a pris une place de plus en plus importante dans l'économie algérienne. Le volume des échanges passe de 357 milliards de Franc (anciens) en 1954, à 743 milliards franc en 1959, et à 7.8 milliards de franc (nouveaux) en 1962. Par rapport à la valeur de la production intérieure, celle du commerce extérieur n'a cessé de croître (elle équivaut à 61% de la production intérieure en 1954, à 76.5% en 1963).⁴

2. La nationalisation du commerce extérieur en Algérie après l'indépendance

En 1962, le commerce extérieur comme tous les autres secteurs d'activité, a été complètement paralysé par le départ des européens. Dès la fin de l'année de l'indépendance, l'Etat a jeté les bases d'un contrôle. Cette période est qualifiée de libérale ou par la phase de contrôle, car l'Etat a commencé légèrement le monopole, les entreprises privées avaient encore la liberté d'importer ou d'exporter, il n'en reste pas moins, que l'Etat gardait un œil sur leur activité.

Dès l'indépendance, le commerce extérieur a été géré par deux organes : l'Office National de la Commercialisation et les Groupements Professionnels d'Achat.⁵

L'ONAC, créé en 1963, a détenu le monopole sur les importations et les exportations nationales sur les produits de grandes consommations (thé, café, sucre, lait, beurre, etc...). Il a joué le rôle de stabilisateur des prix de ces produits du fait que ses pertes étaient compensées par des subventions du Trésor Public.

Il joue le rôle de « volant régulateur », il ne procède à des importations que pour régulariser le marché, pour lutter contre la spéculation. En outre, il est chargé de l'exportation des produits du secteur agricole traditionnel des terres cultivées par les musulmans pendant la période coloniale : l'alfa, le liège, les olives.⁶

³ M.KHALED CHEBBAH, « évolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 Constat et Analyse, lauréat et major de la première promotion « Economie internationale » UMMTO.

⁴ D'après George MUTIN, « le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 », Ed. Géocarrefour 1965, P.345

⁵ MUTIN Gorges « le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 » revue de géographie de Lyon.

⁶ MUTIN George « le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 », revue de géographie de Lyon, consulté le 04/11/2019

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Les GPA élaborent des programmes annuels d'importations dont l'objectif est de renforcer le pouvoir de négociation national, mais aussi d'agréger les opérations commerciales à l'échelle nationale. Ces GPA ont été dissous en 1971 et l'Etat reprend le contrôle sur les opérations du commerce extérieur.

A partir de 1964, une nouvelle structure d'encadrement des opérations du commerce extérieur est mise en place. Elle consiste à obliger les opérateurs privés du commerce extérieur à s'organiser dans une sorte d'association à caractère non lucratif. Six groupements professionnels d'Achat ont été créés dans six branches différentes.

Tableau N°7 : Présentation des différentes branches créées avec la dénomination de chaque association

Branches	Dénomination
Produits laitiers	GAIRLAC
Le bois	BOIMEX
Les textiles	GITEXAL
Industrie textile	GADIT
Chaussures	GIAC
Peaux et cuire	--

Source : établi par nous même à partir des données de la revue « le commerce extérieur de Algérie en 1964 ».

Ces GPA regroupent l'ensemble des importations privées, ainsi qu'un représentant de l'Etat au sein du conseil d'administration de chaque groupe, le représentant procédait à un contrôle à priori et à postérieur de chaque opération d'importation. Des programmes annuels d'importations sont fixés par l'Etat et les GPA sont chargés de les exécuter. En dehors de ces branches et celles réservées au monopole des sociétés nationales et de l'ONAC, les importations étaient libres, exceptées celles qui sont frappées par un contingent ou une prohibition à l'importation.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Sans être un organisme commercial, l'OFALAC, joue un rôle non négligeable dans le commerce extérieur. L'Office Algérien d'Actions Commerciales a en effet deux buts essentiels :

- il contrôle la qualité et le conditionnement d'un certain nombre de produits d'exportation : les produits normalisés (fruits et primeurs notamment) ;
- il assure aussi la publicité des produits algériens à l'étranger.⁷

Dans cette phase, les exportations étaient plus simples par rapport aux importations, pour plusieurs raisons, d'une part, l'Algérie est un pays mono-exportateur d'un seul produit à savoir les hydrocarbures, de l'autre part, les exportations d'hydrocarbures relèvent du seul ressort de la SONATRACH.

La figure N°4 résume les résultats du Tableau N°8 qui montre l'évolution du commerce extérieur ainsi que la balance commerciale en Algérie durant la période 1963-1970.

Tableau N°8 : Evolution du commerce extérieur et la balance commerciale 1963-1970

Unité : millions USD

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Importations	586	704	672	640	680	816	1010	1259
Exportations	732	728	642	623	725	831	935	1010
Balance commerciale	147	24	-30	-17	45	15	-75	-248

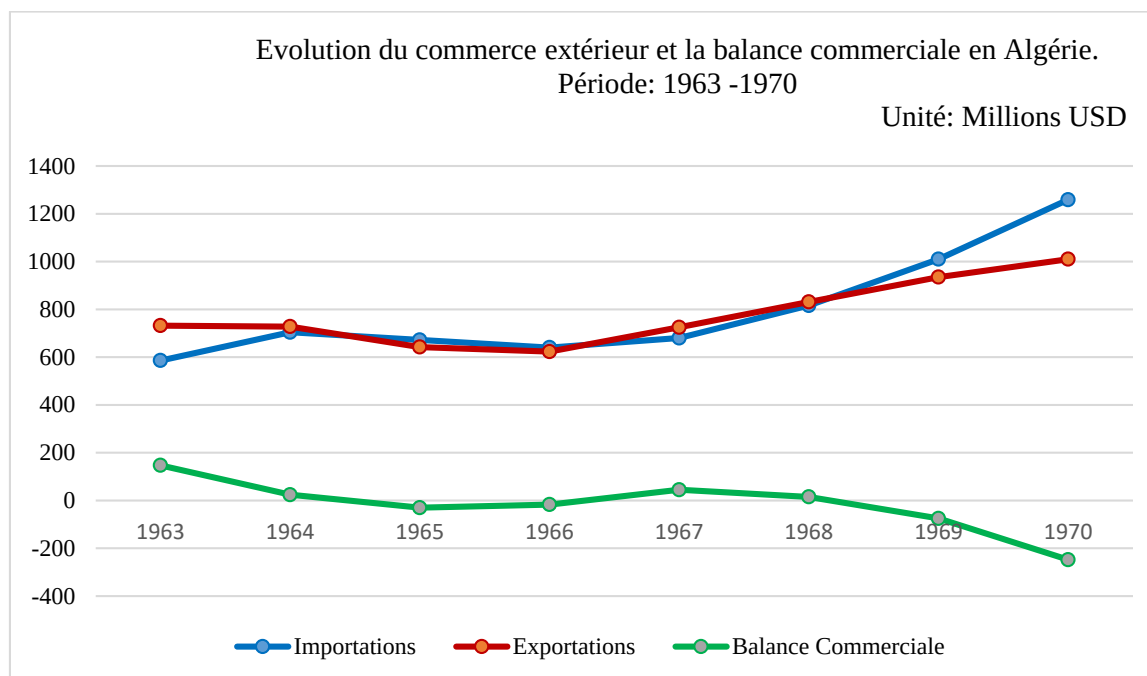
Source : ministère des finances, Direction Générale des Douanes, « les réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie 1963-2010.

⁷ Revue MUTIN George, « le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 ».

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Figure N°4 : évolution des importations, exportation et balance commerciale en Algérie (1963-1970)

Unité : Millions USD



Source : établi par nous-mêmes d'après les statistiques de la DGD, centre national de l'informatique et des statistiques.

La figure N°4, représente l'évolution des importations, exportations et du solde commercial de l'Algérie, dont ce dernier est caractérisé par des fluctuations, de l'excédent à un déficit jusqu'en 1970. En effet, pour les années 1963 et 1964, son solde a été positif, respectivement de 311 et 116 millions de dinars. Cela est dû aux actions qui ont été prises par l'Etat après l'indépendance en matière de contrôle du commerce extérieur basé sur le protectionnisme.

Ainsi, en 1967, il y a une amélioration considérable des exportations qui est due à la hausse des recettes d'exportations de pétrole, soit une hausse de 44% par rapport à l'année 1966, qui provient de la mise en service d'un nouveau réseau d'évacuation du pétrole.

3. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur en Algérie

Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur s'impose progressivement à partir de l'indépendance. En effet, depuis 1962 l'Algérie cherche à donner des bases plus saines à ses échanges et à les organiser dans un cadre national en même temps, elle s'efforce à tout prix d'en maintenir le niveau.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Avec l'indépendance et les choix politiques de l'époque, l'organisation commerciale connaît des bouleversements importants, où le commerce extérieur est caractérisé par le contrôle et le monopole de l'Etat.

C'est à partir de 1967 que des monopoles d'importations sont octroyés à des entreprises publiques de plus en plus nombreuses et dans le but de protéger et relancer l'économie nationale, l'Etat a pris le contrôle de toute activité économique, notamment le commerce extérieur et les hydrocarbures, et ce à partir de 1971.

En 1970, les GPA sont officiellement dissous, et les années 1970-1971 marquent la généralisation du monopole de l'Etat sur toutes les opérations du commerce extérieur, les importations en particulier, y compris les exportations des hydrocarbures, et c'est ainsi qu'en 1971 près d'une vingtaine d'entreprises publiques bénéficient de l'octroi du monopole et contrôlent près de 80% du commerce extérieur.⁸

L'Etat algérien a rencontré des difficultés lors de sa réalisation du contrôle sur les importations et les exportations. Ainsi, différentes branches ont échappé au contrôle de l'Etat.

Les éléments essentiels déclencheurs des réformes de cette phase sont les suivants :

- certains produits continuaient à être importés alors qu'une surproduction nationale est enregistrée, par exemple : la pomme de terre ;
- le mécanisme de fixation des prix, en fait, les entreprises maintenaient des prix très élevés et pour cause, ces produits se vendaient malgré tout, à cause de la pénurie générale enregistrée durant cette période ;
- importation des marchandises produites localement et l'émergence de conflits entre les entreprises et leurs tutelles (l'Etat) ;
- absence de programmation rigoureuse des importations par les entreprises monopolistes, et enfin, diminution des produits importés.⁹

Ce système de monopole sur le commerce extérieur s'officialise et s'institutionnalise par le biais de l'ordonnance 74-12 du 30 /01/1974 relative au nouveau système de planification des importations. Celle-ci stipule que désormais les importations doivent se faire dans le cadre des Autorisations Globales d'Importation. Les AGI rentrent dans le cadre d'un Plan Global d'Importations qui recense tous les besoins nationaux en matière d'importation et mobilise en conséquence les budgets nécessaires pour le fonctionnement correcte des AGI. Malgré la

⁸ N.M'HAMSADJI BOUZIDI, « le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur », OPU 1988, P.153

⁹ CHABANE.N et LAOUIREM.N, « l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur le commerce extérieur en Algérie 2010-2017 », mémoire de master de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Promotion 2016-2017, P.51.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

volonté de monopolisation intégrale du commerce extérieur, des branches du secteur privé sont ouvertes pour accéder aux importations via les AGI.

L'ordonnance 74-11 du 30 janvier 1974, stipule sur la libéralisation et suspension de l'exercice des monopoles à l'exportation par les entreprises publiques (sauf pour certains produits dont la liste est élaborée par le ministère du commerce et le ministère de tutelle dont relève le produit listé).

L'ordonnance 74-13 permet l'exportation des produits qui ne figurent pas sur la liste libérée sur autorisation du ministère du commerce.

La loi N°78-02 du 11 février 1978 apporte plusieurs modifications aux importations à savoir :

- l'interdiction de toute intervention directe des entreprises privées au niveau des importations ;
- l'autorisation d'importer, mais pas de revendre des produits non soumis au monopole de l'Etat ;
- les importations sont effectuées en priorité avec les pays qui ont des relations commerciales traditionnelles avec l'Algérie.
- les exportations de biens, fournitures et services sont réservées à l'Etat et aux entreprises publiques.

De ce fait, les contrats avec les entreprises étrangères ne sont conclus que par l'Etat dans le cadre du PGE, et les entreprises publiques bénéficient d'une autorisation générale à l'exportation. Dans le cadre d'incitation à l'exportation, l'Algérie a accordé des encouragements fiscaux, des encouragements en matière des prix et en matière d'assurance.

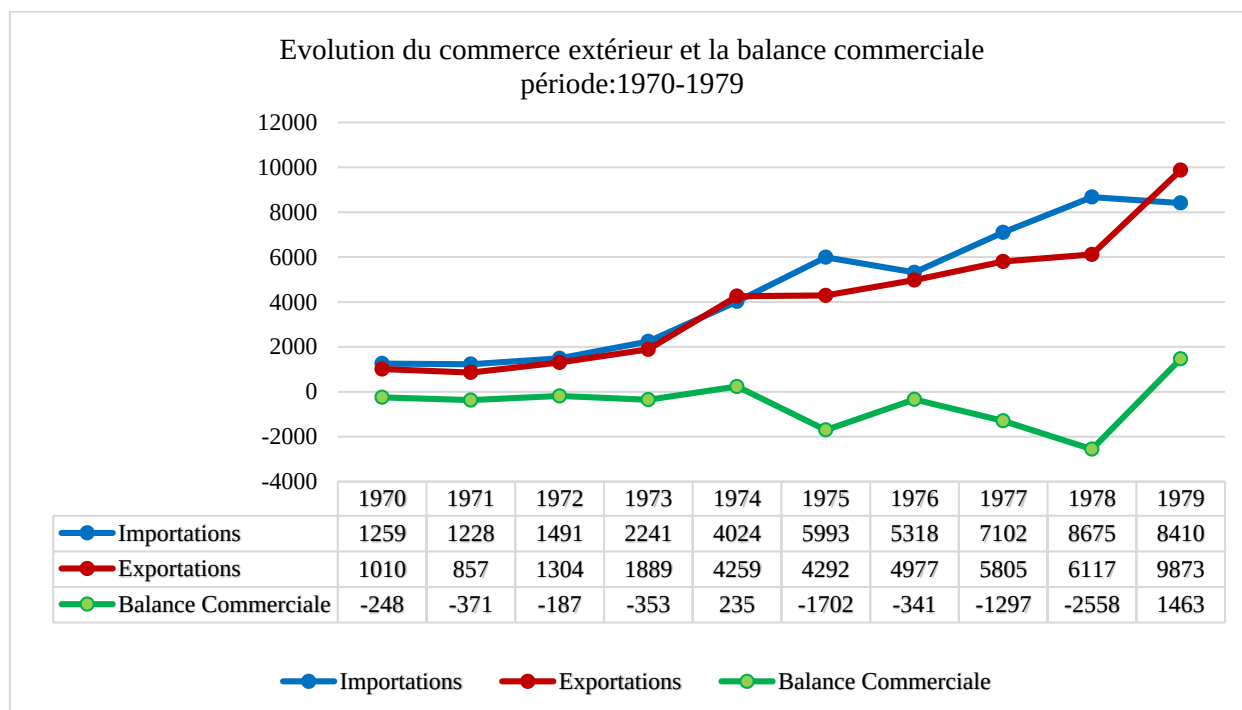
En 1978, des modifications ont été apportées à cette ordonnance par la loi 78-02 du 11/02/1978 assurant la monopolisation totale et exclusive de l'Etat sur le commerce extérieur.¹⁰

¹⁰ A.DAHMANI, « l'Algérie à l'épreuve des réformes économiques », Ed Casbah 1999, P.170.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Figure N°5 : Evolution du commerce extérieur et la balance commerciale durant la période 1970-1979

Unité : Millions USD



Source : établi par nos soins à partir des données du centre national de l'informatique et des statistiques.

La figure N°5, retrace l'évolution des importations, exportations et du solde commercial à partir de 1970, la balance commerciale était déficitaire à cause de l'augmentation des importations (1970-1973). Ensuite, en 1971, les exportations ont baissé à cause de la crise pétrolière, qui a réduit la demande des produits algériens, notamment des produits agricoles et les hydrocarbures, sur les marchés internationaux et surtout français. Cependant, nous remarquons un accroissement important des exportations depuis 1973 jusqu'à 1977. En 1974, les exportations accroissent et la balance commerciale dégage un solde positif de 1.84 million DZD, ce qui s'explique par le choc pétrolier résultant de la guerre Israélo-Arabe (kippour) en 1973, et par le maintien du prix du pétrole à des niveaux élevés.

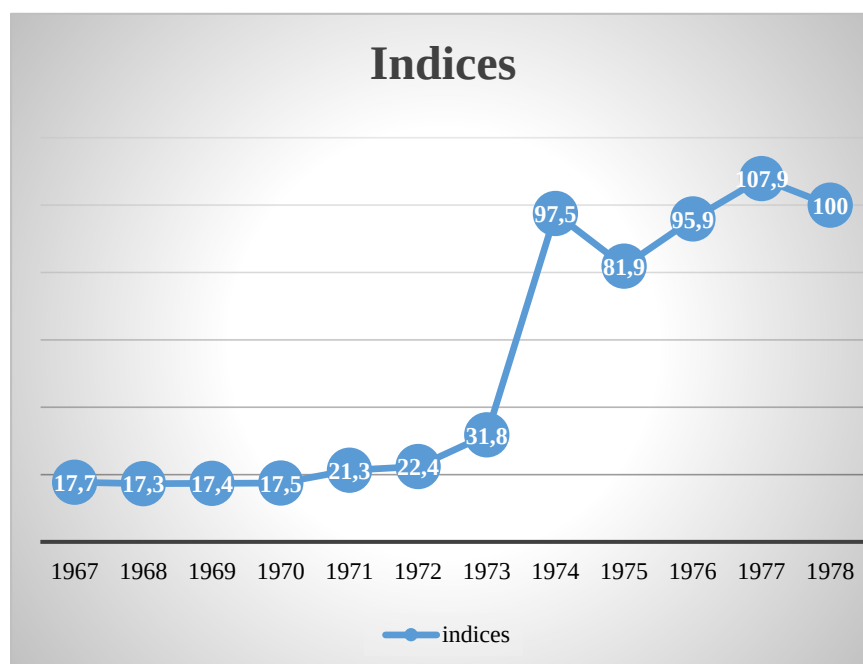
Le tableau ainsi que la figure ci-dessous résument l'évolution des prix de pétrole durant la période 1967-1978.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Tableau N°9 : indices des prix du pétrole 1967-1978

Années	Indices
1967	17.7
1968	17.3
1969	17.4
1970	17.5
1971	21.3
1972	22.4
1973	31.8
1974	97.5
1975	81.9
1976	95.9
1977	107.9
1978	100

Figure N°6 : Evolution des prix du pétrole



Source : Etabli par nous-même à partir des données du tableau N°8

Source : Abdelhamid BRAHIMI, « l'économie Algérienne », OPU, Alger 1991, P.147

Le tableau N°9 montre que les prix du pétrole, ayant connu une stagnation relative jusqu'à 1973, ont été plus que triplés en 1974. En 1975, les prix ont accusé un recul de 16% par rapport à 1974 puis sont montés à nouveau jusqu'à 1977.

4. Les tentatives de libéralisation du commerce extérieur en Algérie 1988-1993

Le commerce extérieur en Algérie a subi des modifications profondes à travers un assouplissement des règles et des procédures liées aux importations et aux exportations. En effet, le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur a été levé, la liberté d'importation est garantie à tout opérateur et les restrictions dans l'allocation des devises aux acteurs économiques impliqués dans les actes de production ont été supprimées.

A partir de 1980, un changement en matière de choix de développement va s'opérer. Les investissements publics dans l'industrie vont baisser et l'Etat commence en 1982 à encourager les investissements privés nationaux.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

La loi 82-11 fixe un plafond de 30 millions de DZD à l'investissement privé local, il attend l'augmentation de l'emploi, la substitution d'importations et la promotion des articulations au secteur public.

En 1984, les entreprises publiques sont structurées, cette opération va donner naissance à 500 nouvelles unités issues de la vingtaine d'entreprises existantes.

5. Les réformes des régimes du commerce extérieur et de change

L'Algérie a commencé à libéraliser son commerce extérieur à partir de 1988

La loi 86-14 du 19 août 1986, définissait le nouveau régime juridique des activités de prospections, de recherches, d'exploration et de transport des hydrocarbures d'une part, et d'autre part, les droits et les obligations des entreprises exerçant ces activités, dont la SONATRACH qui travaille pour le compte de l'Etat et exerce son monopole sur les activités en hydrocarbures.

La loi 88-01 du 12 janvier 1988, portant l'orientation des entreprises publiques économiques, en vue d'assurer le processus de développement continu qui constitue un moyen privilégié de production de biens et services ainsi que l'accumulation du capital. Cependant l'Etat crée et fait fonctionner des entreprises publiques économiques. Ce dernier est défini par la loi comme une personne morale (société par actions ou société à responsabilités limitées) dont l'Etat et les collectivités locales détiennent la totalité des actions ou parts sociales.

La loi 88-29 relative à la réduction du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur n'est qu'une partie de l'ensemble des autres textes législatifs visant à accommoder l'économie nationale aux conditions de l'économie du marché.

Selon le décret 88-201 du 18 octobre 1988, une nouvelle mesure visant à supprimer formellement le monopole exercé par les EPE. Ces textes législatifs visent à :

- restaurer l'identité et la personnalité de l'entreprise publique, en la protégeant de toute immixtion et lui restituer la prise en charge totale et directe de ses affaires ;
- recréer l'esprit d'entreprise et d'entrepreneur effacés par la gestion centralisée, et encourager l'entreprise à tracer son devenir et maintenir ses ambitions propres.

6. La démonopolisation du commerce extérieur

Dans le cadre de la transition vers l'économie de marché, l'Etat a mis en place de nouveaux dispositifs législatifs et réglementaires.

Loi N°90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et le crédit, qui instaure l'indépendance de la Banque Centrale en matière de politique du crédit et du change. A cet effet, la Banque d'Algérie détermine les côtes du crédit aux banques commerciales et fixe les taux directeurs en

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

matière d'intérêts.¹¹ Cette loi ouvre la voie à toutes les formes de contribution du capital étranger donnant droit aux non-résidents de transférer des capitaux pour financer les activités économiques afin d'encourager le partenariat et le développement de l'économie algérienne.

L'ordonnance N°01-01 modifiant et complétant la loi 90-10 a été créée afin de concrétiser le but de rehausser l'influence du gouvernement dans la prise de décision sur la politique monétaire du pays.

Sur cette base, le règlement N°90-04 du 08 septembre 1990, donne droit et agrément d'installation aux concessionnaires et grossistes étrangers en Algérie. Le grossiste est aux termes de l'art.2 du décret exécutif 91-37 du 13/02/1991 relatif aux conditions d'exercice du commerce extérieur¹²: « *toute personne physique ou morale inscrite au registre de commerce et dont l'activité à titre principal consiste à importer, exporter, stocker, transporter et vendre en son propre nom des marchandises destinées à des tiers* »¹³.

Enfin, le décret exécutif 91-37 du 13/02/1991¹⁴, stipule que tout opérateur public ou privé peut accéder au marché des importations jusque-là sous le monopole de l'Etat, pour des produits tels que les céréales, viandes et produits phytosanitaires représentant une facture de 2 à 3 milliards USD/an peuvent être importés librement.

Mais en 1992, un retour au monopole s'installe, avec l'instruction N°625 du 18/08/1992, qui stipule que l'administration est autorisée à revoir les cahiers de charges dans le but de préciser les obligations de l'importateur et à redéfinir les conditions et modalités d'agréments des opérateurs, qui a pour objectif de diminuer la dette extérieure en affectant rationnellement les crédits aux emplois productifs.

En 1994, l'Algérie a mis en collaboration avec la Banque Mondiale et le FMI, un Programme d'Ajustement Structurel de 4ans. Ce dernier désigne la nécessité de corriger les déséquilibres financiers et monétaires externes et internes qui entretiennent généralement un fort endettement extérieur.¹⁵

En mai 1998, juste après la fin du P.A.S, l'Etat opte pour la recherche d'une maîtrise et amélioration de l'insertion internationale.¹⁶

¹¹ CHADLI Hamza, « 500 entreprises Algériennes », Ed Al Diwan Alger 1996, P.16.

¹² Journal officiel de la république algérienne (JORA) N°12 du 20/03/1991, P.35-36.

¹³ idem

¹⁴ idem

¹⁵ MEHDI Abbas, « l'accession de l'Algérie à l'OMC entre ouverture contrainte et ouverture maîtrisée », document de travail, Université de Grenoble, France 2009, P.11

¹⁶ MEHDI Abbas, Op.Cit, P.11.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

7. L'accord d'association avec l'Union Européenne et Organisation Mondiale du Commerce

Le besoin de diversifier ses partenaires commerciaux a poussé l'Algérie à ratifier l'accord d'association avec l'UE qui a été signé le 22/04/2002 en Espagne, et mis en œuvre le 01/09/2005 après les négociations dans le cadre du processus de Barcelone qui ont duré plus de 8ans (1993-2001) et abouti à l'intégration de l'Algérie dans l'un des plus puissants espaces économiques Euro-méditerranéen. Son objectif est de créer une zone de paix et de prospérité partagée, ce qui signifie l'instauration d'une zone de libre-échange.

L'OMC créée en 1995, est à la fois le garant des accords commerciaux internationaux et le cadre dans lequel ces accords se négocient entre ses membres¹⁷. L'Algérie s'est engagée dans le processus d'intégration au commerce multilatéral depuis juin 1987 qui est qualifié des plus longs du système, car elle n'a pas saisi l'opportunité de devenir membre en plein droit de l'OMC puisqu'elle s'est contentée du rôle d'observateur. Ce processus est décomposé de deux phases, la première est caractérisée de dormante du fait que l'Algérie n'a fait que présenter sa demande d'adhésion à l'OMC, la deuxième est plus animée et marquée par la présentation du 1^{er} aide-mémoire du commerce extérieur.

En 2003, l'ordonnance N°03-04 du 19 juillet 2003, relative aux règles générales liées aux opérations d'importation et d'exportation des marchandises réalisées librement, fixe des conditions concernant l'importation des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine, et sont exclu du champ d'application les opérations portant atteinte à la sécurité, à l'ordre public et à la morale.

En 2004, la loi N°04-04 du 23 juin 2004 relative à la normalisation. Elle fournit des documents de référence comportant des solutions à des problèmes techniques et commerciaux concernant les produits, biens et services qui se posent de façon répétée dans les relations entre les partenaires économiques, scientifiques, techniques et sociaux.

En 2009, la loi N°09-03 du 25 février 2009, relative à la protection des consommateurs, crédits, et à la répression des fraudes avec la création d'un conseil national. En 2010, l'Etat a mis en place le suivi des importations sous franchise des droits de douane dans le cadre des accords du libre-échange.

¹⁷ BECUWE Stéphane, « commerce international et politique commerciale », ARMAND Colin Paris 2006.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

8. Le problème des hydrocarbures sur la position externe

La balance commerciale de l'Algérie n'a cessé d'enregistrer des déficits suite à la colonisation et ce jusqu'en 1973 où on a pu assister à une augmentation des cours du pétrole, ce qui s'est caractérisé par une accélération dès 1979 avec le second réajustement des prix, ce qui a permis d'enrichir les caisses de l'Etat en devise et financer plusieurs projets en interne. Hélas, cela n'a duré pour montrer ses limites et faiblesses, la chute des prix de 1986, le contre choc pétrolier a remis en cause cette politique de développement et montrer des déséquilibres macroéconomiques dus à la fragilité et la place du pays à l'international ainsi que son intervention pour assurer un développement et croissance rapide.

Etant donné que l'Algérie est un pays rentier, la part des hydrocarbures dans l'ensemble des exportations n'a jamais été au-dessous des 90% dès le premier réajustement des prix du pétrole. Mais la dépendance du pays de la rente pétrolière le laisse rattaché et soumis à la variation de deux facteurs exogènes, d'une part ; le prix du pétrole souvent décidé par la loi de l'offre et de la demande mondiale, et du cours du dollar de l'autre part.

A cet effet, puisque l'Algérie est considérée comme un pays mono-exportateur des hydrocarbures, la hausse des prix durant le second choc pétrolier en 1979 a réussi à accroître le montant des recettes d'exportations de 75% jusqu'à 1985 pour atteindre 64.5 milliards DZD. Mais, en 1986, avec la crise de la dette, l'Algérie comme tout pays mono-exportateur de pétrole, avait constaté que la hausse des prix continuelle n'était qu'un simple mirage. En effet, cette chute du prix du pétrole sans précédent a baissé le cours pour atteindre 14.68 USD/baril après avoir atteint la moyenne de 29USD/baril en 1985, ce qui a causé la chute des recettes de l'Etat de 45% en l'espace d'une année¹⁸.

Pour cela, et à partir de cette situation, les autorités algériennes ont fini par se rendre compte que les recettes d'exportations reposant sur les variations du prix du pétrole ne constituent pas une source de financement sûre et durable surtout que les exportations hors-hydrocarbures ne représentent qu'un faible pourcentage.

Section 2 : la structure du commerce extérieur en Algérie

La dimension internationale de l'activité économique est aujourd'hui un fait acquis, telle firme importe des matières premières et des produits semi-finis, telle autre exporte une partie de sa production, et toutes les deux gèrent des opérations avec l'extérieur¹⁹.

¹⁸ Inspiré de <https://www.alternatives-economiques.fr/lalgerie-malade-de-petrole/00088704> consulté le 02/10/2019 à 13 :15.

¹⁹ GUILLONCHON Bernard et KAWECKI Annie, « Economie internationale commerce et macroéconomie », 4^{ème} édition, Ed. DUNOD Paris 2003, P.1

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

L'échange international est en effet, l'espace de concurrence des systèmes productifs nationaux, et à partir de là que se définit le niveau de la croissance économique et se détermine la structure du commerce extérieur de l'Algérie.

1. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie

On comptera dans cette sous-section les principaux clients ainsi que fournisseurs de l'Algérie durant l'année 2019

1.1. Les principaux clients

Durant les quatre premiers mois de l'année 2019, les cinq principaux clients de l'Algérie représentent plus de 57.9% des exportations algériennes. A ce titre, l'Italie, est le principal client avec une part de 17.97%, suivie par la France, l'Espagne, les Etats Unis et la Turquie avec des parts respectives de 12.89%, 12.58%, 7.63% et 6.86%.

1.2. Les principaux fournisseurs

En ce qui concerne la répartition des principaux fournisseurs du pays, les cinq premiers représentent près de 51.53% et ce, pour les quatre premiers mois de 2019.

La Chine érigée en principal fournisseur durant cette période, et a contribué à hauteur de 19.53% des importations de l'Algérie, suivie par la France avec 9.84%, l'Espagne avec 7.45%, l'Allemagne avec 7.37% et l'Italie avec 7.34%.

Le tableau ci-dessous illustre les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie :

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Tableau N°10 : Les principaux pays clients et fournisseurs de l'Algérie

Unité : millions USD

Principaux clients	Valeurs	Structure (%)	Principaux fournisseurs	Valeurs	Structure(%)
Italie	2 395.41	17.97	Chine	2 963.90	19.53
France	1 717.90	12.89	France	1 493.58	9.84
Espagne	1 677.55	12.58	Espagne	1 1130.58	7.45
USA	1 017.56	7.63	Allemagne	1 118.08	7.37
Turquie	918.86	6.89	Italie	1 113.72	7.34
Grande Bretagne	724.80	5.44	Turquie	842.62	5.55
Chine	644.39	4.83	Argentine	648.66	4.27
Inde	637.85	4.78	Brésil	409.24	2.70
République de Corée	428.69	3.22	USA	377.68	2.49
Tunisie	424.69	3.19	Inde	338.60	2.23
Pays Bas	346.90	2.60	République de Corée	299.21	1.97
Brésil	339.49	2.55	Fédération de Russie	244.48	1.61
Belgique	327.02	2.45	Pologne	216.95	1.43
Portugal	309.35	2.32	Arabie Saoudite	215.33	1.42
Australie	242.00	1.82	Roumanie	202.61	1.34
Sous Total	12 151.97	91.15	Sous total	11 615.25	76.54
Reste du Monde	1 180.19	8.85	Reste du monde (145 pays)	3 559.35	23.46
Total général	13 332.16	100%	Total général	15 174.60	100%

Source : établi par nous-même d'après les données du ministère des finances, DGD et Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie.

La DGD a mis en place de nouvelles statistiques indiquant que durant les sept premiers mois de l'année 2019, les importants échanges à l'international (import/export) se font

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

principalement avec les pays européens, soit près de 57% de la valeur globale des échanges l'équivalent de 27.12 milliards USD contre 29.61 milliards USD durant la même période en 2018.

Cependant, les pays d'Europe demeurent les principaux partenaires de l'Algérie, sachant que 61.11% des exportations algériennes et 53.32% de ses importations proviennent de cette région du monde²⁰.

2. Les échanges extérieurs

Le commerce extérieur désigne l'ensemble des activités commerciales requis pour produire, expédier et vendre des biens et des services sur la scène internationale le terme qui inclut, l'importation et l'exportation des biens et des services.

2.1. Les exportations

Les exportations algériennes ont atteint 21.64 milliards USD durant les 7 premiers mois de 2019, contre 23.68 milliards USD à la même période de l'année dernière, soit une baisse de 8.59%.

De janvier à juillet de l'année 2019, les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 83.07%, contre 88.59% à la même période de l'année 2018.

Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger durant les sept premiers mois de l'année 2019, soit 93.02% du volume global des exportations, en s'établissant à 20.13 milliards USD contre près de 21.99 milliards USD à la même période de l'année précédente (2018), en baisse de (-8.45%).

Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec 1.51 milliards usd, ce qui représente 6.98% du volume global des exportations, contre 1.69 milliard USD à la même période en 2018, en baisse de moins de 10.49%. Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits avec 1.13 milliard USD (contre 1.33 milliard USD) en baisse de -15.01%, des biens alimentaires avec 238.86 millions USD contre 224.80 millions USD en hausse de 6.25%, des biens d'équipements industriels avec 62.53 millions USD (contre 57.14 millions USD) en hausse de 9.43%.

Elles étaient composées aussi des produits bruts avec 59.85 millions USD contre 58.01 millions USD, en hausse de 3.16%, les biens de consommations non alimentaires , avec 22.52 millions USD, contre 21.92 millions USD en hausse de 2.74% par rapport à la même période

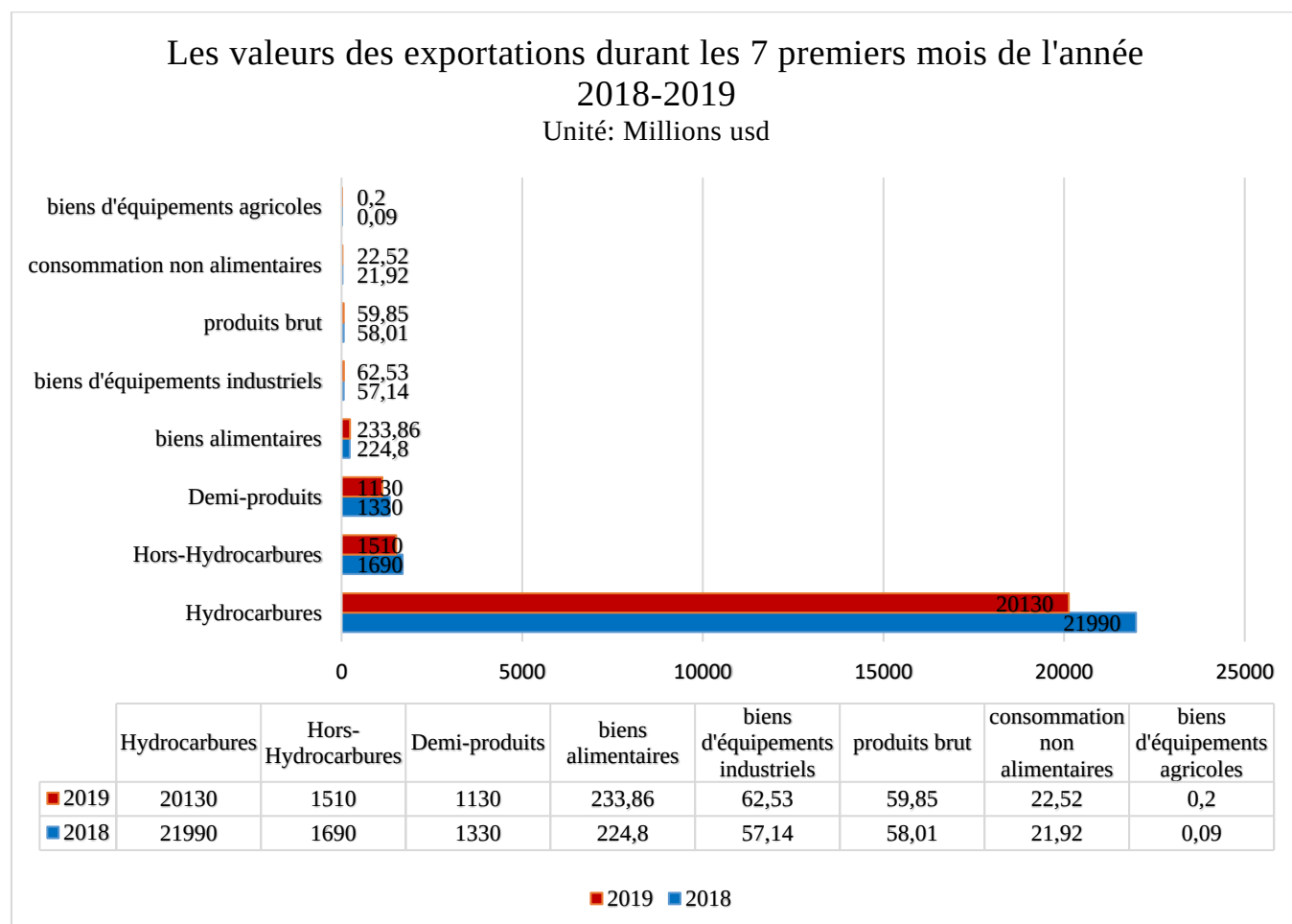
²⁰ D'après l'APS, article publié le Samedi 05/10/2019 à 12 :59 consulté le 07/10/2019.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

de comparaison, et enfin les biens d'équipements agricoles avec 0.20 millions USD contre 0.09 millions USD en hausse de +120%.²¹

L'ensemble de nos statistiques sont représentées dans le graphique ci-après :

Graphique N°1: Les exportations durant les 7 premiers mois de l'année 2018-2019



Source : élaboré par nos soins à partir des données de l'APS

Le graphe ressort des résultats prouvant l'importance majeure du secteur des hydrocarbures comparant aux secteurs hors-hydrocarbures.

2.2. Les importations

Les importations ont atteint 26.05 milliards USD contre 26.73 milliards USD, une baisse de - 2.52% en 2019. Cinq produits sur les sept que contient la structure des importations ont reculé durant les sept premier mois de l'année en cours (2019) et par rapport à la même période de l'année écoulée.

En effet, la facture d'importation du groupe énergie et lubrifiants (carburants) a chuté de 53.01%, en s'établissant à 331.22 millions USD, contre près de 705 millions USD.

²¹ D'après l'APS, article publié le 16/09/2019.

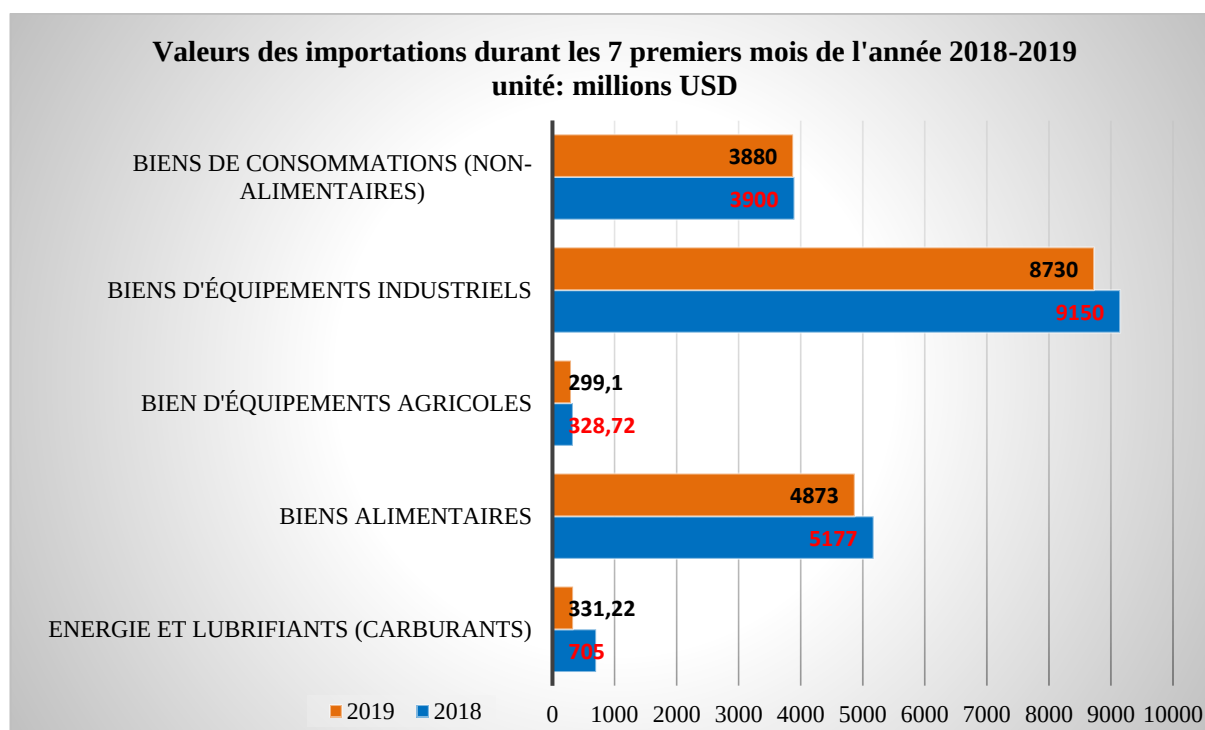
CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Les biens alimentaires, dont les importations se sont chiffrées à 4.873 milliards USD contre 5.177 milliards USD, enregistrant ainsi une baisse de -5.86%.

Les biens d'équipements agricoles ont totalisé 299.10 millions USD contre 328.72 millions USD soit une baisse de -9.01%, les biens d'équipements industriels avec 8.73 milliards USD contre 9.15 milliards USD (-4.55%) et enfin ; les biens de consommation (non alimentaires) avec 3.88 milliards USD contre 3.90 mds usd (-0.50%).

Les importations des demi-produits ont atteint 6.71 milliards USD contre près de 6.34 milliards USD (+5.88%) et les produits brut qui ont atteint 1.22 milliard USD contre 1.12 milliards USD (+8.53%)²².

Graphique N°2 : les importations durant les 7 premiers mois de l'année 2018-2019



Source : élaboré par nos soins d'après les données de l'APS

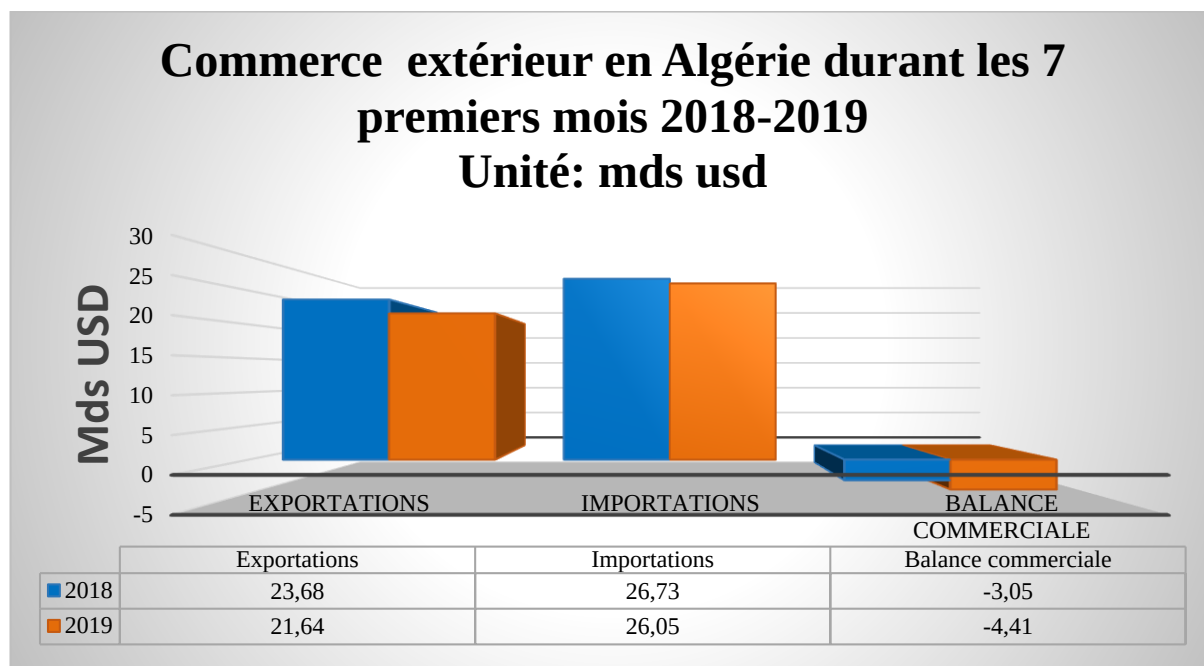
De ce fait, la balance commerciale de l'Algérie enregistre un déficit de 4.41 milliards USD durant les sept premiers mois de l'année 2019, contre 3.05 milliards USD durant la même période de l'année qui précède²³.

²² D'après l'APS, article publié le Lundi 16 Septembre 2019 à 19h21 dans « le matin d'Algérie » consulté le 12/10/2019.

²³ Rapport de la Direction Générale des Douanes.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Graphique N°3 : le commerce extérieur durant les 7 premiers mois des années
2018-2019



Source : établi par nos soins à partir des statistiques du rapport de la DGD.

En faisant la différence entre les exportations et importations des sept premiers mois de l'année 2018 et 2019, on a obtenu une balance commerciale déficitaire avec des valeurs de (-3.05) et (-4.41) milliards USD respectivement.

3. L'organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)

Dénommée OPEC en anglais (Organisation of Petroleum Exporting Countries), est une organisation intergouvernementale fondée à l'issue de la conférence de Bagdad le 14 septembre 1960, principalement à l'initiative de Juan Pablo Pérez Alfonzo, ministre du développement du Venezuela, qui souhaite en faire une force de régulation du marché pétrolier.

Après d'être installée à Genève (suisse) les 5 premières années de son existence, l'OPEP siège depuis 1965 à Vienne (Autriche).

3.1. Fonctionnement de l'OPEP

Depuis 1982, l'OPEP dispose d'un système de régulation de la production et du prix de vente au moyen d'un montant total légèrement supérieur à 30 millions de barils par jour. Ce volume de production est définit, en fonction des réserves des pays membres et est ajusté en fonction des besoins des pays consommateurs. Le système de quotas de production par pays membre a été arrêté en 2011. A ce titre, l'OPEP est parfois présentée comme un cartel de production malgré les dissensions internes.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Néanmoins, le fonctionnement de ce système de régulation subi les fluctuations du cours du dollar, monnaie de transaction du pétrole, ainsi, le pouvoir d'achat des pays producteurs diminue lorsque le cours du dollar baisse et inversement. De plus, l'OPEP contrôle un instrument de quantification : *le panier de l'OPEP* qui fixe un prix de référence à partir des prix de dix-huit pétroles bruts aux qualités différentes reflétant les principales exportations des pays membres.

Ce panier, est concurrencé par le *WTI* (West Texas Inter médiate), et le *Brent* dont les prix ne diffèrent la plupart du temps, que de quelques centimes. La gestion de la production et des prix est prolongée par l'évaluation des réserves disponibles.

L'objectif principal de l'organisation doit être la coordination et l'unification des politiques pétrolières des pays membres pour déterminer les meilleurs moyens pour sauvegarder leurs intérêts autant sur le plan individuel que collectif . L'OPEP met en place des procédures pour assurer la stabilisation des prix sur le marché de pétrole ; pour cela l'organisation calcule sans cesse l'offre qui correspond à la demande et met aussi en place des quotas de productions, ainsi que la maîtrise de son cycle de production.

Le tableau ci-dessous englobe la découverte de l'or noir dans le monde ;

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Tableau N°11 : la découverte du pétrole dans les régions les plus importantes à travers le monde

PAYS	Année de la découverte du pétrole
USA	1830
Russie	1856
Canada	1858
Pérou	1869
Iran	1908
Roumanie-Allemagne-Italie-Japon- Mexique-Argentine-Indonésie	1910
Egypte-Iles Bornou en Grande Bretagne	1911
Venezuela	1914
Bahreïn	1932
Irak	1937
Koweït- Arabie Saoudite	1938
Maroc	1943
Algérie	1956
Libye	1959
Norvège	1967

Source : Etabli par nos soins à partir des données de www.petroleum.com « le pétrole : enjeu économique ou réel besoin ? ».

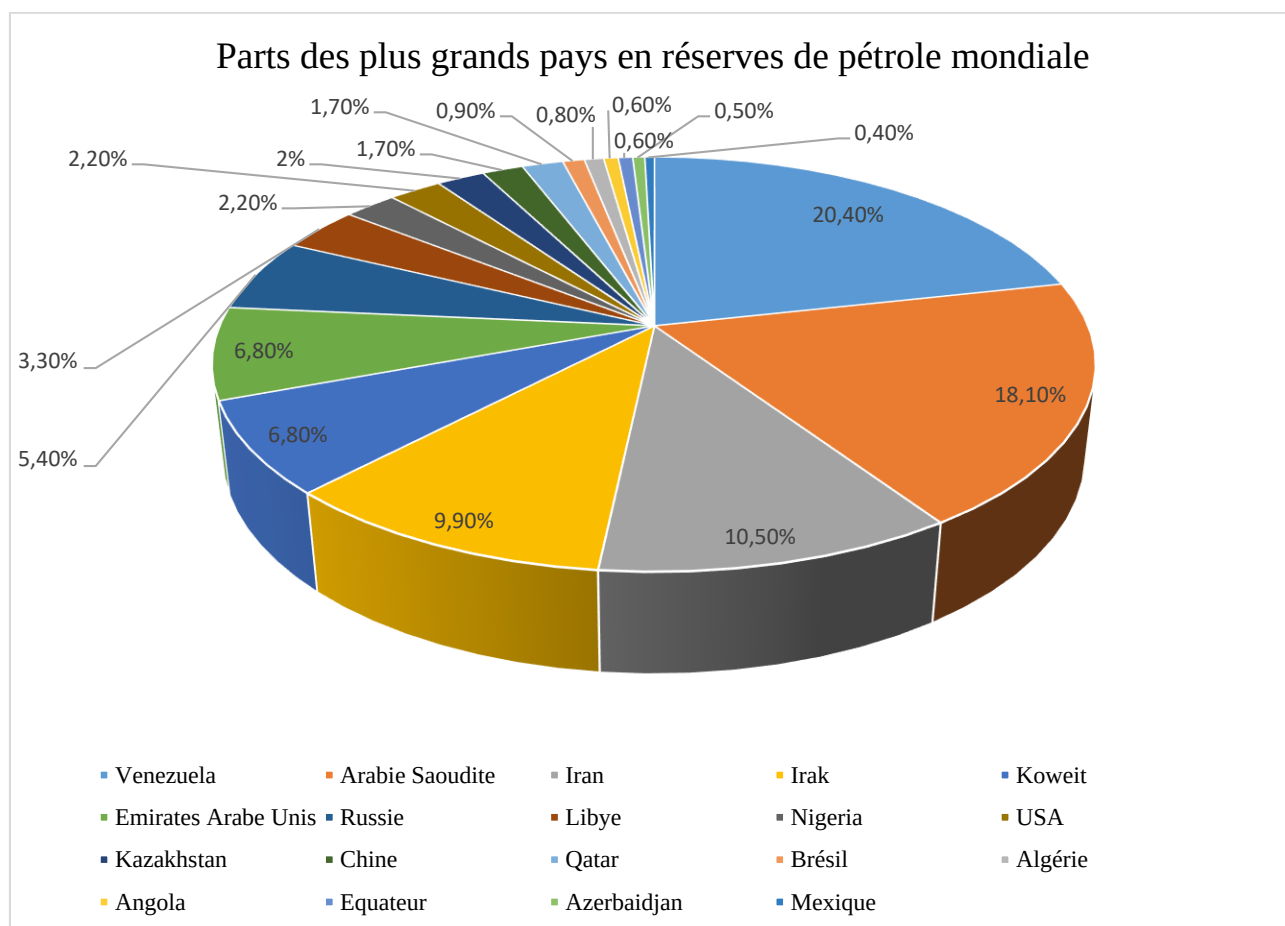
Constituée de 12 membres en 2010, l'OPEP contrôle 78% des réserves mondiales estimées de pétrole, 45% de production de pétrole brut et 18% de gaz naturel.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Fin 2016, l'OPEP a conclu avec 11 pays non membres de l'organisation dont la Russie un accord visant à réduire l'offre globale de pétrole sur les marchés et faire ainsi remonter les prix.

Les réserves prouvées en pétrole des pays de l'OPEP atteignaient 1218.8 milliards de barils à fin 2017, soit 71.8% des réserves prouvées dans le monde²⁴.

Graphique N°4 : les parts des plus grands pas en réserves de pétrole mondial fin 2017



Source : Etabli par nous-même à partir des données de British Petroleum

Aujourd'hui, l'OPEP compte 14 pays membres qui sont résumés dans le tableau ci-dessous :

²⁴ British Petroleum.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Tableau N°12 : les pays membre de l'OPEP avec leur intégration

Pays	Intégration	Pays	Intégration
Nigeria	Industrie pétrolière la moins nationalisée de l'OPEP	Equateur	Membre entre 1973-1992 puis à nouveau en 2007, précisant qu'elle allait quitter à nouveau en janvier 2020.
Algérie	1969, 1 ^{er} pays à avoir nationalisé la production des hydrocarbures	Venezuela	Dispose des premières réserves de pétrole au monde.
Angola	2007, grande zone d'exploration mené comme la production de l'OCDE	Arabie Saoudite	Membre fondateur et 2 ^{ème} pays producteur au monde.
Congo	2018, dernier pays membre de l'OPEP	Emirats Arabe Unis	Membre depuis 1967.
Gabon	Quitté l'OPEP en 1995 et rejoint en juillet 2016.	Iran	Membre fondateur, 2 ^{ème} plus producteur de l'OPEP et 4 ^{ème} plus exportateur du pétrole brut dans le monde
Guinée Equatoriale	Mai 2017	Irak	Membre fondateur avec une production montante après la fin des conflits (chute de Saddam Hussein)
Libye	1962, grand potentiel non exploité en raison des conflits.	Koweït	Membre fondateur

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de : <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/opec>

3.2. Impact de l'OPEP sur les prix du pétrole

L'OPEP a pour objectif d'être une force sur le marché pétrolier en agissant sur le prix du baril de pétrole. Avant la création de ce cartel de pays, les grandes compagnies pétrolières fixaient le prix du baril de pétrole, situé aux alentours de 2USD. Les pays pétroliers étaient mis en

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

concurrence pour maintenir les prix au plus bas. En créant l'OPEP en 1960, les cinq pays fondateurs ont cherchés à s'émanciper et à s'entendre pour coordonner leurs productions et pour faire monter les prix. Ce mécanisme se révélera efficace lors du premier choc pétrolier en 1973, durant la guerre de kippour au cours de laquelle les pays occidentaux soutiennent Israël et les cours du pétrole s'enflamment²⁵.

4. L'Algérie au sein de l'OPEP

Dès le moment où L'Algérie a accédé à son indépendance, elle avait manifesté l'ambition de devenir son propre entrepreneur dans le domaine de la prospection et de la production des hydrocarbures. C'était à cette ambition qu'avait en quelque sorte répondu à la création du bureau Algérien des Pétroles (BAP) dans le cadre de l'exécutif provisoire. De nombreux efforts avaient été entrepris au cours des premières années après l'indépendance, en vue de trouver des partenaires étrangers pour concevoir, mettre en place et lancer des opérations effectives sur le terrain en matière de prospection et de production de pétrole et du gaz naturel²⁶.

L'Algérie a toujours joué un rôle de 1^{er} plan au sein de l'OPEP, et si les membres de l'organisation arrivent à un consensus pour stabiliser les prix du pétrole, l'Algérie aura joué un rôle déterminant dans cette décision²⁷.

Par ailleurs, elle considère que même si un accord est conclu à l'OPEP, il aura peu d'effet, car si cette organisation réduisait son niveau de production, les producteurs non-OPEP augmenteraient leur production²⁸.

L'Algérie est membre de l'OPEP depuis 1969, considérée comme 1^{er} pays à avoir nationalisé la production des hydrocarbures.

Malgré son poids relativement modeste en termes de réserve et de production de pétrole, l'Algérie a joué un rôle important et parfois décisif dans les décisions et orientations de l'OPEP. Elle a accueilli à plusieurs reprises la réunion de la conférence des ministres d'OPEP. Depuis octobre 2010, l'Algérie est membre du comité de surveillance du marché pétrolier, ce comité est chargé d'évaluer la situation du marché et de soumettre ses conclusions à la conférence²⁹.

Par son attachement à l'OPEP, l'Algérie contribue au renforcement de la mission de cette dernière qui consiste à coordonner et unifier les politiques pétrolières de ses pays membres et assurer la stabilité des marchés pétroliers afin de sécuriser, d'une manière efficiente,

²⁵ <http://www.fioulmarket.fr/actualites/opec-membres-fonctionnement-enjeux>.

²⁶ ABDESSELAM Belaid, « Le pétrole et le gaz en Algérie, comment les algériens ont gagné la bataille de la récupération du pétrole et du gaz », Ed. ANEP 2012, P.303.

²⁷ Article de l'APS.

²⁸ <http://www.djazairess.com/fr/latribune/121179> publié le 27/09/2016 consulté le 13/09/2019 à 13h10.

²⁹ Ministère de l'énergie-Algérie-www.energie.gov.dz.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

économique et régulière, l'offre en pétrole aux consommateurs, un revenu stable aux producteurs et une rémunération du capital équitable pour ceux qui investissent dans l'industrie pétrolière.

4.1. La production du pétrole en Algérie

Les ressources en pétrole sont calculées à la fois par les réserves prouvées et par le rythme d'extraction et de production. Les parts de production et d'exportation de pétrole brut ont diminué rapidement au début des années 1980, la production pétrolière étant de plus en plus limitée par les contingents de l'OPEP. En effet, entre 1980 et 1982 la part de la production de pétrole brut réservée à l'exportation est passée d'environ 80% à 50% soit une baisse de 30% tandis que la part exportée des produits pétroliers raffinés et de GNL a triplé.

4.1.1. Place du pétrole algérien dans le monde

Le marché mondial du pétrole occupe la première place dans l'ensemble des marchés de matières premières à l'échelle internationale.

L'Algérie est parmi les vingt plus grands pays du monde en terme de réserves prouvées de pétrole, avec 12.2 milliards de barils, elle est classée à la 15^{ème} position, ce qui représente 0.8% des réserves mondiales de pétrole, qui sont estimés à 1.48 trillions de barils à la fin de l'année 2017³⁰.

4.1.2. Caractéristiques du pétrole algérien

Le pétrole algérien est l'un des plus chers au monde du fait que c'est un pétrole léger à moindre teneur en soufre. Il est de ce fait apprécié des raffineurs et appelé *Sahara Blend*. Le prix du baril algérien est le prix du Brent auquel il faut ajouter la prime de qualité, et s'établit en fonction du marché de Londres.

L'Algérie est le quatrième producteur de pétrole en Afrique, après le Nigéria, la Libye et l'Angola comme elle occupe la quinzième place en matière de réserves, la dix-huitième en matière de production et la douzième en exportations.

Section 3 : la dette extérieure algérienne

L'Endettement a été considéré comme un instrument judicieux, de transfert de surplus financier disponible dans certains pays et institutions vers des pays et entreprises qui ont des déficits de trésoreries.

Au cours des dernières années, le processus d'endettement dans les PVD a atteint de nouvelles et dangereuses dimensions. L'Algérie comme la plupart des pays en voie de développement a

³⁰ <http://www.algerie-eco.com/2019/01/12/reserve-de-petrole-lalgerie-classee-15-eme-mondialement/> , Article rédigé par Khalifa Litamine dans ALGERIE ECO publié le 12/01/2019 à 15 :44 consulté le 15/10/2019.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

fait face à la même situation, de plus en plus difficile à gérer leur dette extérieure. Selon les chiffres du FMI, il prévoit une croissance du PIB réel en Algérie de 2,4% en 2020, contre une prévision de 1,8% en avril 2019, l'institution monétaire internationale, a par contre abaissé son estimation de la croissance pour 2024, là situant à 0,8% (PIB réel)³¹.

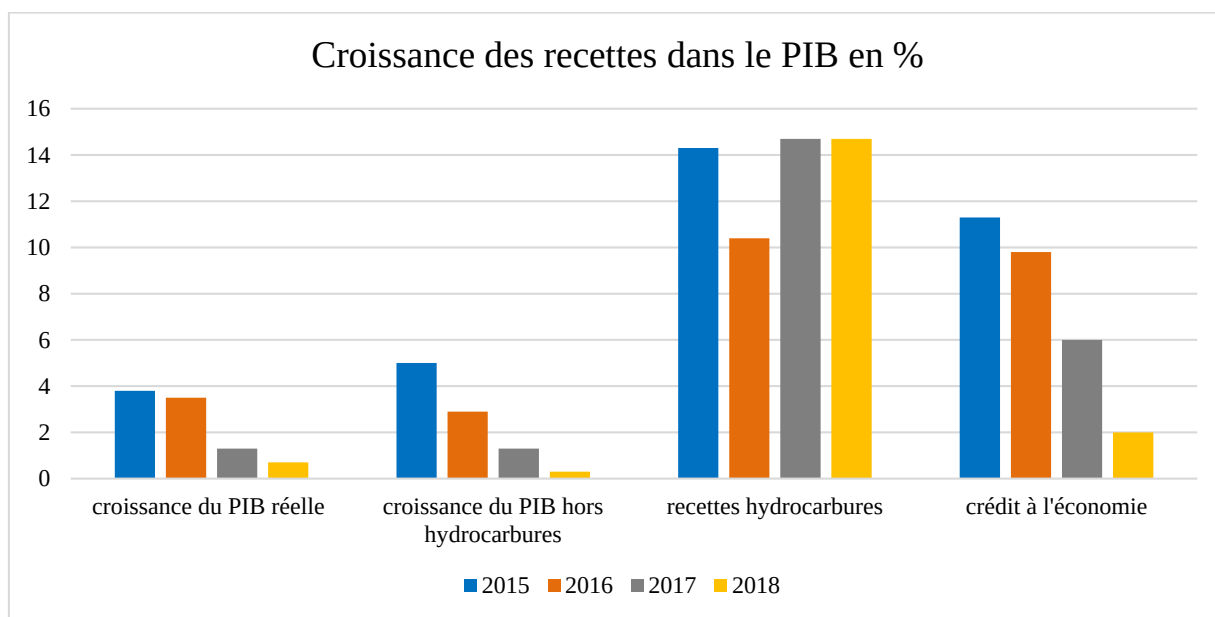
Tableau N°13 : Croissance du PIB ainsi que le crédit à l'économie 2015-2018

	2015	2016	2017	2018
Croissance du PIB réel (en%)	3.8	3.5	1.3	0.7
Croissance du PIB hors hydrocarbures (%)	5.0	2.9	1.3	0.3
Recettes hydrocarbures (% du PIB)	14.3	10.4	14.7	14.7
Crédit à l'économie	11.3	9.8	6.0	2.0

Source : Etabli par nous-même à partir des données du « Rapport des services du FMI pour les consultations de 2017 au titre de l'article 4 ». Autorités algériennes et estimations des services du FMI.

On reprend les données du tableau dans le graphique ci-après :

Graphique N°5 : croissance des recettes d'exportations dans le PIB(%)



Source : Etabli par nous même à partir des données du FMI

L'Algérie comme tout pays à économie rentière, à cause de sa dépendance aux hydrocarbures, enregistre des taux de croissance du PIB réel faibles, allant de 3.8% en 2015 à 3.5% en 2016,

³¹ <http://www.sudhorizons.dz/fr/les-classiques/economie/51932-croissance-economique-de-l-algerie-le-fmi-augmente-a-2-6-sa-prevision-pour-2019> Publié le 15 Octobre 2019.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

pour connaître une baisse et enregistrer un taux de 1.3% en 2017. Cette baisse n'a cessé de continuer puisque en 2018, le taux du PIB réel atteint une valeur minimale de 0.7%.

1. Définition de la dette extérieure d'un pays

Le ménage, les entreprises ainsi que les Etats s'endettent pour les mêmes raisons. Le ménage et l'entreprise couvrent leurs besoins de financements en recourant essentiellement aux institutions financières de leur pays de résidence.

L'Endettement extérieur d'un pays est une transaction économique naturelle, qui permet aux agents économiques nationaux et étrangers de procéder à des arbitrages inter-temporels, mutuellement avantageux qu'ils n'auraient pas pu se réalisés dans une économie fermée.

En d'autre terme, on entend par endettement, l'ensemble des concours demandés par un gouvernement auprès des partenaires (bilatéraux, multilatéraux, institutions financières, marchés financiers, etc....), pour financer des investissements publics, notamment des projets de développement, ou pour pallier un déséquilibre de leurs balance de paiement³², donc c'est une promesse de payer dans le futur des sommes selon des modalités qui font l'objet d'un accord entre le créancier et le débiteur.

Ces dettes sont toujours accompagnées d'ajustements structurels engendrant des perturbations qui paralysent les pays endettés, on compte ; la diminution des importations, subvention des exportations, réduction de crédits des sources officielles et en particulier de ce qu'on appelle « l'aide », expulsions des travailleurs immigrés et enfin la chute des prix des matières premières consécutive à la diminution de la demande³³.

Pour mieux comprendre cela, faut se poser la question : *Qu'est-ce que la dette d'un pays ?*

Quatre organisations internationales sont concernées par cette question : la BM, le FMI, la BRI et l'OCDE, constituaient en 1984 et forment un groupe de travail, et proposent la définition suivante de la dette : « *la dette extérieure brute est égale au montant, à une date donnée, des engagements en cours et ayant donné lieu à versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêts , ou de paiement d'intérêts avec ou sans remboursement du principal* »³⁴.

³² Mémoire de Master en économie appliquée, ingénierie Financière, « les exportations pétrolières et endettement extérieur : effet sur l'économie Algérienne », Promotion : 2010-2011, P. 20-21

³³ CORM George, SID-AHMED Abdelkader, LICHTENSZTEJN Samuel, QUIJANO José Manuel, MARTNER Gonzalo Daniel, "Dette et développement (mécanismes et conséquences de l'endettement du tiers monde)", Ed. PUBLISUD Hydra Alger 1982, P.13.

³⁴ PAWEL H.DEMBINSKI, « l'endettement international », Presses universitaires de France 1989, P.19

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

- Mais quelles sont les raisons qui poussent un Etat à s'endetter ?

Dans les économies développées, l'Etat cherche à financer son déficit budgétaire avec l'émission « des bons de trésor » qu'il place principalement sur le marché national des capitaux, il n'empêche que ces obligations sont ensuite traitées par des agents étrangers. Ainsi habituellement, l'Etat ne s'adresse directement aux agents étrangers que quand le marché interne a été asséché ou quand il n'existe point. Par conséquent, les seuls Etats susceptibles de recourir au crédit bancaire international sont ceux des Pays en Voie de Développement³⁵.

Les raisons qui poussent un Etat à s'endetter peuvent être classées selon deux critères, le premier tient à l'intensité du besoin (insuffisances économiques, politiques, etc...), le second concerne l'affectation du produit de l'emprunt, il peut financer soit la consommation, l'investissement ou tout simplement des opérations internationales³⁶.

2. L'endettement extérieur en Algérie

Il est d'évidence aujourd'hui, que la contrainte financière paralyse et étrangle l'Algérie, que les choix sont de plus en plus restreints, et que la dette est un élément essentiel de la situation économique catastrophique. La dette est devenue en quelques années un sujet de préoccupations majeures et objet de débat passionné.

En terme quantitatif, quelques chiffres sont nécessaires pour fixer les idées ; la dette extérieure de l'Algérie s'est établie à 1,797 milliards USD en juin 2018 y compris le prêt d'un milliard USD contracté en 2016 auprès de la BAD, ainsi que la dette extérieure publique qui représente 1,06% du PIB, quand à la dette publique interne, elle a atteint 36% du PIB³⁷.

Le stock de la dette interne s'élevait à 5,707 milliards USD à fin 2017 et à 5,463 milliards USD à fin 2016, le stock de cette dette s'était établi à 6,246 milliards USD en 2008, avant de baisser à 5,521 milliards USD en 2014 et à 4,671 milliards de dollars en 2015. Ainsi, que pendant les derniers mois de 2018 a atteint 5,710 milliards USD. Dans le détail, l'encours de la dette extérieure à long terme de l'Algérie est estimée à 1,725 milliards USD, dont 1,723 milliards de dettes publiques et à garanties publiques qui se sont évaluées à 1,521 milliards USD.

³⁵ PAWEL H.DEMBINSKI, Op.Cit, P.28

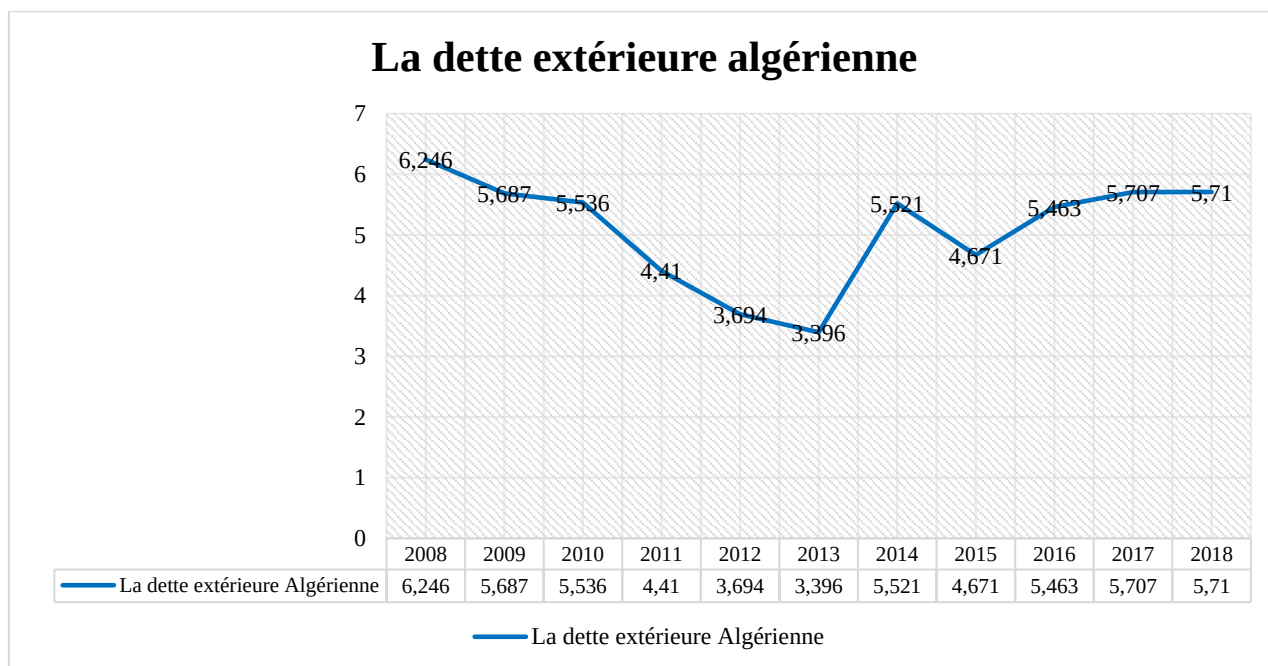
³⁶ idem, P.29

³⁷ Article de L'APS publié le 18 Février 2019 à 16 :58.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Graphique N°6 : évolution de la dette extérieure algérienne durant la période 2008-2018

Unité : Milliards USD



Source : Etabli par nous-mêmes à partir des données de la BA et l'ONS.

Selon le rapport établi par la BM et le FMI, dans le cadre des consultations de 2018 ; le FMI avait signalé que l'Algérie n'a pas recouru à l'emprunt extérieur avant 2016, lorsque la BAD lui a fourni un prêt d'appui budgétaire de 900 millions d'euros. Fin 2017, la dette publique extérieure ne représentée que 2,4% du PIB.

Après l'avoir diabolisé, le gouvernement algérien ouvre de nouveau la voie à l'endettement extérieur mais, uniquement auprès des institutions financières, et des banques de développement dont elle est membre³⁸.

Le gouvernement semble accélérer le recours au financement non-conventionnel. En moins de deux ans, la mise à contribution de la planche à billets a représenté l'équivalent de 33% du PIB. Un signe qui ne trompe pas sur l'ampleur de la crise financière que traverse le pays.

Ces recours massifs à la planche à billets illustrent bien évidemment l'aggravation du déficit budgétaire algérien. Un budget qui ne peut s'équilibrer, qu'à travers un retour du cours du baril, à hauteur de 100 dollars, ce qui est loin d'être le cas actuellement avec un cours moyen qui varie entre 55 et 65 dollars. Sachant que les recettes provenant des hydrocarbures représente

³⁸ Inspiré de l'article de Liberté Algérie.com, Publié le 07 octobre 2019 à 15 :31.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

environ 70% des recettes budgétaires du pays, d'où la nécessité de maintenir le recours à la planche à billets³⁹.

En clair, la planche à billets reste un instrument de financement du pouvoir algérien d'ici 2022. Ce mode de financement a permis aux gouvernements qui se sont succédés de satisfaire leur besoins de financement à hauteur de 6553.2 milliards de DZD, soit environ 55 milliards USD en moins de 3 ans.

Mais à titre de rappel, cette politique n'a pas pu être maintenue puisque l'Etat a tablé sur une rationalisation des importations vu que le secteur hors-hydrocarbures est moins productif et génère des recettes faibles, cela engendre le recours à des perspectives de licenciements de masse donc augmentation du taux de chômage, ce qui a tiré la sonnette d'alarme en allant droit vers une crise financière aigüe. Face à cette situation drastique, le gouvernement décide de mettre en place de nouvelles procédures de gestion en gelant le financement non-conventionnel et se précipitant d'urgence aux portes du FMI pour un financement extérieur qui constitue à l'heure actuelle une option prioritaire afin d'assurer de manière ciblée, le financement de projets structurants et rentables.

3. La relation entre la dette extérieure et la croissance économique

L'Algérie reste confrontée à des problèmes importants, qui résultent de la chute des cours du pétrole, il y a quatre ans. En dépit d'un assainissement considérable des finances publiques en 2017, les déficits budgétaires et courants demeurent élevés. La croissance du PIB réel a fortement ralenti, en raison principalement d'une contraction de la production d'hydrocarbures, et la croissance du secteur hors hydrocarbure est restée stable.

La dette extérieure reste négligeable, mais la dette publique intérieure a considérablement augmenté depuis 2016, tout en demeurant modérée⁴⁰.

Il existe un lien de causalité entre la dette extérieure et la croissance économique en Algérie, mais il n'est pas facile à déterminer. Au fait, depuis le début de la crise financière et économique, les besoins d'emprunts du secteur public ont été très importants. Il était nécessaire, voir urgent de refinancer une partie de la dette à la maturité.

En Algérie, où les dépenses publiques sont élevées, les politiques budgétaires peuvent jouer un rôle dans la hausse de l'endettement ; si ce n'est pas dans l'explication de l'augmentation rapide de la dette, du moins en faisant un niveau d'endettement supérieur à ce qu'il aurait été autrement. C'est pour cela, qu'il faut maîtriser rapidement les dépenses publiques.

³⁹ Inspiré du 360 Afrique.com média digital marocain publié le 03/03/2019 à 14 :22 mise à jour le 03/03/2019 à 16 :04 par MOUSSA DIOP

⁴⁰ Rapport du FMI pour des consultations de 2018 publié le 01 juin 2018.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

La dette a augmenté considérablement depuis ces 30 dernières années, dans la grande partie du globe. Donc, en prenant au sérieux les causes, le gouvernement algérien pouvait éviter des conséquences néfastes. Mais la dette publique est une affaire très sérieuse pour la confier à des politiques, ce qui a affecté négativement la croissance économique du pays⁴¹.

4. Le remboursement avec anticipation de la dette externe

Le financement extérieur a permis d'accélérer la croissance dans de nombreux pays aujourd'hui industrialisés. Toutefois, cela ce n'est jamais effectué d'une manière linéaire, mais à travers des crises financières progressivement surmontées. Dans d'autres cas, et pour des périodes très longues, le financement extérieur n'a pas débouché sur une croissance significative⁴².

La politique de réduction de la dette extérieure, mise en place par l'Algérie au cours de la dernière décennie, et ses importantes réserves de changes, malgré leur diminution permettent au pays de mieux résister aux chocs économiques.

La tutelle a réussi pour l'instant à maintenir l'économie à flots : le solde budgétaire est resté relativement maîtrisé, et la dette extérieure est faible.

Mais, la situation n'est pas viable sur le long terme, les réserves en devises étrangères dont dispose l'Algérie, lui permettent encore de couvrir ses importations pour seize mois, bien au-delà du seuil fixé à six mois par les principales institutions financières internationales. Mais elles ont fondues depuis 2013 : elles couvraient à l'époque trente-deux mois d'importations. En seulement six ans, l'Etat a également asséché 37 milliards USD de son FRR, abondé en amont de la chute des cours de baril par les excédents budgétaires, liés aux exportations des hydrocarbures.

Aujourd'hui, le contexte n'est plus le même, et le pays fait face à des difficultés financières, au moment où ses avoirs extérieurs s'effondrent continuellement. Les réserves de changes, qui étaient à 82,12 milliards USD, en novembre 2018 ont chuté à 79,80 milliards USD en mois de janvier 2019, soit une baisse de 4,32 milliards USD en l'espace de deux mois.

Et même si, le recours au financement non conventionnel a sauvé l'Etat d'une grave crise, il n'en demeure pas moins que le pays n'a pas d'autres choix que d'aller vite dans les réformes structurelles engagées pour redresser son économie et soutenir sa croissance⁴³.

⁴¹ Article du journal « Le matin de l'Algérie », « la dette publique en Algérie : un sujet qui fâche » Publié le 22/11/2016 à 17 :30.

⁴² RAFFINOT.M, « Dette Extérieure et Ajustement Structurel », Ed. EDICEF 1991.

⁴³ Inspiré de l'article El Moudjahid, « quotidien national d'information », Publié le 09/02/2019 à 23 :00.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Toutefois, dans une note publiée le 01 avril 2018, la Banque d'Algérie avait explicitement estimé que le recours de l'Algérie à la planche à billet était dès le début *injustifié*.

Effectivement entre la mi-novembre 2017 et la fin janvier 2019, quelque 6,556 milliards DZD mobilisés par le Trésor, auprès de la BA au titre de financement non-conventionnel, 3,114 milliards DZD seulement, soit près de la moitié, ont été injectés dans l'économie.

Depuis mai 2018, le gouvernement a adopté une nouvelle approche visant à préserver les réserves de change du pays, à travers notamment la limitation du recours à l'importation, aux besoins réels du marché national, ainsi que par l'encouragement de la production nationale⁴⁴.

Le remboursement avec anticipation, est une bonne affaire pour le Trésor public, rendue possible par le recours à la planche à billet, à la fin de l'année 2017 avec le lancement du financement non-conventionnel. Pour les compagnies publiques, d'assurances et les banques publiques, il devait, s'il était mené effectivement à son terme causé un préjudice financier sérieux⁴⁵.

5. Un recours éventuel à l'endettement externe

Après avoir écarté tout recours à l'endettement extérieur, le gouvernement a finalement annoncé dans l'avant-projet de loi de finances 2020, qu'il prévoit la possibilité de recourir à l'emprunt étranger pour financer les projets d'infrastructures rentables.

Dans un contexte de baisse des cours des hydrocarbures, faute d'avoir opéré des réformes profondes, justes et efficaces, le gouvernement va recourir à la dette extérieure pour financer les infrastructures rentables. Alors, que le pays ne dispose d'aucune autre marge de manœuvre à court terme, un tel recours à l'emprunt sur les marchés internationaux, constitue-t-il une inquiétude pour l'économie algérienne ? Fruit de la mauvaise gouvernance, le cumul des déficits, année après année, a conduit à cette situation.

Les économistes affirment que si c'est pour financer de bonnes dépenses, pourquoi pas ? Leur argument : une dette extérieure maîtrisée peut être bénéfique, à condition que les dépenses ainsi financées créent des richesses pour l'avenir. Le pays aura-t-il les capacités de rembourser les futures dettes ? Tout dépend de la bonne rentrée des futurs revenus, qui seront tirés des exportations des hydrocarbures et surtout du poids des intérêts de cette dette.

Le problème est que, qui dit dette dit, également intérêts de la dette. Cette charge budgétaire entraîne une spirale vicieuse : la dette, en augmentant, creuse le déficit, puisqu'il faut rembourser plus d'intérêts, ce qui crée encore plus de dette. Les économistes craignent une

⁴⁴ Article de l'APS publié le 23 juin 2019 à 17 :01.

⁴⁵ Article de Maghreb Emergent, Publié le 01 juillet 2018 à 10 :40.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

remontée brutale des taux d'intérêts, qui pourrait encore creuser le déficit, avec le risque de la spirale du surendettement.

En cas de baisse drastique des cours du pétrole, les montants des intérêts et du principal de la dette extérieure, peuvent rapidement par effet de levier inverse, conduire au défaut de remboursement. Ce fut le cas en 1994, quand l'Algérie, avait été contrainte de signer un accord avec le FMI, pour appliquer un douloureux plan d'ajustement structurel ; Le FMI avait subordonné l'octroi de prêts à des réformes douloureuses. Le ministre des finances de l'époque, avait sollicité les créanciers de Club de Paris pour un rééchelonnement de la dette extérieure algérienne, estimée à 26 milliards USD. Le ratio entre le service de la dette et les revenus extérieurs, exclusivement pétroliers était à cette époque de 86%. Aujourd'hui, l'on est certes, loin de cette situation, puisque la dette extérieure de l'Algérie ne dépasse pas 1,8 milliards USD, mais il faut tirer des leçons du passé, d'autant que les programmes d'ajustements, imposent de réduire le pouvoir d'achat de la population par la dévaluation ou l'inflation⁴⁶.

Selon l'ancien directeur de la dette à la BA : « *l'endettement extérieur ne pourra pas se substituer totalement à la planche à billets, parce que le niveau des déficits budgétaires et de la balance des paiements sont tellement élevés que l'endettement extérieur ne pourra pas être une solution* ». Précisant que si aucune mesure n'est prise pour gérer les déficits budgétaires, les problèmes s'aggraveront. Du côté des équilibres extérieurs, l'Etat a la chance de disposer encore d'un niveau suffisant des réserves de changes, qui lui permet sur le volet équilibres extérieurs de tenir trois ou quatre ans, mais au niveau du budget, les mesures à prendre sont urgentes⁴⁷.

En revanche, il est à distinguer entre l'endettement extérieur et le recours au près du FMI qui n'intervient que dans les pays en cessation de paiement ce qui n'est pas le cas de l'Algérie qui dispose encore de 70 milliards de réserves de changes. En effet, avec cette situation, l'Algérie demeure un pays solvable sur le marché international sur une durée de 3 à 4ans. Mais si le pays cherche à s'endetter pour des périodes de longues durées, il faudra faire une combinaison entre les programmes d'ajustements structurels ainsi que la trajectoire budgétaire et la balance des paiements pour un retour aux équilibres. Toutefois, le recours à l'endettement extérieur non maîtrisé mènera vers la rémission du drame déjà vécu en 1990.

⁴⁶ Inspiré de l'article de « El Watan » publié le 14 septembre à 09 :05.

⁴⁷ <http://www.algerie-eco.com/2019/10/16/sekak-endettement-exterieur-insuffisant-couvrir-deficits/>.

CHAPITRE II : le commerce extérieur en Algérie

Conclusion du chapitre

Le commerce extérieur de l'Algérie est passé par plusieurs phases commençant du monopole à la démonopolisation pour arriver aux échanges extérieurs internationaux.

L'économie algérienne est une économie basée sur la production des hydrocarbures qui représentent 98% des exportations et des recettes budgétaires de l'Etat, ce qui nous fait dire que c'est une économie rentière. Ce secteur a joué un rôle très important durant la période de la hausse des prix du pétrole dans l'élimination de plusieurs problèmes rencontrés par l'économie algérienne. Hélas, cela n'a pas toujours été dans l'intérêt du pays, puisque le cours du baril demeure variable, ce qui influence continuellement et négativement l'économie et le développement du pays. Or, une économie spécialisée dans un seul secteur d'activité, se heurte à des variations conjoncturelles. Ainsi, la très forte baisse des cours mondiaux du pétrole entre 2014 et 2019 a considérablement affecté les comptes nationaux algériens, entraînant une diminution de la consommation et de l'investissement.

Avec la crise actuelle de 2019, le recours au financement non-conventionnel n'a fait qu'aggraver la situation, vu qu'il a eu lieu d'injecter des fonds sans contrepartie dans l'économie cela depuis novembre 2017 qui a causé l'hyper-inflation.

En effet, après 57 ans d'indépendance politique, c'est toujours le cours du pétrole qui détermine l'évolution des principaux indicateurs économiques et sociaux ainsi que l'image de l'Algérie dans les relations internationales.

Avec la crise politique socioéconomique et la situation que traverse le pays actuellement, la résolution rapide se fait urgente, ce qui a mené à la mise en place de la nouvelle loi de finance 2020 faisant de nouveau recours à la dette extérieure auprès du FMI, le plus grand pays en Afrique se retrouvera dans le même scénario dramatique Vénézuélien, pays en faillite bien plus riche que l'Algérie.

Conclusion de la partie I : Aspect théorique : le pétrole et le commerce extérieur en Algérie

Conclusion de la partie I : Aspect théorique : le pétrole et le commerce extérieur en Algérie

Le marché du pétrole occupe une place importante dans l'ensemble des marchés mondiaux des matières premières. Le pétrole constitue depuis sa découverte une source d'énergie primaire dans le monde. Son poids sur l'économie mondiale n'en reste pas moins important.

Le degré de dépendance de l'économie nationale vis-à-vis des hydrocarbures, rend l'économie algérienne fortement vulnérable à la volatilité du prix du pétrole sur les marchés internationaux. Les différents événements économiques tel que les chocs et contre chocs pétrolier ont poussé l'Algérie considéré comme pays mono-exportateur des hydrocarbure à revoir sa politique de gestion de son développement et son commerce extérieur passant d'une période de nationalisation socialiste vers une phase de démonopolisation capitaliste pour lancer à nouveau un processus de contrôle conséquence du contre choc pétrolier de 2014.

***Partie II : Aspect
empirique : incidence
de l'effondrement des
cours pétroliers sur
l'économie algérienne***

Introduction à la partie II : Aspect empirique : incidence de l'effondrement des cours pétroliers sur l'économie algérienne

Introduction à la partie II : Aspect empirique : incidence de l'effondrement des cours pétroliers sur l'économie algérienne

L'économie algérienne demeure totalement dépendante de la rente pétrolière pour ses recettes et du marché international pour ses approvisionnements en biens et services afin de satisfaire sa demande interne. Elle est caractérisée par l'importance du rôle joué par le pétrole notamment en tant que principale source de revenu.

En effet, la forte exposition aux fluctuations des prix du pétrole rend l'économie du pays beaucoup plus fragile. La fin de l'année 2014 qui marque la baisse sensible des cours, bascule le pays dans une situation de graves dysfonctionnements et détérioration de la pluparts des indicateurs macroéconomiques.

A cet effet, à partir de cette partie empirique, nous allons démontrer les raisons de l'effondrement des prix pétroliers ainsi que leurs incidents sur l'ensemble de l'économie dans le troisième chapitre, quant au quatrième chapitre, il sera consacré pour une étude empirique, statistique et mathématique sur la pression et le poids de cet effondrement ainsi que de la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien.

CHAPITRE III :
impact de la baisse
des cours du pétrole
sur l'économie
algérienne

Chapitre III : impact de la baisse des cours du pétrole sur l'économie algérienne

Le pétrole est une matière première et essentielle dans de nombreuses branches de l'industrie, source majeure d'énergie mais aussi un élément important dans le commerce international, et également une richesse majeure pour l'Algérie.

Durant la période 2005-2019, le prix du pétrole a connu de grandes fluctuations, qui ont influencé l'économie algérienne. La période 2005-2013, a été caractérisée par une hausse remarquable des prix du pétrole. Alors que durant la période mi 2014-2019, il y a eu une baisse notable de ce dernier ce qui a influencé négativement l'économie nationale.

A travers ce chapitre, dans la première section, nous allons d'abord évoquer les différentes raisons de la baisse des cours du pétrole, la deuxième se portera sur l'analyse de l'impact de la baisse des cours sur les différents indicateurs économiques, et enfin nous aurons les stratégies et manœuvres prises par l'Etat afin de maintenir l'équilibre financier et la croissance économique du pays.

Section1 : effondrement des cours du pétrole et leurs raisons

A travers cette section, nous allons nous concentrer l'évolution des cours du pétrole durant la période 2005-2019, ainsi que sur les raisons de la baisse de ces derniers.

1. Evolution des cours du pétrole

La principale richesse de l'Algérie, son pétrole et gaz naturel, n'est plus source de bonheur pour son peuple, c'est pour cela que nous allons nous focaliser dans cette première section sur l'évolution des cours du pétrole Algérien « Sahara Blend » ainsi que les multiples raisons de la baisse des cours depuis mi-2014.

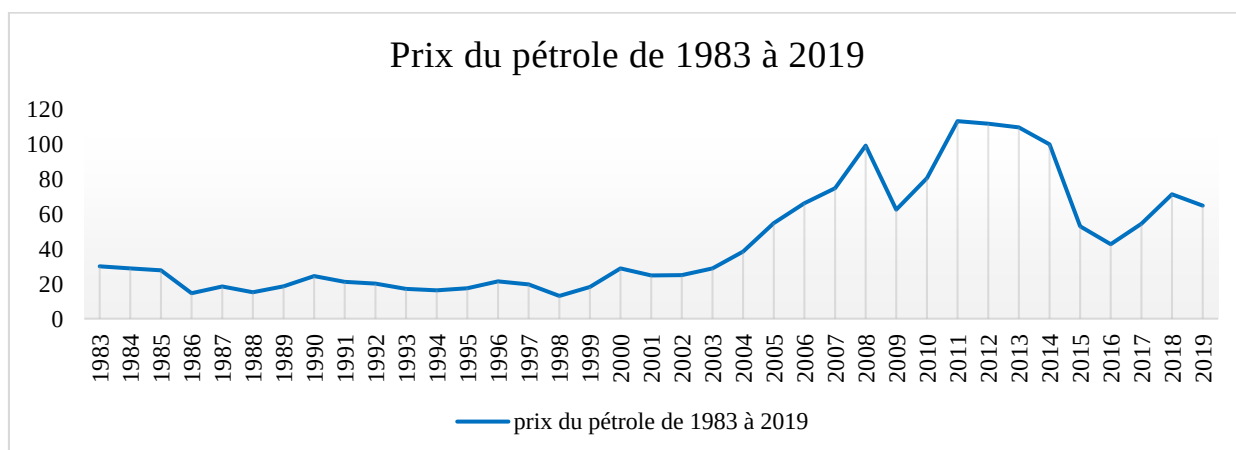
1.1 Evolution des cours du pétrole algérien « Sahara Blend » durant la période 1983-2019

Le *SAHARA BLEND* est en fait le pétrole brut algérien qui est une cuvée de pétroles bruts produit sur plusieurs champs autour des gisements de Hassi Messaoud.

Le Sahara Blend coté dans le marché Londonien, établi en fonction du cours du *Brent* a pour spécificité, sa légèreté extrême et sa très basse teneur en soufre ce qui le rend parmi les plus apprécié auprès des raffineries mondiales, particulièrement les raffineurs américains. La qualité suprême du pétrole algérien lui permet de produire plus de dérivés légers tels que l'essence et le kérosène en comparaison au Brent et le WTI.

Durant la période 1983-2019, le pétrole est passé par plusieurs phases résultantes des diverses variations, on illustre ceci dans le graphique ci-après :

Graphique N°7 : Evolution des prix du pétrole Algérien entre 1983 et 2019 en USD



Source : établi par nous-même et des données du site : <https://prixdubaril.com/petrole-index/petrole-algerie.html>

Le graphique N°7, montre que la période entre 1983-2013, a été caractérisée par une hausse marquée des prix du pétrole. En effet, le prix du baril de pétrole algérien « Sahara Blend » varie entre 19 USD et 29 USD de 1983 jusqu'à 2003, pour passer à 38,35 USD en 2004 et atteindre les 54,64 USD en 2005, en 2006 à 66.05 USD/baril, puis en 2008 à 98.66 USD/baril. Mais en 2009, le prix a chuté jusqu'à 62.35 USD/baril pour connaître une légère remontée en 2010 et atteindre les 80.35 USD/baril, en 2011 à 112.92 USD, en 2012 à 111.49 USD, et en 2013 à 109.38 USD/baril. Cela a connu une chute infernale dès la mi-2014 puisque les prix n'ont cessé de dégringoler pour arriver à 42.57 USD/baril en 2016. En 2018, le prix du baril s'est établi à près de 72 USD/baril soit une hausse de 18 USD par rapport à la même période en 2017 (54USD/baril) pour atteindre en 2019 un cours de 64.65 USD.

Tableau N°14 : Evolution des prix du pétrole Algérien 1983-2019 en USD

Année	Prix	Année	Prix
1983	29.90	2002	24.91
1984	28.72	2003	28.73
1985	27.63	2004	38.35
1986	14.53	2005	54.64
1987	18.36	2006	66.05
1988	15.14	2007	74.66
1989	18.53	2008	98.96
1990	24.34	2009	62.35
1991	21.04	2010	80.35
1992	20.03	2011	112.95
1993	17.05	2012	111.49
1994	16.19	2013	109.38
1995	17.41	2014	99.68
1996	21.33	2015	52.79
1997	19.62	2016	42.57
1998	13.02	2017	54.33
1999	18.12	2018	71.10
2000	28.77	2019	64.65
2001	24.74	--	--

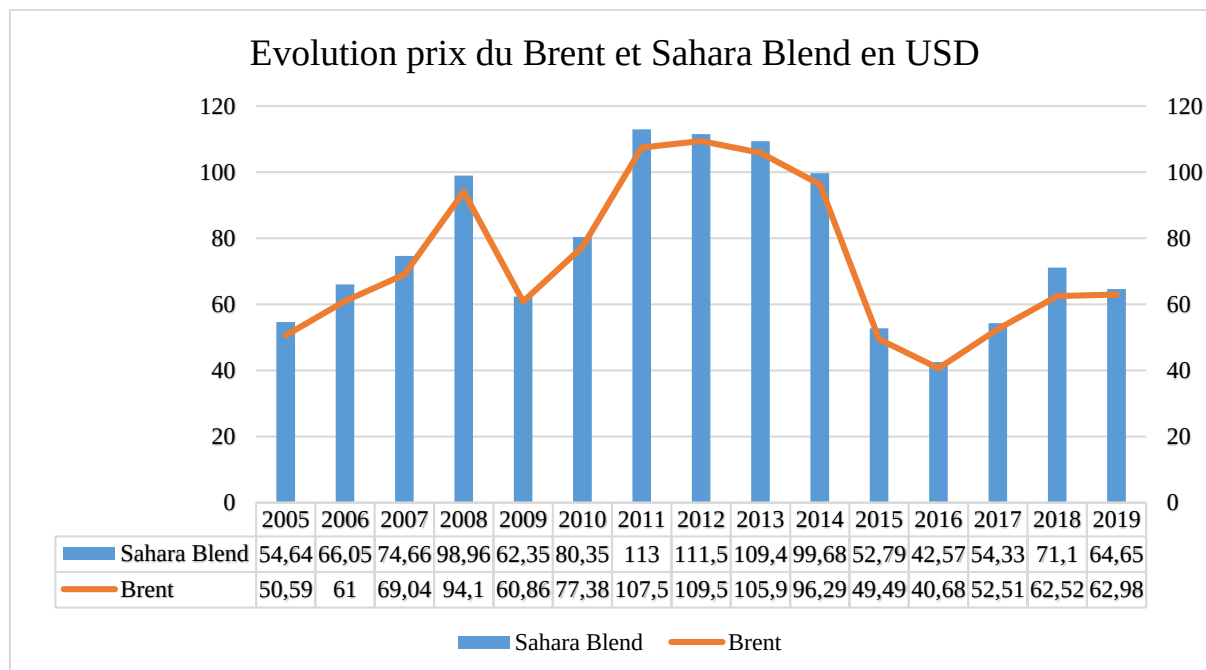
Source : <https://prixdubaril.com/petrole-index/petrole-algerie.html>

Donc comme cité ci-dessus, sur la période mi-2014-2016 on remarque une baisse significative des cours du Sahara Blend passant de 99.68 USD/baril en 2014 à 52.79 USD/baril en 2015 et à 42.57 USD/baril en 2016, pour connaître une légère remontée en 2017 atteignant 50USD/baril, 2018 72USD/baril pour arriver à un cours de 65 USD/baril en sept-2019.

1.2 Evolution du prix moyen du Brent comparant au Sahara Blend

L'OPEP fixe un prix moyen au pétrole selon la loi de l'offre et de la demande. Il demeure variable tel que le prix du pétrole Algérien, nous le montrons dans le graphique ci-après ;

Graphique N°8 : évolution du Sahara Blend en comparaison avec le Brent de 2005 à 2019



Source : établi par nous même à partir des données de : <http://fr.statista.com/statistiques/564926/prix-annuel-du-petrole-de-l-opec-1960/> et <https://prixdubaril.com/petrole-index/petrole-algerie.html>

Le *Brent* dit « brut de mer du Nord » est le pétrole de référence en Europe. On remarque que les prix du Sahara Blend et le Brent sont presque similaires et la différence est moindre.

1.3 Evolution et fluctuation des prix du pétrole

L'Afrique est un important fournisseur de matières premières particulièrement énergétiques, elle fournit 11% de la moyenne globale du pétrole mondial (AIE 2015). En période de la hausse des prix, cette dynamique est très avantageuse pour les pays exportateurs de pétrole tel que l'Algérie. En revanche, la période de baisse des prix comme l'épisode 2008 et la chute récente de la mi-2014 constitue quant à elle un véritable défi.

Le prix des biens et services est fluctuant dû au seul facteur qui le détermine qui est l'offre et la demande, mais les raisons qui l'affectent sont multiples et différentes.

Les causes des variations de prix sur les marchés sont toujours difficiles à déterminer avec certitude, les agents pouvant réagir à des comportements moutonniers tout autant qu'à des variations des fondamentaux.

Dans ce point, nous allons élaborer les multiples causes influant négativement les cours du pétrole et l'encours du marché et l'économie mondiale.

1.4. Les raisons de la baisse des prix du pétrole

On assiste aujourd'hui à une économie qui connaît depuis mi-2014, une baisse importante des cours pétroliers qui a généré des conséquences désastreuses pour les économies pétrolières notamment celle de l'Algérie.

En 2008, le prix du baril a atteint un pic de 150 USD avec une forte demande en Chine qui a permis à des producteurs hors-OPEP comme les Etats-Unis de rentabiliser de nouveau investissements pour extraire du pétrole offshore¹ avec des techniques très coûteuses. En 2010, les Etats-Unis ont atteint le premier rang à côté de l'Arabie Saoudite et la Russie.

Etant donné que la production était en surplus, les mécanismes de régulation de l'OPEP n'ont plus fonctionné, ce qui nous mène à une chute brutale des cours en 2014 pour arriver jusqu'à moins de 52 USD/baril.

L'Arabie Saoudite espérait que cette forte baisse engendrera en contrepartie une baisse des investissements des USA, mais les américains ont résisté et le prix est resté au plus bas. La demande a baissé, les pays émergents se sont engagés dans les projets environnementaux, la Chine s'investit davantage dans la création des véhicules électriques et l'interdiction d'utilisation de véhicules à carburants d'ici 2030. La France réduira de 30% l'utilisation d'énergie fossiles en 2030. Les Etats-Unis détiennent d'immenses réserves de gaz de schiste, et pourraient bien réduire leur consommation de pétrole, et fabriquer des véhicules à base de cette ressource.

Tous ces facteurs indiquent que le prix du baril doit stagner à 62 USD pendant quelques années, ce qui montre une économie considérable pour les pays importateurs.

L'Arabie Saoudite a les moyens de se payer les transactions énergétiques pour être moins dépendante de pétrole, ce qui n'est pas le cas des autres pays qui espèrent émerger grâce aux gisements comme l'Algérie impactée par les facteurs géopolitiques et économiques lourds et qui favorisent l'instabilité et les flux migratoires².

S'ajoute à tous ces facteurs, un marché régi par la loi de l'offre et de la demande, toute distorsion entre les deux termes se répercute sur les prix. Cette règle de base appliquée au marché noir explique la baisse continue des cours.

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs qui sont :

- l'excédent de l'offre mondiale de pétrole ;

¹ Une extraction **offshore** signifie une exploitation des hydrocarbures, pétrole ou/et gaz, lorsqu'elle se trouve en pleine mer, elle est opérée à partir de plateformes, fixes ou flottantes ancrées au fond de la mer.

² www.lemonde.fr/planete/video/2017/11/10/pourquoi-le-prix-du-petrole-s-effondre_5213289_3244.html consulté le 11/01/2020 à 15 :00

- le ralentissement et le tassement de la demande sur le pétrole ;
- les facteurs géopolitiques.

1.4.1. L'excédent de l'offre mondiale du pétrole

L'offre du pétrole a non seulement évolué en volume, mais s'est aussi diversifiée géographiquement grâce au développement de nouveaux gisements et à l'émergence de nouveaux producteurs. Parmi les principaux facteurs qui ont également influés sur l'augmentation de l'offre mondiale du pétrole durant cette période :

- les décisions stratégiques de l'OPEP ;
- la hausse de niveau de la production mondiale du pétrole ;
- le retour de la Lybie, l'Irak, et l'Iran sur le marché mondial.

• Les décisions stratégiques de l'OPEP

Malgré la baisse marquée des cours du pétrole en 2014, les membres influents de l'OPEP ont refusé de réduire leurs productions de pétrole et ce, dans le but de maintenir leurs parts de marché.

L'Arabie Saoudite le plus grand producteur des pays de l'OPEP qui possède environ 25% des réserves prouvées dans le monde, refuse catégoriquement de réduire sa production.

Sa stratégie consiste à laisser l'effondrement des cours du pétrole persisté dans le but d'asphyxier les producteurs américains, pour lesquels la continuité d'exploiter les pétroles alternatifs est tributaire du seuil de rentabilité estimée à 70 dollars le baril, contre les 30 dollars pour le baril saoudien. Ce pays produit à faible coût et qui souhaite conserver ses parts de marché en Asie, vise également à fragiliser ses concurrents, l'Iran et la Russie. Cette stratégie a pour conséquence de maintenir structurellement les prix à un faible niveau³.

• La hausse du niveau de la production mondiale de pétrole

La production du pétrole est parmi les facteurs les plus déterminants dans la variation des cours du pétrole. En effet, lorsque la hausse de la production pétrolière mondiale a dépassé le pic de 96 millions de barils/jour en novembre 2015, ce qui a entraîné une hausse de l'offre par rapport à la demande, et a eu un impact négatif sur les prix du pétrole, cette augmentation de la production est due à :

³ <http://www.planetoscope.com/petrole/559-production-mondiale-de-petrole.html>
-<http://www.youtube.com/watch?v=E9QIasAc1NY>
-<http://www.youtube.com/watch?v=f51H9AN6Eis>

- **L'émergence des USA comme le plus grand producteur du pétrole dans le monde**

La production de pétrole brut des États-Unis a dépassé celle de la Russie pour la première fois depuis une vingtaine d'années, et cela à deux reprises, en juin et en août 2018. Les États-Unis avaient déjà doublé l'Arabie saoudite en février 2018, une première depuis plus de 20 ans. Cette situation a mené les USA à continuer de devancer la production de pétrole brut de la Russie et de l'Arabie Saoudite tout au long de l'année 2019.

Cette hausse de la production d'énergie par les États-Unis profite aux pays du monde entier qui souhaitent avoir un approvisionnement fiable en pétrole et en gaz en provenance de marchés libres. C'est aussi une aubaine pour l'économie et la sécurité des États-Unis. Parmi les alliés qui importent du pétrole brut américain figurent le Canada, l'Inde, la Corée du Sud et l'Italie.

En 2018, la production moyenne de pétrole brut pour l'année atteindrait 10,96 millions de barils par jour, en augmentation par rapport aux 9,4 millions de barils produits chaque jour en moyenne en 2017. Cette intensification de la production s'explique en grande partie par ce qu'on appelle la « *révolution américaine du schiste* » ce qui a encouragé les entreprises américaines à exploiter des techniques novatrices pour atteindre des ressources autrefois inaccessibles⁴.

- **L'émergence de nouveaux producteurs en pétrole et gaz naturel**

L'émergence de nouveaux producteurs en pétrole et gaz naturel a bouleversé les équilibres du marché énergétique, soit en consommant une partie de leur propre production et en important moins, soit en la mettant sur le marché.

Depuis juin 2015, nous avons remarqué que la production de la Chine, le premier importateur mondial pour 6.1 millions de barils/jour importés, est établie à 4.6 millions de barils/jour, suivie du Canada pour 3.9 millions de barils/jour et du Mexique pour 2.5 millions de barils/jour.

D'autre part, au cours de ces dernières années, nous avons remarqué qu'une véritable guerre de production est engagée entre l'Arabie Saoudite et la Russie, cette dernière augmente sa production malgré la baisse des prix et la grave récession qui touche le pays⁵.

• **Le retour de l'Irak, la Lybie et de l'Iran sur le marché**

Le retour de l'Irak, la Lybie et de l'Iran sur le marché a contribué à créer un excédent, ce qui influe négativement sur le marché⁶. La levée des sanctions internationales permet à l'Iran de faire un retour en force sur le marché pétrolier. Mais cet afflux supplémentaire d'or noir a contribué à la chute des prix.

⁴ <https://share.america.gov/fr/les-etats-unis-dominent-la-production-mondiale-de-petrole/>

⁵ www.lafinancepourtous.com consulté le 05/01/2020 à 9h

⁶ Rapport de la banque mondiale du 10 août 2015.

Le retour de la Libye sur le marché avec environ 800 millions de baril/jour en 2014 contre 0.4 millions de baril/jour en 2013, et le retour de l'Irak avec 4.2 millions de baril/jour en 2015 contre 3.7 millions de baril/jour en 2014, ainsi que le retour de l'Iran sur le marché international depuis la fin de l'embargo après l'accord sur le nucléaire signé le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les 6 grandes puissances (Allemagne, Chine, USA, France, Royaume Uni et la Russie) a apporté un supplément de 0.6 million de baril/jour soit 3.3 millions de baril/jour en 2015 contre 2.7 millions de baril/jour en 2014, le pays refuse de limiter sa production tant qu'elle n'a pas retrouvé son niveau d'avant l'embargo soit 4 millions de baril/jour et pouvant aller vers plus de 5 à 7 millions, ce qui pose des problèmes de régulations au sein de l'OPEP.

Tous ces événements ont conduit à inonder le marché mondial d'un niveau élevé de la production de pétrole, et par conséquent sur la hausse de l'offre par rapport à la demande, ce qui a un impact négatif sur les cours actuels du pétrole⁷.

1.4.2. Le ralentissement de la demande mondiale sur le pétrole

Le ralentissement et le tassement de la demande du pétrole par rapport à l'offre a conduit à une baisse significative des cours du pétrole. Ce ralentissement est dû à plusieurs facteurs, notamment :

- l'utilisation du pétrole de schiste ;
- les facteurs liés aux conditions météorologiques.

• L'utilisation du pétrole de schiste

La volonté des pays gros consommateurs et importateurs d'assurer leur autosuffisance à travers la réduction des importations, et bien sûr le développement des hydrocarbures non conventionnels.

Par le recours à la technologie de fracturation hydraulique⁸, la production du pétrole de schiste a bondi de 15% en 2013, soit sa forte progression en vingt ans. Contrairement à l'extraction d'hydrocarbures traditionnels, l'exploitation de pétrole de schiste est peu coûteuse et les installations très rapides à mettre en place. Ces puits sont toutefois éphémères, chaque gisement contenant une quantité limitée d'hydrocarbures. Aux Etats-Unis, ces installations sont déjà nombreuses et une dizaine de nouvelles sont construites chaque semaine. Selon l'AIE, les investissements dans le secteur ont plus que doublé entre 2016 et 2017, où le pétrole de schiste a représenté près de la moitié de la production totale de pétrole.

⁷ <http://www.avenir-sans-petrole.org/2016/04/des-nouvelles-du-pic-petrolier.html>

⁸ Pour extraire le pétrole de schiste, il faut forer entre 3 000 à 5 000 mètres, soit environ trois fois plus que pour des hydrocarbures conventionnels. De l'eau et des additifs chimiques sont ensuite injectés à très haute pression dans la roche pour la fissurer et récupérer le pétrole.

Ainsi l'AIE prévoit une production de 11 millions de barils/jour d'ici 2035 ce qui représenterait 66% de la production totale de pétrole aux Etats Unis, une croissance qui sera soutenue par la décision de l'Etat en vue de relancer l'exploitation de pétrole offshore et une autorisation qui a vu le jour pendant l'année 2019.

L'effet du pétrole de schiste américain sur le marché mondial a été indirect, les USA ne peuvent pas exporter leur pétrole à cause des choix stratégiques visant la reconstitution des réserves stratégiques et la continuité à consommer leur propre or noir⁹, d'une part, et garantir l'indépendance énergétique du pays, d'autre part.

- **Les facteurs liés aux conditions météorologiques**

Parmi les causes de la baisse des prix du pétrole, on trouve aussi les conditions météorologiques saisonnières ces dernières années qui ont contribué à occasionner une baisse de la consommation du pétrole en raison notamment du changement climatique dans les pays gros consommateurs caractérisés par une augmentation des températures par rapport aux années précédentes.

1.4.3. Les facteurs géopolitiques

Ces facteurs peuvent être influencés par le prix du pétrole, que ce soit directement ou indirectement, pouvant être liés à des considérations économiques, notamment quand il s'agit de faire face aux nouveaux producteurs d'hydrocarbures non-conventionnel pour préserver sa part de marché.

A titre illustratif, les sanctions qui ont été émises contre la Chine, ont provoqué une baisse de leur croissance à 6.3% en 2016 contre 7.7% en 2013. Du moment que la Chine est considérée comme le plus grand importateur de pétrole, leur consommation en pétrole a pris le coup de fouet, impactant de ce fait la baisse de leur croissance qui a eu un impact négatif sur la demande, ce qui a entraîné la baisse des cours du pétrole.

Le retour de l'Irak, la Libye et l'Iran sur le marché a contribué à créer un excédent variant de 2 à 3 millions de barils par jour, ce qui influe négativement sur le marché. Contrairement à l'Arabie Saoudite qui est le plus grand producteur au sein de l'OPEP qui en sus produit à faible coût, refuse de réduire sa production malgré la baisse marquée des cours du pétrole en 2014. Leur stratégie comme signalé plus haut, vise à asphyxier les producteurs américains d'une part, et de conserver leurs part de marché en Asie afin d'affaiblir l'influence de l'Iran et de la Russie d'autre part¹⁰.

⁹ www.lafinancepourtous.com

¹⁰ Inspiré de BADAOUI N. et GOURI B, « la baisse des cours du pétrole, quels impacts sur l'économie algérienne », mémoire de master Sciences Commerciales promotion 2015-2016.

Section 2 : impact de la baisse des cours du pétrole sur quelques indicateurs macroéconomiques

L'Algérie est confrontée à des défis importants posés par la baisse des cours pétroliers. Elle continue de faire face aux cours qui sont très bas sur son économie qui est fortement tributaire des hydrocarbures. La volonté des autorités de s'adapter à des cours de pétrole très faibles est encourageante. Bien que la croissance se montre résiliente, l'assainissement budgétaire envisagé risque de peser sur l'activité future et d'avoir de lourdes conséquences sur le taux d'inflation, le taux de change, le PIB ainsi que la balance commerciale.

1. Impact de la baisse des cours du pétrole sur la balance commerciale

Le solde de la balance commerciale équivaut à la soustraction des importations (Free On Board¹¹ ou FOB) de biens des exportations (FOB) de ces derniers. Il s'agit d'un agrégat reflétant au mieux le déséquilibre de la balance des paiements et qui renseigne sur la compétitivité de l'économie étudiée.

$$\text{Solde de la balance commerciale} = \text{Exportations (FOB)} - \text{Importations (FOB)}$$

Une balance positive indique que les exportations dépassent en valeur les importations ce qu'on appelle un excédent commercial et une balance négative désigne que les importations dépassent en valeur les exportations donc un déficit commercial.

Pour bien expliquer l'impact de la baisse des cours du baril sur la balance commerciale, nous allons étudier d'abord la valeur des importations ainsi que les exportations à travers le tableau et la figure ci-après :

¹¹ Free On Board : le vendeur est responsable de la marchandise jusqu'à ce qu'elle soit au bord du navire.

Tableau N°15 : évolution de la balance commerciale en Algérie 2005-2019

Unité : Millions USD

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Cours du baril (USD)	54.64	66.05	74.66	98.96	62.35	80.35	112.92	111.49	109.38	99.68	52.79	42.57	54.25	70.22	64.34
Importations (CAF)	20 357	21 456	27 631	39 479	39 294	40 473	47 247	50 376	55 028	58 580	51 501	47 089	46 059	46 197	28977*
Exportations (FOB)	46 328	54 729	60 586	78 589	45 181	57 223	72 867	71 620	64 866	60 129	34 565	29 309	34 569	41 168	24298*
Balance commerciale (FOB-CAF)	25 971	33 273	32 955	39 110	5 887	16 750	25 620	21 244	9 838	1 549	-16936	-17780	-11490	-5 029	-4 679

* : fin août 2019

Source : élaboré par nos soins à partir des données de : <https://prixdubaril.com/petrole-index/petrole-algerie.html> et des données de la Direction de Modélisation BA

Durant la période 2005-2013, qui a été caractérisée par une augmentation marquée des cours du pétrole, la situation de la balance commerciale algérienne enregistre des soldes globaux positifs ; 25 971 millions USD en 2005, 33 273 millions USD en 2006, 32 955 millions USD en 2007. Cette tendance s'explique par :

- une hausse du cours du pétrole algérien qui est passé de 54.64 USD/ baril en 2005 à 66.05 USD/baril en 2006 pour atteindre 74.66 USD/baril en 2007 ;
- une hausse des exportations de 46 328 millions USD en 2005 à 54 729 millions USD en 2006 et à 60 586 millions USD en 2007.

Puis durant l'année 2009, nous avons remarqué une baisse significative de la balance commerciale qui est de 5887 millions USD contre 39 110 millions USD en 2008, cela s'explique par la baisse du Sahara Blend qui a chuté en une année de 98.96 USD en 2008 à 62.35 USD en 2009, suivi par une baisse d'exportations passant de 78 589 millions USD en 2008 contre 45 181 millions USD en 2009.

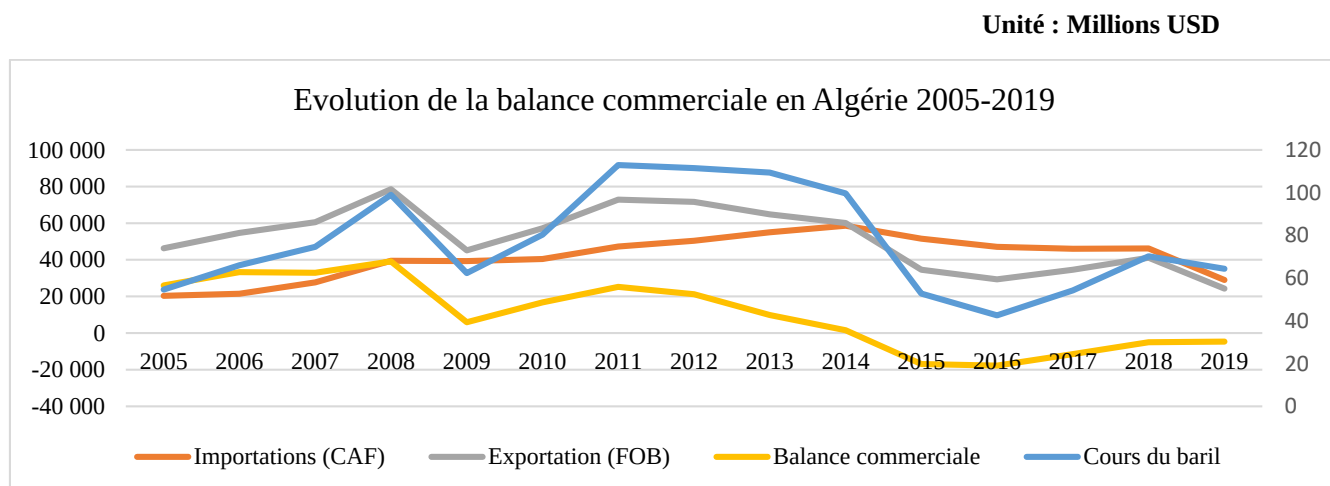
Au cours de la période 2010-2013 nous avons noté un excédent commercial, de 16 750 millions USD en 2010 à 25 620 millions USD en 2011, 21 244 millions USD en 2012, et 9838 millions USD en 2013. Ces résultats sont enregistrés grâce à la tendance haussière qu'a eu le cours du baril durant cette période. En effet, le prix du Sahara Blend a été de 80.35 USD/baril en 2010, pour enregistrer 112.92 USD/baril en 2011 atteignant 111.49 USD/baril en 2012 et avoir une légère baisse à 109.38 USD/baril en 2013.

Mais à partir de l'année 2014, la balance commerciale commence à enregistrer des soldes négatifs, dû à la baisse des cours du pétrole qui ont chuté à 99.68 USD en 2014, à 52.79 USD

en 2015, frôlant la barre de 42.57 USD seulement en 2016, pour connaître une légère hausse en 2017 avec 54.25 USD, 70.22 USD et 64.34 USD respectivement durant les deux années 2018 et 2019.

Cette évolution est illustrée dans la figure ci-dessous ;

Figure N°7 : évolution de la balance commerciale algérienne 2005-2019



Source : élaboré par nos soins à partir des données de : <https://prixdubaril.com/petrole-index/petrole-algerie.html> et des données de la Direction de Modélisation BA.

En effet, les réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie en 2014 font ressortir un excédent de 1 549 millions USD contre 9838 millions USD en 2013, mais ceci se transforme rapidement en déficit en enregistrant un solde négatif de (-16 936) millions USD en 2015, (-17 780) millions USD en 2016, (-11490) millions USD en 2017, (-5029) millions USD en 2018 et (-4679) millions USD en 2019.

Cette tendance s'explique par la hausse des importations et la baisse des exportations malgré les réformes déjà imposées par la loi, et aussi dû à la baisse des cours du baril de pétrole. A cet effet, les importations ont augmenté de 6% par rapport à l'année 2013 passant de 58.580 milliards USD en 2014 contre 55.028 milliards USD en 2013, alors que les exportations ont reculé de 7.9% passant de 64.866 milliards USD en 2013 à 60.129 milliards USD en 2014.

Puis en 2015, la balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 16.936 milliards USD contre un excédent de 1.549 milliard USD en 2014. Cette tendance s'explique simultanément par la baisse des exportations ainsi que les importations enregistrées durant cette période. Les exportations ont reculé à 34.565 milliards USD en 2015, 29.309 milliards USD en 2016, pour atteindre 34.569 milliards USD en 2017, une valeur de 41.168 milliards USD en 2018 et enfin 24.298 milliards USD les huit premiers mois de 2019. Mais cela reste insuffisant car les importations ont toujours enregistré des valeurs supérieures à celles enregistrées par les

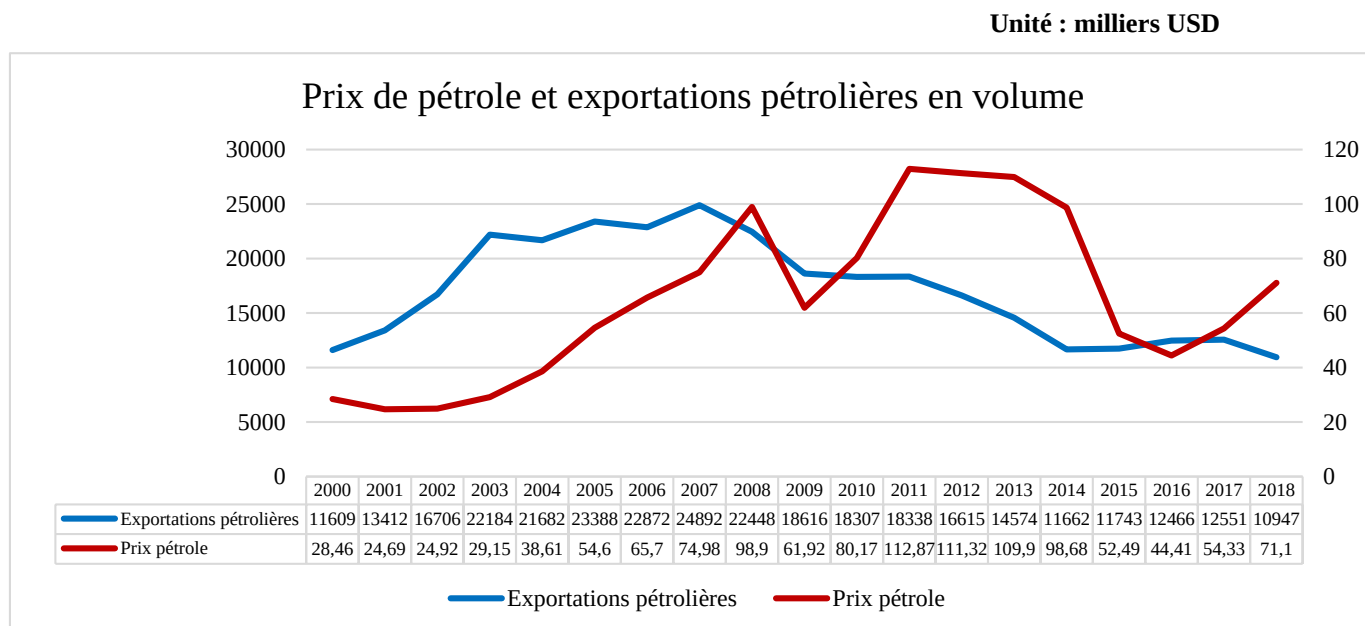
exportations, en passant de 51.501 milliards USD en 2015 à 47.089 milliards USD en 2016 et baisser d'un taux de 2% pour atteindre un seuil de 46 milliards USD en 2017 et 2018 et enfin chuter de près de 59% et avoir un solde de 28.977 milliards USD les premiers huit mois de 2019.

Cela s'est traduit par un déficit de la balance commerciale à partir de l'année 2015 où on enregistre une valeur négative de 16.936 milliards USD pour connaître une tendance haussière avec un taux de 5% et un nouveau déficit de 17.780 milliards USD. Avec une légère augmentation des exportations enregistrée durant l'année 2017, le déficit s'est réduit à 11.490 milliards USD. L'année 2018 et 2019 se sont montrées beaucoup plus compromettantes en enregistrant respectivement des valeurs de 5.029 milliards USD et 4.679 milliards USD.

1.1. La structure des exportations pétrolières durant l'année 2000-2018

Les exportations de l'économie algérienne continuent à être quasi-exclusivement composées de produits d'hydrocarbures qui représentent l'essentiel des exportations à l'étranger avec une moyenne de 97% du taux global des exportations, et qui représente la principale source de revenu du pays d'où la qualification de l'économie algérienne comme économie rentière.

Graphique N°9 : évolution des exportations pétrolières en volume et du prix du pétrole 2000-2018



Source : établi par nous-mêmes à partir des données de la BA

Le graphique des deux séries exportations pétrolières en volume et prix de pétrole en USD montre l'existence de deux phases différentes ;

- 1- une tendance haussière de 2000 jusqu'à 2007, qui traduit clairement l'évolution des exportations pétrolières avec la hausse progressive des cours du pétrole.

- 2- Une tendance baissière du niveau des exportations pétrolières causée par la chute brutale des cours du pétrole à partir de 2008. Et malgré la légère remontée des prix à partir de 2015, le niveau des exportations est resté stagné.

Les données de la série des exportations sont portées dans le tableau ci-après :

Tableau N°16 : évolution du niveau des exportations pétrolières algériennes 2000-2018

Unité : Million USD

Année	Exportations pétrolières	Année	Exportations pétrolières
2000	11609	2010	18306.89
2001	13411.61	2011	18338.47
2002	16707.20	2012	16614.86
2003	22183.56	2013	14573.99
2004	21681.56	2014	11661.98
2005	23387.73	2015	11742.95
2006	22871.99	2016	12446.24
2007	24892.27	2017	12550.93
2008	22448.34	2018	10946.50
2009	18615.86	--	--

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de la BA

D'après les données reprises dans ce tableau, l'évolution des exportations suit la même tendance que celle des prix du pétrole pendant la période 2000-2018.

2. Impact de la baisse des cours du pétrole sur le PIB

La relation entre le secteur de l'énergie et le PIB fournit un bon aperçu sur le degré de dépendance de l'économie nationale envers ce secteur.

Les chocs de prix de pétrole ont une incidence globale sur toutes les économies du monde se traduisant par des crises ou des impacts amortis selon les poids des pays dans l'économie mondiale.

Selon Paul Krugman et Robin Wills le PIB est « *la valeur totale de tous les biens et services finaux produits dans une économie sur une période donnée, habituellement une année* »¹² ; en d'autres termes, le PIB mesure ce que produit l'économie d'un pays au cours d'une période donnée, l'année en général. C'est une mesure de la croissance économique d'un pays donné.

¹² Paul Krugman & Robin Wills, « Macroéconomie », de boek, 2^{ème} édition, P 322.

Il est à distinguer tout d'abord entre le PIB et le PNB, et aussi entre le PIB réel ¹³ou volume et le PIB valeur.

Le PIB est la somme des valeurs ajoutées créées en une année par toutes les entreprises nationales et étrangères, implantées sur le territoire d'un pays¹⁴. Par exemple, la production des sociétés américaines basées en Algérie entre dans le PIB de l'Algérie, et non dans celui des Etats-Unis.

La plupart des pays considèrent le PIB comme le meilleur indicateur de l'activité économique, cependant, jusqu'au début des années 1990, l'Allemagne, le Japon et les États-Unis utilisaient le PNB, qui totalise les revenus perçus par les résidents d'un pays, quelque soit la localisation (sur le territoire national ou à l'étranger) de leurs actifs.¹⁵ Autrement dit, le PNB est égal au PIB, augmenté de la différence entre les revenus des facteurs du travail et du capital en provenance du RDM et les revenus des facteurs du travail et du capital versés au reste du monde.

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \text{revenus des facteurs en provenance du RDM} - \text{revenus des facteurs versés au RDM}$$

Pour reprendre l'exemple précédent, les revenus perçus par une société américaine basée en Algérie sont comptabilisés dans le PNB des États-Unis, et non dans celui de l'Algérie.

2.1. Les composants du PIB, approche dépense

Le PIB optique dépense, est constitué dans une économie ouverte de :

- **consommation des ménages** : elle serait dépendante selon les keynésiens du revenu disponible des ménages et de leurs propensions marginales à consommer.
- **Investissement** : « il s'agit de la valeur des biens acquis au cours de la période pour être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production »¹⁶.
- **Dépenses publiques** : il s'agit des dépenses effectuées par les administrations publiques, centrales et locales. Elles peuvent être distinguées en dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement.
- **Exportations nettes et importations** : en effet, une partie du produit agrégé pourrait être vendu à l'extérieur, de même, une partie du revenu national pourrait être des

¹³ Le PIB réel tient compte seulement des quantités produites contrairement au PIB valeur qui tient compte de la variation des quantités et des prix, par conséquent il est utilisé pour mesurer la croissance économique d'un pays donné, pour le calculer : $\text{PIB volume} = (\text{PIB valeur} / \text{indice des prix de manière à enlever l'effet de l'inflation}) * 100$.

¹⁴ Inspiré de Microsoft ® Encarta ® 2009. © 1993-2008 Microsoft Corporate.

¹⁵ Inspiré de Microsoft ® Encarta ® 2009. © 1993-2008 Microsoft Corporate

¹⁶ Gilbert ABRAHAM-FROIS, « INTRODUCTION A LA MACROECONOMIE CONTOMPORAINE », ECONOMICA 2005, P.14.

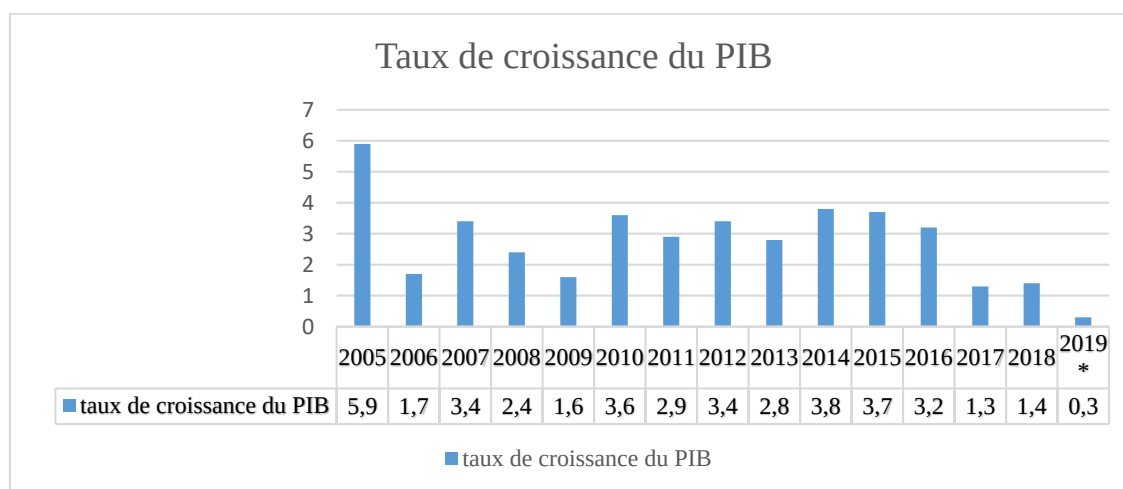
dépenses en produits importés. Ainsi la fonction d'importation serait dépendante du revenu national.

- **Variations de stocks** : les stocks « comprennent tous les biens détenus à un instant donné par les unités de production »¹⁷.

Après avoir défini et différencié entre le PIB et le PNB, nous allons illustrer l'évolution du PIB de l'année 2005 jusqu'à 2019.

Graphique N°10 : évolution du taux de croissance du PIB durant la période 2005-2019

Unité : (%)



* : Deuxième trimestre de 2019

Source : établi par nos soins à partir des données de la BA Direction de Modélisation

Avec le graphique N°10, nous illustrons la situation ainsi que la croissance économique de l'Algérie, car on remarque que l'année 2005 était marquée par une forte croissance avec un taux de croissance du PIB de près de 6%, mais cela s'est rapidement dégradé puisque en 2006 il atteint un seuil de 1.7% comme taux de croissance du PIB ce qu'on appelle la récession économique.

L'année 2007 et 2008 ont été caractérisées d'une légère remontée avec des taux de 3.4% et 2.4% respectivement, ce qui reste toujours peu puisque en 2009 on atteint un taux de 1.6%.

Durant la période 2010 jusqu'à 2014, le taux de croissance du PIB est resté peu variant dans une fourchette allant de 3.6% en 2010 à 2.9% en 2011, puis 3.4% en 2012, 2.8% en 2013, et enfin 3.8% en 2014. Mais la fin de l'année 2014 a été marqué par la baisse brutale des prix du pétrole ce qui s'est répercuté lentement mais sûrement sur la croissance économique, car malgré un taux de 3.7% et 3.2% durant l'année 2015 et 2016, l'année 2017 caractérisée de période

¹⁷ Gilbert ABRAHAM-FROIS. Op.cit P15.

d'austérité enregistre un taux de croissance qui est de 1.3% et 2018 à 1.4%. Cela a continué puisque la moyenne du taux de croissance du PIB des deux premiers trimestres de l'année 2019 résulte d'un taux de 0.3% qui reflète le déficit commercial et l'inflation qui submergent le pays.

3. Impact de la baisse des cours du pétrole sur le taux de change

Nous jugeons qu'il est très important de présenter les différentes notions de base sur le taux de change afin de faciliter la compréhension et d'assimiler les différents concepts.

3.1. Définition du taux de change

Le taux de change est défini comme « *une quantité de la monnaie étrangère que l'on peut acquérir avec une unité de monnaie nationale. Ce rapport exprime le prix d'une monnaie à une autre. Ce prix est déterminé en fonction de l'offre et de la demande de chacune des monnaies sur un marché de change* »¹⁸. Il dépend donc des besoins nés des opérations commerciales (exportations et importations), du tourisme, des investissements directs étrangers, des mouvements de capitaux et de la spéculation des intervenants sur le marché.

3.2. Types de taux de change

On distingue plusieurs formes de taux de change à savoir ;

- **Le taux de change nominal (TCN)** : c'est la valeur d'une monnaie nationale par rapport à une monnaie d'un autre pays.
- **Le taux de change réel (TCR)** : il exprime le prix relatif des produits étrangers (P^*) par rapport aux produits nationaux P (P^*/P) exprimé en monnaie nationale. Il tient en compte l'évolution du taux de change nominal ainsi que celle des prix dans le pays considéré et étranger¹⁹.
- **Le taux de change effectif nominal (TCEN)** : c'est une moyenne géométrique des indices des taux de changes nominaux d'un pays donné par rapport aux monnaies des pays partenaires commerciaux.
- **Le taux de change effectif réel (TCER)** : il tient en compte l'évolution nominale de la monnaie nationale par rapport aux monnaies des pays partenaires commerciaux retenu et de l'évolution des prix locaux dans les pays désignés.²⁰

¹⁸ PIERRE Bezbakh, SOPHIE Gherardi, 2012, « Dictionnaire de l'économie », Édition Larousse .Paris, p.117.

¹⁹ LUSERVE.D, GARDY.A, 1996, « Le taux de change », Édition. Dalloz, Paris, p.88

²⁰ DARVISENET Philips, 2004, « finance internationale », Edition. Dunod, Paris, p.64.

3.3. Les régimes du taux de change

Comme il n'existe pas de monnaie internationale, la participation aux échanges internationaux oblige les pays à convertir leur monnaie nationale contre une autre. Cette conversion se réalise sur le marché des changes en fonction du taux de change qui mesure le prix des devises en monnaie nationale résultant de la confrontation de l'offre et de la demande de devises.

Il existe deux types de régimes à savoir :

- **le régime de change fixe** : il consiste à donner un prix fixe par l'Etat à une monnaie autour duquel les cours des autres monnaies ne doivent pas varier, ce qu'on appelle une parité officielle, le taux ne peut alors être modifié que par une décision de dévaluation ou de réévaluation de cet Etat ;
- **le régime de change flottant** : il se caractérise par la liberté de laisser au marché des changes de déterminer le cours des monnaies les unes aux autres en fonction de l'équilibre entre l'offre et la demande.

Un marché de change est un marché mondial interbancaire de monnaies de moins en moins centralisé sur des lieux spécifiques de cotation et d'échanges, car reposant sur des liaisons informatiques entre banques.

- Le taux de change est :
 - soit un cours *spot*, c'est-à-dire « au comptant », pour les achats et ventes immédiats de devises. En général, le délai de livraison de devises est de 2 jours ouvrables pendant les jours de travail et il peut dépasser ce délai si la livraison doit être faite pendant des jours fériés ;
 - soit un cours *forward*, c'est-à-dire « à terme », pour les opérations de change à une date d'échéance future. La mission est de gérer le risque. C'est un accord pour fixer dès aujourd'hui le prix auquel on va acheter/vendre la devise à terme.

3.4. Les déterminants du taux de change

L'un des instruments les plus importants de la politique économique d'un pays ouvert sur l'extérieur, est le taux de change. Il est à la fois un moyen de régulation monétaire et un outil par excellence de compétitivité extérieure d'un pays. Considéré comme une variable macroéconomique clé par laquelle sont censées s'ajuster entre elles les économies internationales. Le taux de change a retenu l'attention de plusieurs économistes afin de cerner ses déterminants.

La littérature distingue deux catégories : les théories qui expliquent le taux de change selon l'approche réelle et les théories adoptant l'approche financière.

3.4.1. Les approches réelles du taux de change

Les principaux déterminants réels du taux de change sont les prix relatifs des biens et services domestiques et la balance courante.

3.4.1.1. Théorie de parité des pouvoirs d'achat (PPA)

Cette théorie est l'œuvre de GUSTAV CASSEL. Formulée au lendemain de la première guerre mondiale, après l'interruption des mécanismes de l'étalon-or et le flottement des monnaies, il fut son défenseur durant les années 20. Voulant fournir à son gouvernement une nouvelle méthode pour définir le taux de change en vue de rétablir les relations du commerce international, son argument fut que l'application de cette théorie pouvait faire éviter les grands écarts des cours des différentes monnaies, et participerait à leurs ajustements à la suite d'une situation inflationniste éventuelle. Cette théorie établit donc une relation entre le taux d'inflation et le cours des monnaies dans deux pays différents.

La PPA est définie comme un taux de change qui équilibre la valeur unitaire de deux biens (ou deux paniers de biens) fabriqués dans deux pays différents. Parfaitement substituables et librement échangés. Le pouvoir d'achat d'une monnaie est la quantité de biens et services qu'elle permet d'acquérir, influencé par des prix généraux domestiques et étranger²¹.

On distingue deux catégories de théories de PPA :

a. Parité des pouvoirs d'achat absolue

Une version dite absolue, dans laquelle le cours de change de la PPA assure un niveau de conversion tel qu'une unité de monnaie doit avoir un pouvoir d'achat identique dans le pays d'origine et à l'étranger. Le cours de change de PPA (St cotation à l'incertain) est défini comme le ratio des niveaux de prix du bien dans les deux pays concernés²².

$$S_t^{Abs} = \frac{P_t}{P_t^*}$$

- S_t^{Abs} : Cours de change à l'incertain à l'instant T.
- P_t : Indice des prix domestique à l'instant T.
- P_t^* : Indice des prix étrangers à l'instant T.

b. Parité des pouvoirs d'achat relative

Lorsque deux monnaies ont été l'objet d'une inflation, le cours normal de change sera égal à l'ancien cours multiplié par le quotient du degré d'inflation dans un pays et dans l'autre²³.

²¹ PLIHON Dominique, op-cit. P.48

²² DOHNI Larbi, HAINAUT Carol, « le taux de change, déterminants, opportunités et risques », Ed.Boeck, Bruxelles 2004, P.153

²³ Idem

3.4.1.2. Ajustement par la balance de paiement

C'est un compte recensant toutes les transactions des résidents du pays avec les non-résidents, ces transactions portent sur des marchandises, des services, des titres ou des monnaies, effectuées pendant une période déterminée généralement une année. Elle se compose de trois comptes ; compte des transactions courantes, compte des opérations en capital et le compte financier. Dans une situation d'excédent de la balance de paiement, c'est-à-dire, il y a une augmentation de la demande pour une devise nationale, et dans le cas contraire, un déficit de la balance de paiements accroît la demande pour la devise étrangère qui déclenchera une dépréciation de la monnaie nationale (plus d'offre de la monnaie locale contre la demande des devises).

3.4.2. Les approches financières du taux de change

Les insuffisances et l'incapacité explicative des analyses théoriques du taux de change qui sont basées sur les échanges internationaux de biens et services au détriment du rôle des variables financières ont conduit à retirer d'autres théories qui intègrent ces dernières.

3.4.2.1. Théorie de parité du taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sont des variables explicatives importantes de l'évolution des taux de changes à court terme pour les opérateurs afin d'effectuer un arbitrage entre détenir une monnaie nationale ou une monnaie étrangère. L'écart du taux d'intérêt entre deux monnaies doit refléter le taux d'évolution anticipé du taux de change.

Leur influence est évidente : si un pays augmente ses taux d'intérêt par rapport à un autre pays, alors les placements qu'il propose deviennent plus attractifs. Augmentation de la demande de monnaie domestique à la recherche des placements plus rentables. Son taux de change va s'apprécier. Sinon, s'il baisse les taux d'intérêt c'est-à-dire moins de rémunérations par rapport à un autre pays, il décourage les opérateurs, moins de placements, moins de demandes, la monnaie domestique déprécie dans une condition de libre circulation de capitaux.

La formule de PTI de cours de change à terme ²⁴ :

$$\frac{F}{S} = \frac{1 + i}{1 + i^*}$$

F : Taux de change à terme ;

S : Taux de change au comptant ;

i : Taux d'intérêt du pays considéré ;

²⁴ MICHEL Dupuy, « Cardebat Jean-Marie et Jegorel Yves », 2006, P.92

i^* : Taux d'intérêt du pays étranger

On distingue deux sortes de PTI : la PTINC (non couverte) et la PTIC (couverte).

- PTINC : Cette stratégie consiste à laisser la position de change de l'entreprise ouverte sans couverture. Donc il existe un risque de change puisqu'il n'est pas connu avec certitude, par contre on le prévoit, ce qui fait que les acteurs sont des spéculateurs.
- Le PTIC : Dans ce cas, la règle de la PTIC ne comporte pas un risque puisque le taux de change futur anticipé est certain. Cependant, l'investisseur peut se couvrir contre ce risque de change grâce au marché des changes à terme. Il pourra vendre ses dollars à un taux convenu à la signature du contrat, et son placement est intégralement couvert.

3.4.2.2. L'approche monétaire du taux de change

Le taux de change est le prix relatif de deux monnaies. Il est déterminé selon les lois d'équilibre du marché c'est-à-dire l'offre et la demande de monnaie domestique et étrangère. Cette approche a été développée par Frenkel en 1976. Le raisonnement des monétaristes est la demande de monnaie qui est considérée comme une fonction macro-économique. Elle dépend du revenu, des prix, taux d'intérêt²⁵.

$$M = P.L(Y, i)$$

$$M^* = P^*.L(Y^*, i^*)$$

$$P = E.P^*$$

$$E = \frac{M}{M^*} \cdot \frac{L(Y^*, i^*)}{L(Y, i)}$$

- M et M^* : Les stocks de monnaies domestiques et étrangères.
- P et P^* : Le niveau général des prix domestiques et étrangers.
- Y et Y^* : Les revenus réels domestiques et étrangers.
- i et i^* : Les taux d'intérêt réels domestiques et étrangers.
- E : Le cours d'une unité de devise étrangère en monnaie nationale (cotation à l'incertain, une hausse de E correspond à une dépréciation de la monnaie nationale).

Selon l'équation, la dépendance du taux de change de l'offre et de la demande de monnaie contrôlée par les autorités monétaires. Un accroissement du revenu réel domestique implique une augmentation de demande de monnaie nationale qui se traduit par une appréciation.

3.4.2.3. Théorie de choix de portefeuille

La théorie du portefeuille soutient que les taux de change sont déterminés par l'offre et la demande d'actifs financiers. Ce modèle est développé par Branson en 1975 et McKinnon 1969

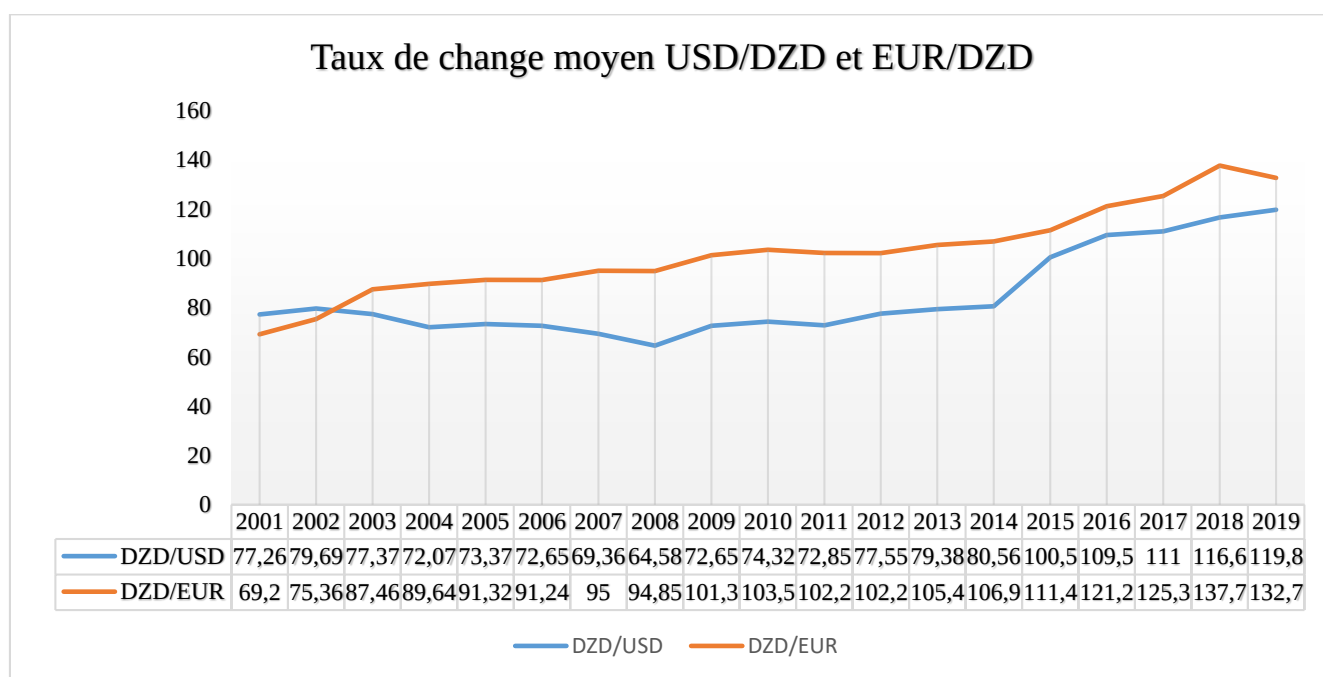
²⁵ PLIHON Dominique, op-cit, P.52

et Kouri 1976, s'inspire de la théorie du choix de portefeuille initiée par Tobin et Markowitz dans les années 1950²⁶. Cette théorie stipule que, la hausse du taux d'intérêt domestique augmente la part désirée de la richesse détenue sous forme d'actifs, ce qui accroît la demande de monnaie nationale provoquant une appréciation de son cours de change, par contre la hausse du taux d'intérêt étranger fait baisser la demande en monnaie domestique qui sera dépréciée.

3.5. Taux de change et prix du pétrole

Afin de bien comprendre le comportement et l'évolution du taux de change à travers le temps, nous avons élaborer le graphique ci-après pour pouvoir distinguer entre le taux de change à l'importation et à l'exportation et pouvoir tirer une conclusion sur la situation monétaire de l'Algérie de nos jours.

Graphique N°11 : évolution du taux de change moyen USD/DZD et EUR/DZD



Source : élaboré par nos soins à partir des données de la BA

L'Algérie est un pays mono exportateur de pétrole, il effectue ses exportations en USD contrairement à ses importations qui se font en EUR.

A partir du graphique N°11, nous constatons que la période 2001-2002 se caractérise par une stabilité commerciale sachant que le taux à l'exportation est supérieur de celui à l'importation avec une moyenne de 77.26 et 79.69 DZD pour 1USD ainsi que 69.2 et 75.36 DZD pour 1EUR respectivement. Mais à partir de l'année 2003, les rôles s'inversent d'où l'enregistrement d'une

²⁶ PLIHON Dominique, Op-cit, P.57

balance commerciale négative car le taux de change moyen DZD/USD a été en dégression continue comparant au taux moyen DZD/EUR.

Durant la période 2003-2012, le taux de change DZD/USD a connu une légère fluctuation, enregistrant des taux qui varient entre 77.37 en 2003, pour baisser à 72.07 en 2004, 73.37 en 2005, 72.65 en 2006, 69.36 en 2007 et chuté à une moyenne de 64.58 en 2008. L'année 2010, marque une légère hausse atteignant une moyenne de 74.32 passant d'un taux de 72.65 en 2009, cela reste peu variant durant la période 2011 jusqu'à 2013 avec des moyennes de 72.85, 77.55 et 79.38 respectivement.

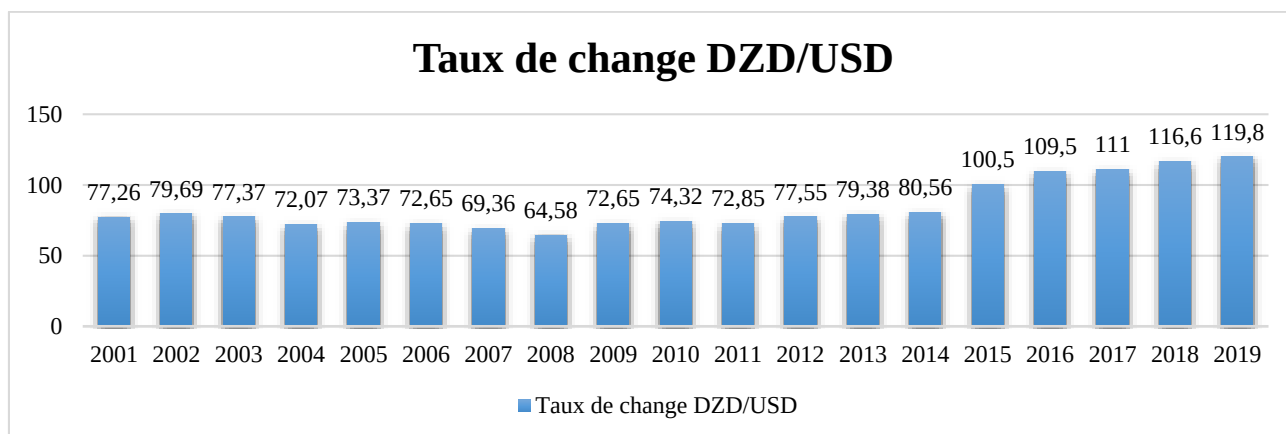
L'année 2014 marque le début d'une tendance haussière au niveau des taux moyens DZD/USD avec 80.56, atteignant le seuil des 100.5 en 2015 pour connaître une moyenne de 119.8 en 2019, passant de 109.5 en 2016, 111 en 2017 puis 116.6 en 2018.

Du côté des importations, le taux de change DZD/EUR était plutôt important car on assiste à une variation de plus en plus haussière, passant de 87.46 en 2003, 89.64 en 2004 à une stabilité qui enregistre une moyenne de 91 en 2005 et 2006. Puis on a assisté à une légère hausse d'un taux de change de 95DZD pour 1 EUR en 2007 jusqu'à une moyenne de 101.3 en 2009 qui connaît un quasi équilibre jusqu'à 2014 avec des taux qui varient entre 101 à 106.9 en 2014. Mais la période 2015-2019 a été caractérisée par une évolution du taux de change DZD/EUR avec des moyennes de 111.4, 121.8, 125.3, 137.7 et 132.7 respectivement.

On conclue à partir de ces différentes moyennes entre le taux de change DZD/USD et DZD/EUR que la balance commerciale a connu une période de croissance avec un excédent commercial remarquable mais à partir de l'année 2014, le taux de change DZD/USD a chuté contrairement au taux DZD/EUR qui a connu une augmentation d'où l'enregistrement d'une récession économique donc un déficit commercial brutal.

Nous reprenons dans le graphique ci-après l'évolution du taux de change DZD/USD afin de mieux cerner l'impact de la baisse des cours du pétrole et sur la totalité des exportations et sur la valeur du dinar algérien.

Graphique N°12 : évolution du taux de change DZD/USD 2001-2019



Source : établi par nous-mêmes à partir des données de la BA

Il reste à savoir que l'instabilité a pris le dessus sur le marché international de pétrole à partir du contre-choc pétrolier des années 1986, cependant, le prix du baril reste fluctuant et varie dans le temps.

Le graphique ci-dessus nous montre que durant la période 2001-2013, le taux de change DZD/USD varie autour d'une moyenne qui est près d'un taux de 74.08 qui se traduit comme suit : 1USD $\longrightarrow$ 74.08 DZD.

Mais à partir de la fin de l'année 2014, où on assiste à une baisse brutale et drastique des cours du pétrole, la minime appréciation du cours du dollar, et les différentes politiques de la diminution de la production de pétrole afin de maintenir le cours de l'or noir ont mené à la baisse importante de la valeur du dinar car selon la logique économique, si le taux de change DZD/USD s'apprécie, la valeur du dinar va baisser, ce que démontre notre graphe N°12.

Section 3 : les stratégies adoptées par l'Algérie pour faire face à la baisse des prix du pétrole

L'effondrement des cours du pétrole rend la situation critique pour l'Algérie, en raison de sa dépendance à la rente pétrolière et du fait qu'elle est excessivement exposée aux fluctuations du marché pétrolier dû à la faible diversification de son économie, qui présente à la fois des défis mais peut également être l'occasion d'adopter des réformes structurelles propres à assainir durablement ses finances publiques et à lui ouvrir la voie d'une diversification économique accrue.

L'Algérie fait face à plusieurs défis notamment en matière de choix politiques et de développement économiques à adopter et qui doivent avoir pour objectif principal la réduction de la dépendance de l'économie à l'égard du secteur des hydrocarbures, ainsi que de

promouvoir une économie en expansion plus diversifiée et tirée par des investissements dans les différents secteurs d'activités hors hydrocarbures.

1. Les défis majeurs auxquels est confrontée l'économie algérienne

La dépendance de l'économie envers les recettes d'exportation des hydrocarbures a permis au pays d'avoir des caractères économiques distinctifs ;

- ses réserves d'hydrocarbures sont appelés à s'épuiser ;
- le prix du pétrole est très instable d'où l'instabilité des revenus qui se répercute sur les différents agrégats macroéconomiques ;
- le secteur des hydrocarbures est généralement déconnecté du reste des secteurs de l'économie ;
- les recettes pétrolières occupent une place importante dans l'ensemble des recettes publiques.

Suite à ces caractères distinctifs, le choix des politiques à entreprendre peut être réparti en quatre groupes :

- le premier est celui de la mise en place d'une bonne gestion des recettes issues de l'exportation des hydrocarbures ;
- le second consiste à diversifier les activités, les exportations et les sources de financement de l'économie ;
- le troisième a trait à l'amélioration de la qualité des services publics ;
- le quatrième, la croissance de la part des énergies renouvelables ;

1.1. Une gestion efficace des réserves en hydrocarbures et des recettes d'exportations

La valeur d'une société qui exploite des ressources naturelles non renouvelables se fonde sur la valeur de ses réserves restantes afin d'estimer les coûts de remplacement de ces dernières et de comparer les positions financières d'un exercice à l'autre, car c'est un élément important pour s'adresser aux marchés financiers afin de rechercher des investisseurs et de partager les risques et les rémunérations associés à l'activité d'Exploration-Production.

Une meilleure gestion des réserves en hydrocarbures et des recettes d'exportations permettra à une économie dépendante des revenus tirés de l'industrie d'hydrocarbure de mieux gérer les risques liés à l'instabilité de la conjoncture du marché international du pétrole.

1.1.1. La gestion des réserves en hydrocarbures

Plus qu'une source de devises pour le pays, les hydrocarbures constituent la pierre angulaire du budget et tiennent une place de choix dans le processus de création de richesse par la manne qu'elles représentent.

Les réserves prouvées de pétrole de l'Algérie étaient estimées par BP à 1.5 milliards de tonnes fin 2014 (12.2 milliards de barils), soit 22 années de production au rythme de cette année, ce qui a classé le pays au 17^{ème} rang mondial avec 0.7% du total mondial.²⁷

Une gestion de réserves des hydrocarbures est celle qui consiste à utiliser ces réserves pour le bénéfice de la population à long terme, plus particulièrement des générations futures.

Avec la nouvelle loi de finance 2020, le conseil des ministres a adopté un projet sur les hydrocarbures ainsi que cinq projets de décrets présidentiels consacrés à ce secteur, dont certains concernent des accords avec des sociétés pétrolières étrangères, telles que la britannique KNOC limited ou l'espagnole Cepsa.

Trois types de contrats pourront être proposés aux investisseurs étrangers souhaitant s'associer à Sonatrach :

- le contrat de partage de la production, c'est-à-dire que l'opérateur étranger prend les risques à la fois de profits et des pertes ;
- puis le contrat de participation où Sonatrach et la compagnie pétrolière partenaire ont les mêmes droits et obligations en termes de dépenses, de rémunération et de paiement de la fiscalité. Dans ce type de contrat, la compagnie étrangère s'engage à installer une succursale dans le pays ;
- enfin, le troisième contrat de prestation de service permettrait à Sonatrach de faire appel à l'expertise d'une compagnie étrangère pour développer, par exemple, des gisements difficiles à exploiter, ou améliorer la récupération des gisements matures.²⁸

Ce projet de loi permettra d'élargir l'exploitation des potentialités nationales en hydrocarbure tout en faisant appel à l'expertise étrangère et la bonne étude du marché pétrolier international, ce qui aidera à mieux gérer les réserves, car la demande énergétique nationale explose, et l'Algérie se trouve face au défi de la gestion de ses sources d'énergie puisque 60 % des réserves en cours d'exploitation sont consommées, selon le directeur des hydrocarbures au ministère de l'Énergie. Mais avec un rythme de production journalier de 1,2 million de barils, le

²⁷ Statistiques de British Petroleum (juin 2015), Review of the World Energy, P.06

²⁸ D'après <https://www.jeuneafrique.com/842929/economie/algerie-letat-tente-dattirer-les-investisseurs-dans-ses-hydrocarbures-avec-un-projet-de-loi-polemique/> publié le 14/10/2019

gouvernement envisage une augmentation de la production de pétrole pour satisfaire la demande interne, dont la croissance annuelle en 2019 atteint 7 %.²⁹

1.1.2. La gestion des recettes d'exportations des hydrocarbures

Une gestion des recettes d'exportations des hydrocarbures permettra d'atténuer l'impact de la volatilité des recettes de cette ressource sur la liquidité de l'économie, à travers les instruments de la politique monétaire.

L'Algérie se remet petit à petit des revers économiques qu'elle a connus, en raison de la faiblesse des prix du pétrole depuis 2014, et étant donné que les prix du pétrole se sont améliorés sur ce contre-choc pétrolier, les exportations de pétrole ont bénéficié d'une hausse de 19% du prix moyen à l'exportation jusqu'à l'année 2017.³⁰

Selon le ministre de l'énergie, les recettes pétrolières ont enregistré un recul sensible durant les neuf premiers mois de l'année 2019, voir 24,6 milliards USD contre 29 milliards USD durant la même période en 2018, soit une baisse de plus de 15%.³¹ En effet, il a assuré que le ministère de l'énergie poursuivra la finalisation de ses programmes tracés en fonction du budget annuel.

Cependant, cette bonne gestion des recettes peut se faire :

- en établissant des licences d'importations et trier les bonnes et mauvaises importations et celles facultatives ;
- tenter de diminuer les entrées sur le marché national de produits dits de luxe ou de prestige ou ceux importés qui sont fabriqués en quantités suffisantes localement.

Cela passe impérativement par l'identification et la classification d'aliments de première nécessité, tels que les céréales, le lait... La mise en application d'une telle mesure ne peut, toutefois, contribuer amplement à la réduction de la facture des importations. Importer des biens et des équipements qui seront exploités pour la relance de la production nationale pourra être bénéfique à l'économie nationale sur le court et le long terme.

1.1.3. Les principes directeurs d'une gestion efficace de la richesse en hydrocarbures

Trente ans après la nationalisation des hydrocarbures, la richesse pétrolière accumulée semble avoir disparu tant elle est absente des indicateurs d'évaluation du bien-être de l'Algérie. L'envolée du prix du baril, bondissant de 30 à 147 USD entre 2002 et 2008, lui a procuré des

²⁹D'après <https://www.jeuneafrique.com/842929/economie/algerie-letat-tente-dattirer-les-investisseurs-dans-ses-hydrocarbures-avec-un-projet-de-loi-polemique/>

³⁰ D'après <https://www.agenceecofin.com/trade/0205-56578-algerie-en-2017-les-recettes-d-exportation-de-petrole-et-de-gaz-ont-atteint-33-2-milliards-de-dollars>

³¹ D'après <https://www.algerie-eco.com/2019/10/28/recul-sensible-recettes-hydrocarbures-2019/>

revenus extérieurs inespérés, qui lui ont permis de se doter de réserves en dollars estimées en 2009 à 150 milliards, ce qui a pu offrir au pays un nouvel envol économique. Mais, alors que les drames de la décennie 1990 ne sont pas entièrement pansés et que les illusions de la richesse pétrolière se sont évaporées dans les méandres de la précarité, ce retour inattendu de l'abondance financière ne manque toutefois pas d'inquiéter.³²

Malheureusement, ce renouveau est fragile. Redevenu stratégique, le secteur des hydrocarbures se trouve placé une fois de plus au cœur de la politique de développement et d'une croissance qui s'en avère entièrement dépendante.

En effet, une gestion efficace de la richesse en hydrocarbures dépendra du type de stratégie à adopter, celle qui doit permettre de relever des défis macroéconomiques liés à la gestion des recettes d'exportations, tout en tirant profit de cette ressource naturelle qui joue le rôle principal dans l'économie algérienne.

L'aboutissement à ces résultats nécessite de s'appuyer sur quelques principes directeurs tels que :

- l'appui sur la stabilité budgétaire ;
- l'appui au développement des activités productives hors hydrocarbures ;
- l'appui à l'amélioration des services de base (le logement, la santé, l'éducation,...) ;
- l'appui à l'investissement des recettes pétrolières dans des actifs à l'étranger et/ou en un fond pétrolier.

1.2. La réduction de la vulnérabilité de l'économie à la volatilité du prix du pétrole par la diversification économique

L'économie algérienne est caractérisée par l'importance du rôle qu'y jouent les hydrocarbures notamment en tant que principale source de revenus d'exportations.

Les exportations hors hydrocarbures du pays demeurent très faibles, l'Algérie est classée au 99ème rang sur 134 pays. La diversification de l'économie constitue le principal défi qui consiste à redynamiser l'appareil productif, à assurer une croissance économique hors hydrocarbure forte et durable et à réduire d'avantage le chômage.

L'investissement d'une manière générale et plus particulièrement l'investissement privé et l'investissement direct à l'étranger, sont les facteurs les plus déterminants qui auront un rôle majeur dans la diversification de l'économie algérienne, cependant cette diversification est élaborée par de nouvelles mesures décourageant les IDE, à savoir ;

³² D'après Luis MARTINEZ ; « Algérie : les illusions de la richesse pétrolière », Etudes du CERI, 2010
<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01023906/document>.

- un plafond de 49% pour la participation étrangère dans tout nouvel IDE (ce qui n'est plus le cas avec la loi de finance 2020, car un pays étranger peut investir en Algérie les 100% de la part de participation) ;
- une balance de devise positive pour les nouveaux IDE ;
- la réaffirmation du droit de préemption des autorités publiques sur la vente d'investissement étranger³³.

Pour se faire, l'agence de promotion des exportations PROMEX a été créée en 1966, dans le but de mettre en application sur le terrain, la politique de promotion des exportations, transformée en ALGEX en 2004 qui s'inscrit dans la politique d'expansion des échanges commerciaux et d'intégration mondiale.³⁴

Cette agence est chargée de contribuer aux efforts de promotion des produits algériens et de diversification des exportations à travers ses différentes missions qui se résument comme suit :

- participation à la définition de la stratégie de promotion du commerce extérieur et sa mise en œuvre après son adoption par les instances concernées ;
- analyses des marchés mondiaux et réalisation d'études prospectives globales et sectorielles sur les marchés extérieurs ;
- élaboration d'un rapport annuel d'évaluation sur la politique et les programmes d'exportations ;
- mise en place et gestion de systèmes d'informations statistiques sectorielles et les échanges commerciaux de l'Algérie ;
- conception et diffusion de publications spécialisées et notes de conjonctures en matière de commerce international ;
- suivi et encadrement de la participation des opérateurs économiques nationaux aux différentes manifestations économiques, foires, expositions et salons de spécialités se tenant à l'étranger ;
- assistances aux opérateurs économiques pour le développement d'action de communication, d'information et de promotions relatives aux produits et services destinés à l'exportation.³⁵

Tout cela n'a pu épargner l'agence des différentes contraintes liées à la gestion, car le mode opérationnel actuel ne lui permet pas la fluidité et la facilité dans la réalisation de ses missions.

³³ LAKHDARI Hakim et AYAD Atmane, « L'ouverture économique au Maghreb face à la crise : Quel risque de contamination ? Cas de l'Algérie », Colloque International, « crise, commerce et devenir des économies émergentes en méditerranée », Rabat, 2009, p2-3).

³⁴ www.algex.dz, consulté le 28/02/2020

³⁵ Chambre de commerce et l'industrie du mezghana ; <http://www.ccimezghana.caci.dz>, consulté le 01/03/2020.

Par ailleurs, les contraintes administratives et budgétaires sont lourdes et freinent l'élan de l'ALGEX, ralentissant ses capacités d'intervention.³⁶

1.2.1. Maintenir la stabilité macroéconomique et approfondir les réformes du marché

On peut découper l'économie de l'Algérie indépendante de manière sommaire en 5 périodes :

- de l'indépendance jusqu'en 1987/88 : économie socialiste, planification centralisée ;
- 1987/88-1991 : réforme (libéralisation économique et politique) ;
- 1992-1993 : interruption et remise en cause de la réforme ;
- 1993/94-99 : ajustement structurel ;
- Depuis la fin des années 1990 : ouverture « paradoxale » de l'économie.

A l'indépendance, la récupération des richesses nationales intervient dans le contexte d'un vaste mouvement de naturalisation de l'investissement étranger dans le tiers monde qui dure jusqu'à la moitié des années soixante-dix. La nationalisation des « biens vacants » après le départ des colons (logements, entreprises, commerces, terres, cinémas...) vise à les soustraire à l'appropriation sauvage. Mais les procédures sont opaques et cela ne débouche pas sur la création d'un véritable secteur public.³⁷

Dans la stratégie algérienne de développement, la priorité est mise sur l'industrie, considérée comme seule à même de propulser rapidement le pays dans la modernité. Les revenus des hydrocarbures assureront le financement d'un vaste programme d'investissements planifiés dans des industries placées sous la tutelle de l'État et dédiées au marché intérieur.

Si la priorité est donnée à l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie), l'objectif est l'édification d'un système productif national intégré. Cependant, tandis que les entreprises sont largement dépendantes des importations pour leurs équipements et leurs intrants, seul le secteur des hydrocarbures est tourné vers l'exportation.³⁸ On comprend dès lors les difficultés qu'il y aura plus tard à reconvertir ce système pour diversifier les exportations et pourquoi l'ouverture de l'économie aura pour effet de renforcer la part des hydrocarbures dans le PIB.

Bien que consacrant une réelle rupture avec la politique menée jusqu'alors, il s'agit d'un processus graduel de réforme, devant s'étendre progressivement à l'ensemble de l'économie.

Compte tenu du fait qu'une grande part des recettes d'hydrocarbures du pays est comptabilisée dans des recettes publiques, le défi du maintien de la stabilité macroéconomique dépendra dans une large mesure, de la politique budgétaire et la politique monétaire adoptée.

³⁶ Khemnou B, « pourquoi les exportations hors hydrocarbures ne décollent pas » ; Alger janvier 2015.

³⁷ <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00684329/document> consulté le 02/03/2020

³⁸ <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00684329/document> consulté le 02/03/2020.

Une politique macro prudente consisterait à protéger les activités hors hydrocarbures par une stérilisation des devises étrangères excédentaires et une diversification des recettes budgétaires, tout en accordant une attention particulière à la viabilité budgétaire à long terme, et aux problèmes d'équité économique entre générations.

L'idée de réforme économique et de la préparation de l'après-pétrole est évoquée dès le début des années 80. Durant les années 90, l'économie algérienne connaît une profonde mutation avec le passage d'une économie administrée vers une économie de marché, notamment à travers la mise en œuvre des réformes économiques profondes qui s'est caractérisé par le désengagement de l'Etat de la sphère productive, pour se consacrer à la conduite stratégique de l'économie et la fonction de régulation.

Quoi que le fort potentiel de croissance durable en Algérie reste limité en raison, entre autres, de l'absence d'un véritable marché financier susceptible de mobiliser l'épargne et de l'orienter vers le financement des investissements. Malgré certaines réalisations appréciables (création des institutions et des entreprises de marché, développement relatif du marché obligataire), les résultats demeurent insuffisants. Du fait de la prépondérance du pétrole dans la composition des recettes et le financement des dépenses, la politique budgétaire est difficile à conduire et à contrôler. Le choc pétrolier de 2014 a fait ressortir un certain nombre de vulnérabilités, notamment la viabilité des finances publiques compte tenu de la durée de vie des ressources pétrolières et du besoin de consolidation budgétaire ; la faiblesse des recettes fiscales ; le poids de certaines dépenses courantes ; l'inefficience des dépenses en capital et la structure inadéquate de financement du déficit budgétaire.³⁹

Cependant, on remarque jusqu'à présent les mêmes tendances persistantes toujours à savoir la dépendance à l'égard des recettes d'exportations des hydrocarbures, le faible secteur hors hydrocarbure et l'importation massive de produits de consommation divers.

1.3. La réduction de la dépendance au pétrole

Baisse du budget de fonctionnement, réduction du déficit budgétaire, augmentation des transferts sociaux et instauration d'un impôt sur la fortune : le projet de la loi de finance 2018 adopté par le conseil des ministres, n'apporte pas des révolutions.

Hors hydrocarbures, le déficit commercial du pays reste abyssal, et le secteur des hydrocarbures continue de représenter plus de 93% des exportations algériennes, prenons

³⁹ Inspiré de <https://www.elwatan.com/pages-hebdo/sup-eco/la-politique-budgetaire-en-algerie-evaluation-et-elements-de-reformes-04-11-2019> consulté le 02/03/2020.

l'exemple de l'agriculture, l'Algérie demeure l'un des plus grands importateurs de blé au monde, avec une production ne dépassant pas les 3,5 millions de tonnes de céréales en 2017.⁴⁰

Selon le FMI, l'affaiblissement de la croissance du PIB pétrolier entraînée par l'accord OPEP non-OPEP, ainsi qu'une demande européenne de gaz produit en Algérie inférieure aux prévisions, a été plus que contrebalancée par le redressement de l'activité non pétrolière.⁴¹

Mais le gouvernement compte poursuivre l'effort de dépenses avant de parvenir à l'équilibre des finances publiques. Pour se faire, l'État algérien a défini huit secteurs prioritaires : les produits pharmaceutiques, les technologies d'information et de communication, les produits alimentaires et agricoles, les composants automobiles, l'électronique, la pétrochimie, les matériaux de construction, les cuirs, le textile et le tourisme.⁴²

Dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui aucun prix n'a plus d'importance que celui du pétrole brut, et pour cela, l'Algérie est en mesure de diversifier son économie en menant des réformes ambitieuses pour la rendre moins dépendante aux hydrocarbures.

1.4. Mesures prises pour l'investissement et l'encadrement du financement extérieur

Le projet de loi de Finances pour l'exercice 2020, a été élaboré dans le cadre du retour au processus budgétaire marqué par la rigueur consacrant la rationalisation et l'assainissement des ressources financières pour préserver les grands équilibres financiers et un taux d'inflation réduit, sans remise en cause du caractère social de l'Etat et des secteurs dits prioritaires, à leur tête l'éducation nationale et la santé.⁴³

A ce titre, les prévisions budgétaires au titre de la loi de Finance 2020 maintiennent à un niveau élevé l'effort de l'Etat en matière de politique sociale, se félicitant de l'adéquation des mesures proposées aux efforts de rationalisation des dépenses publiques et de rétablissement des grands équilibres macroéconomiques, notamment celles visant la simplification des procédures d'imposition, l'amélioration des recettes fiscales, la maîtrise de l'importation de biens et services, la promotion de l'investissement, l'encadrement du financement étranger, la préservation de l'environnement, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement de l'économie numérique.⁴⁴

⁴⁰ Inspiré de https://www.econostrum.info/L-Algerie-tente-de-reduire-sa-dependance-au-petrole_a24371.html consulté le 03/03/2020.

⁴¹ idem

⁴² idem

⁴³ <http://www.aps.dz/economie/95641-conseil-des-ministres-adoption-du-projet-de-loi-de-finances-pour-l-exercice-2020> consulté le 03/03/2020

⁴⁴ idem

De ce fait, dans le cadre de la diversification de l'économie nationale et la mise en place d'une stratégie d'accompagnement à l'émergence d'un écosystème favorable à un développement des «start-up», la loi de finances pour 2020 a accordé une exonération en matière de l'IBS et de la TVA au profit des "Start-up". Le gouvernement est déterminé à réhabiliter, moderniser et humaniser l'administration fiscale et à mobiliser toutes les ressources matérielles et humaines pour réaliser cet objectif, considérant que l'appareil fiscal se situe au cœur du processus de réforme et de développement de l'économie nationale.⁴⁵

Dans le même objectif, la loi de finances pour 2020 a institué un compte d'affectation spécial de trésor, intitulé « Fonds d'appui et de développement de l'écosystème "start-up" ». Cette mesure vise à soutenir et accompagner les "start-up" en phase de démarrage et permettre ainsi le développement d'un écosystème favorable à leur émergence.

Ce Fonds est alimenté en recettes par la dotation de l'Etat, le produit des taxes parafiscales ainsi que toutes autres ressources et contributions.

- Institution d'une exonération en matière d'IBS et de TVA pour les transactions commerciales réalisées par les « Start Up » et création d'un fond d'appui et de développement de l'écosystème « Start Up » (Article 69 et 131 LF 2020).⁴⁶

Dans le cadre du développement économique des territoires frontaliers du sud et des régions enclavées, et compte tenu de la profondeur africaine de l'Algérie, la loi de finances pour 2020 a créé des « zones économiques de développement des régions frontalières du sud et des régions enclavées » et des « zones économiques de développement de la logistique commerciale et des services » pour se positionner sur le marché africain comme acteur dynamique et créer, ainsi, des plateformes d'échanges commerciaux interafricains au niveau des zones frontalières du Sud (Tamanrasset, Illizi et Tindouf).

⁴⁵ <https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/component/content/category/images/imprimes/G%208.pdf>

⁴⁶ Ministère des finances, direction générale des impôts communiqué relatif à la loi de finance pour 2020.

Conclusion du chapitre

Ce présent chapitre met clairement en évidence l'importance du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne.

L'Algérie après 55 années d'indépendance, n'a pas pu sortir de la sphère de financement de son économie par la rente pétrolière, cela dit, l'économie algérienne demeure dépendante d'une façon importante des hydrocarbures et sa contribution directe à la formation du PIB.

Cependant, depuis les années 90, et sous l'impulsion accrue à la mondialisation, les réformes économiques ont eu principalement pour objectif de transformer l'économie algérienne centralisée à une économie libérale ouverte. La démonopolisation du commerce extérieur a vraiment amplifié les échanges extérieurs et permet par la suite de renforcer le degré de l'ouverture économique. Cette ouverture de l'économie algérienne est réellement vécue dès l'entrée en vigueur de l'accord d'association signé avec l'Union Européenne le principal partenaire de l'Algérie.

Dans l'ensemble, l'équilibre extérieur a été globalement maîtrisé, les indicateurs du commerce extérieur réalisent des performances, de même que l'orientation de la structure des importations. Ces résultats positifs demeurent encore très fragiles puisque les capacités d'exportations hors hydrocarbures sont très faibles. Cette situation est dû à la baisse spectaculaire des prix du Brent depuis l'été 2014 et son maintien à un bas niveau est considéré comme un choc positif à court terme pour la croissance des économies importatrices de pétrole, mais elle constitue un frein pour la croissance des économies exportatrices telle que l'Algérie, entraînant une dégradation du rendement de l'industrie pétrolière et de moindres rentrées de devises qui ont mené directement à un brutal ralentissement de l'activité économique et à la dépréciation de la monnaie nationale.

Cependant, l'Algérie reste un pays sensible et fragilisé par la forte baisse des cours du pétrole, car cela n'arrête pas de mettre en péril les fondements budgétaires et qui fait croire le risque d'instabilité financière et économique.

***CHAPITRE IV :
estimation de la
volatilité des cours du
pétrole et de la dette
extérieure***

Chapitre 4 : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et de la dette extérieure

L'économétrie est le principal outil d'analyse quantitative utilisé par les économistes et gestionnaires dans divers domaines d'application, comme la macroéconomie, la finance ou le marketing.

Les méthodes de l'économétrie permettent de vérifier l'existence de certaines relations entre des phénomènes économiques, et de mesurer concrètement ces relations, sur la base d'observations de faits réels¹.

Dans son acception la plus restreinte, l'économétrie est un ensemble de techniques utilisant la statistique mathématique qui vérifient la validité empirique des relations supposées entre les phénomènes économiques et mesurent les paramètres de ces relations².

L'objectif de cette étude, est d'élaborer un modèle du taux de change par différentes variables macro-économiques tout en introduisant la variable prix du pétrole à l'aide des séries chronologiques.

Afin d'étudier l'impact de la baisse des cours du pétrole ainsi que la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien, nous allons utiliser la modélisation Moindre Carrée Ordinaire avec des séries de données mensuelles et d'autres annuelles pour chaque variable.

Toute l'étude économétrique sera réalisée à l'aide du logiciel EVIEWS.

Section 1 : le mal hollandais et la Banque d'Algérie

Les pays riches en ressources naturelles voient souvent et paradoxalement leurs situations économiques se détériorer, alors qu'une vision superficielle laisserait penser que cette manne devrait être un facteur de développement. La dégradation de la santé de ce type d'économie porte dans la littérature plusieurs noms, le plus connu restant « la malédiction des ressources naturelles ».

A travers cette section, dans une première partie seront présentés les mécanismes de base du syndrome hollandais à l'œuvre dans des économies rentières en particulier dans l'économie algérienne suivi par quelques recommandations, puis dans la seconde partie, nous présenterons la Banque d'Algérie qui est notre organisme d'accueil et plus précisément la Direction de la Modélisation.

1. La maladie hollandaise

La tendance baissière du niveau de production des hydrocarbures associé à l'augmentation de la consommation interne a incité les pouvoirs publics à réfléchir aux moyens de développer les

¹DOC Eric ; « Econométrie » Edition PEARSON Education Paris 2009, p 1

² idem

énergies renouvelables et de mettre en place une nouvelle loi de finance 2020 qui instaure de nouveaux règlements induisant le pays dans l'émergence et la croissance économique.

Pour réduire le degré de dépendance aux fluctuations volatiles et parfois erratiques des marchés internationaux des hydrocarbures, la mauvaise expérience de recourir massivement aux financements externes pour tarissement des réserves de change, a contraint les pouvoirs publics à revoir les modes de réalisation d'infrastructures et d'introduire de nouvelles mesures dans le code des marchés publics.

1.1. Le syndrome hollandais en Algérie

Le Syndrome Hollandais (dutch disease) décrit un ensemble de mécanismes par lesquels une forte dotation en ressources naturelles peut influencer négativement la croissance à long terme d'une économie.

Le phénomène du Syndrome Hollandais s'est manifesté en Algérie par un recul sensible des secteurs d'industrie et d'agriculture sur les marchés intérieurs et extérieurs d'un côté et, par une amplification du secteur en boom, en occurrence le secteur des hydrocarbures notamment dans le commerce extérieur, d'un autre côté. Dans ce qui suit, nous présenterons les effets du syndrome sur l'économie algérienne qui sont apparu sur trois périodes, à savoir :

- la période d'industrialisation ;
- la période de désindustrialisation ;
- la période de l'appréciation de taux de change³.

1.1.1. La période d'industrialisation en Algérie

Grâce à la hausse considérable du prix du pétrole en 1974 et 1979, la valeur ajoutée qui revenait au secteur des hydrocarbures était transférée aux autres secteurs et plus particulièrement au secteur d'industrie d'où l'appellation de la décennie 1970 « période d'industrialisation » de l'Algérie réalisée grâce aux importants revenus pétroliers⁴.

La période 1969-1974 s'est caractérisée par une croissance moyenne dans les secteurs échangeables⁵ qui sont : les hydrocarbures, l'agriculture et l'industrie. Mais les deux chocs pétroliers ont conduit à des changements structurels, car la part du secteur des hydrocarbures a connu une baisse spectaculaire et continue, et passe de 42% en début de période à 23% seulement en fin de période.

³ HAOUA Kahina, « l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », mémoire de magister en Sciences Economique Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2012.

⁴ idem

⁵ Les secteurs non échangeables sont les constructions et services.

De ce fait, la période 1969-1985 qui coïncide celle de l'économie administrée où l'Etat détient le monopole sur l'activité intérieure et le commerce extérieur a éloigné le fonctionnement de l'économie algérienne des hypothèses de la théorie du Syndrome Hollandais, et la hausse des prix du pétrole et l'appréciation du taux de change n'ont pas exercé un impact négatif sur les secteurs échangeables hors hydrocarbure.

1.1.2. La période de désindustrialisation en Algérie

Le contre choc pétrolier de 1986 marque la fin d'une période durant laquelle la rente pétrolière administrée absorbait toutes les difficultés liées à la productivité de l'industrie et offrait une exonération à l'industrie algérienne.

« *La désindustrialisation désigne le recul du poids de l'industrie dans l'activité économique* »⁶. Elle présente un échec lorsqu'elle ne profite pas aux secteurs dont la croissance a des retombées significatives sur le développement futur de l'économie. En Algérie, le processus de désindustrialisation observé au cours de la période qui a suivi le contre choc pétrolier de 1986, a profité essentiellement aux hydrocarbures, commerce, transports et communication. Par ailleurs, l'industrie manufacturière a connu une croissance négative et s'est fortement orientée vers les biens de consommation, et le secteur privé reste largement cantonné dans les industries légères et en particulier dans les industries agroalimentaires⁷.

1.1.3. Le syndrome hollandais et l'appréciation du taux de change

Dans ce cas, on se retrouve avec deux canaux de transmissions des effets d'un choc pétrolier lors de la hausse des prix ou des exportations pétrolières en volume sur l'économie.

1.1.3.1. Le canal de transmission direct

L'effet de transmission dans ce cas est l'appréciation du taux de change réel.

La hausse des cours pétroliers a permis au pays de constituer une importante épargne lui permettant de maintenir les niveaux relativement élevés des dépenses budgétaires. Cependant, l'augmentation des dépenses budgétaires peut avoir des effets nuisibles sur l'ensemble de l'économie en intensifiant l'appréciation du taux de change réel de type Syndrome Hollandais et qui met la compétitivité d'un pays en péril⁸.

⁶Inspiré de <http://www.enssea.net/enssea/majalat/2525.pdf>, Rafik BEKKOUR ; « le processus de désindustrialisation en Algérie : constat et axes d'une re-industrialisation », format PDF, consulté le 20/02/2020 à 11 :00

⁷ idem

⁸ HAOUA.K, op-cit P. 264

1.1.3.2. Le canal de transmission indirect

Dans les économies rentières en général, les incitations à importer sont plus importantes que celles d'exporter.

De ce fait, la faible absorption des revenus pétroliers dans les investissements productifs donne lieu à des dépenses provoquant des pressions inflationnistes, induisant une augmentation des prix sur les biens et services, ce qui mène à une hausse du taux de change réel provoquant la perte de compétitivité sur le marché international⁹ car une surévaluation du taux de change conduit à une stagnation durable de l'activité économique.

1.2. Les recommandations

La malédiction entourant les ressources naturelles n'est toutefois pas systématique et semble amplement dépendre du capital institutionnel de l'économie. En effet, les recettes du gouvernement dépendent largement des prix des matières premières qui sont volatils et imprévisibles.

Cependant, les gouvernements doivent découpler à court terme leurs dépenses courantes des revenus et planifier à long terme des dépenses assurant la stabilité ainsi qu'une croissance tout en préservant leur part de marché.

Les pays abondamment dotés en ressources naturelles comme l'Algérie, voient leurs institutions sapées par les comportements de rentes et clientélismes et les travailleurs qualifiés tendent à se diriger vers les secteurs improductifs.

Cependant, afin de faire face à cette situation et de mettre fin à la dégradation de l'économie nationale :

- développement du secteur financier qui nécessite l'instauration de droits de propriété afin de jouer un rôle dans l'allocation des ressources vers les petites et moyennes entreprises.
- Une gestion plus efficace et transparente des revenus issus des ressources naturelles.
- Meilleures allocations des travailleurs de qualité dans les secteurs productifs.
- Développement du secteur industriel et agricole.
- Suivre un régime de change flottant afin d'élever le niveau de l'économie et suivre la cadence du marché international qui fera apprécier la valeur de la monnaie domestique.

⁹ HAOUA.K, op-cit P. 264

- L'investissement dans le secteur des énergies renouvelables afin d'effectuer la transition énergétique, ce qui induira une diminution de la dépendance aux énergies fossiles facteur de dégringolade de l'économie nationale.
- Ouverture sur le marché international dans le but d'initier une nouvelles fluctuante d'investissement.
- Création de bases de transformation des matières brutes en matières premières dans le secteur des hydrocarbures pour assurer leurs disponibilités qui réduira les coûts de production et encouragera les entreprises domestiques et la création de produits « *made in Alegria* ».
- Encadrement et encouragement des start-ups dans le but d'orienter l'économie de consommation vers une économie productive.

2. Présentation de l'organisme d'accueil

Les Banques Centrales sont des institutions anciennes qui remontent, pour les premières d'entre-elles à la fin du 17^{ème} siècle, et occupent le devant de la scène internationale.

Elles existent aujourd'hui dans tous les pays. Une banque centrale, est une banque privilégiée, bénéficiant d'une situation de domination, elles veillent sur l'ensemble du système bancaire et se placent au sommet de la hiérarchie financière du pays.

La définition de la Banque Centrale pose problème, quand on ne s'en tient pas uniquement à ses caractéristiques légales car elle est souvent définie par son monopole d'émission de billets.

2.1. Définition et création de la Banque Centrale

La Banque Centrale est une institution classée à la tête et au-dessus des banques commerciales, sa principale responsabilité est de contrôler les flux d'émission monétaire. Elle demeure essentiellement une banque qui lui revient de résoudre, à ce titre le délicat problème de sa liquidité.

La Banque Centrale d'un ou plusieurs Etats, est une institution chargée par un pays de superviser :

- la création de monnaie par le système bancaire ;
- la fixation des taux directeurs ;
- la fixation des niveaux de réserves obligatoires ;
- les opérations d'Open market ;
- les interventions sur le marché de change ;
- le bon fonctionnement des banques commerciales au niveau de leurs solvabilités et du respect des réglementations.

Donc, la BC est une banque publique ou d'intérêt public, chargée de la gestion de la liquidité nationale, veille également à la stabilité des systèmes bancaires dans leur ensemble, et exerce à ce titre la fonction de prêteur en dernier ressort¹⁰.

2.2. Création de la Banque Centrale d'Algérie

La Banque Centrale d'Algérie fut créée par la loi N° 62-144 votée par l'assemblée constituante le 13 décembre 1962, portant création et fixant les statuts de la Banque Centrale.

Des aménagements furent apportés au cours des années 70 et le début des années 80. La réforme du système financier, tant dans son mode de gestion que dans ses attributions devenait néanmoins impératives.

La loi N°86-12 du 19 août 1986 portant régime des banques marquent l'amorce de la refonte du système bancaire algérien.

C'est ainsi que la Banque Centrale recouvre des prérogatives en matière de définition et d'application de la politique monétaire et du crédit, en même temps qu'étaient revu ses rapports avec le Trésor Public.

Ces aménagements se sont toutefois avérés peu adaptés aux nouveaux contextes socio-économiques marqués par de profondes réformes

La loi N°90-10 du 14 avril 1990, modifiée et complétée relative à la monnaie et au crédit allait redéfinir complètement la configuration du système bancaire algérien. La loi confère ainsi une large autonomie tant organique que fonctionnelle à la Banque Centrale, désormais dénommée *Banque d'Algérie*.

L'ordonnance N°03-11 du 26 août 2003, relative à la monnaie et au crédit abroge la loi N°90-10 du 14 avril 1990 et l'ordonnance N°10-04 du 26 août 2010, modifiant et complétant l'ordonnance N° 03-11 du 26 août 2003, relative à la monnaie et au crédit.

La direction, l'administration et la surveillance de la banque, sont assurées respectivement par le gouverneur, le conseil d'administration présidé par le gouverneur et par deux censeurs. Le conseil d'administration est composé de trois vices gouverneurs et de trois hauts fonctionnaires désignés en raison de leurs compétences en matière économiques et financières.

Le gouverneur est nommé par décret présidentiel. Les trois vices gouverneurs sont nommés dans les mêmes conditions. Les autres membres du conseil d'administration sont nommés par un décret exécutif. Les censeurs sont nommés par décret présidentiel, sur proposition du ministre chargé des finances¹¹.

¹⁰ RUDLOFF MARCEL, « économie monétaire nationale et développement », ED. CUJAS, Paris

¹¹ <https://www.bank-of-algeria.dz/html/docs3.htm> consulté le 19/01/2020 à 11 :00

2.3. Rôles et missions de la Banque d'Algérie

Les BC, étant des organes responsables de la création monétaire, et qui ont pour mission de fournir à l'économie des liquidités dont elle a besoin, jouissent à l'évidence d'une très grande autorité.

Il fut un temps où définir la mission d'une BC était chose simple, procurée à l'économie les liquidités pour croître sans inflation. Les deux objectifs couverts par cette définition ; la stabilité des prix et la croissance de l'économie constituaient auparavant les fonctions principales d'une BC.

La BA a pour mission de maintenir dans le domaine de la monnaie et du crédit et des changes, les conditions les plus favorables à un développement ordonné de l'économie. Elle établit les conditions générales dans lesquelles les banques et les établissements financiers algériens et étrangers peuvent être autorisés à se constituer en Algérie et à y opérer, ainsi que les conditions dans lesquelles cette autorisation peut être modifiée ou retirée.

Elle détermine toutes les normes que chaque banque doit respecter en permanence, notamment celles concernant :

- les ratios de gestion bancaire ;
- les ratios de liquidité ;
- l'usage des fonds propres, risques en général, etc...¹²

2.4. Les fonctions d'une Banque Centrale

On distingue plusieurs fonctions traditionnelles dévolues à la BC :

- la participation à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique monétaire ;
- le monopole d'émission des billets, la mise en circulation et l'entretien des billets ;
- la conduite de la politique de change et la gestion des réserves de changes ;
- le rôle de la banque des banques ;
- la surveillance des systèmes de paiements et la participation à leurs fonctionnements ;
- la surveillance des établissements bancaires et financiers et la stabilité du système financier ;
- la réalisation d'opérations bancaires pour le Trésor (la fonction de banque de l'Etat)¹³.

2.5. Organisation de la Banque d'Algérie

Pour mener à bien ses missions, la BA est organisée au niveau centrale en :

¹² <https://www.bank-of-algeria.dz/html/docs3.htm> consulté le 19/01/2020

¹³ KARAT-MOSTEFA Farah, « les causes de la perte de confiance en les banques centrale, cas de la Banque d'Algérie », Mémoire de magister en Economie, Université d'Oran.

Chapitre IV : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure

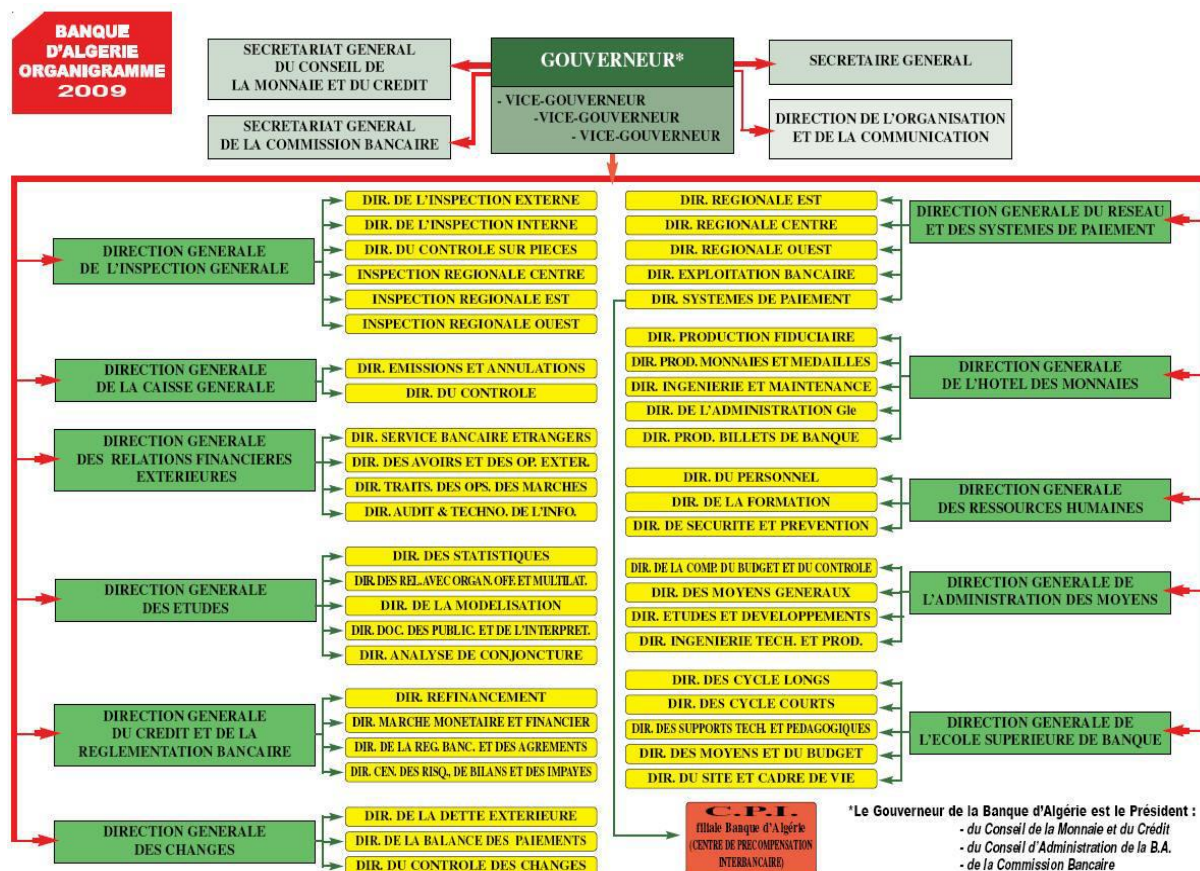
- 1- Sept directions générales s'occupant des départements d'études, d'inspection et des activités bancaires :
 - direction générale des études ;
 - direction générale de l'inspection générale ;
 - direction générale du crédit et de la réglementation bancaire ;
 - direction générale du contrôle des changes ;
 - direction générale de la caisse générale ;
 - direction générale des relations financières extérieures ;
 - direction générale du réseau.
- 2- Deux des directions générales gérant des aspects spécifiques liés à l'émission de billet et à la formation bancaire, il s'agit de :
 - la direction générale de l'hôtel des monnaies (imprimerie et frappe) ;
 - la direction générale de l'école supérieure de banque qui prend en charge la fonction formation et le recyclage du personnel de l'ensemble du secteur bancaire.
- 3- Deux directions générales chargées de la gestion administrative et des moyens de la banque, il s'agit de :
 - la direction générale des ressources humaines ;
 - la direction générale de l'administration des moyens et des systèmes de paiements.

Elle dispose, en outre d'un réseau composé de 48 agences et succursales, lui assurant une présence effective dans chacune des wilayas du pays : les agences et succursales sont coordonnées par trois directions régionales implantées dans les villes d'Alger, Oran et Annaba. Un personnel de près de 3000 agents contribue à tous les niveaux, à la réalisation des objectifs de la banque.

Un vaste programme de modernisation des équipements et des méthodes de travail ainsi qu'un programme de formation ont été mis en œuvre afin de permettre à la BA de répondre et de veiller à ce que le système bancaire en générale réponde aux exigences du nouveau contexte, tant national qu'international¹⁴.

¹⁴ <https://www.bank-of-algeria.dz/html/present.htm#pre3> consulté le 19/01/2020 à 11 :30

Figure N°9 : organigramme de la Banque d'Algérie



Source : www.bank-of-algeria.dz

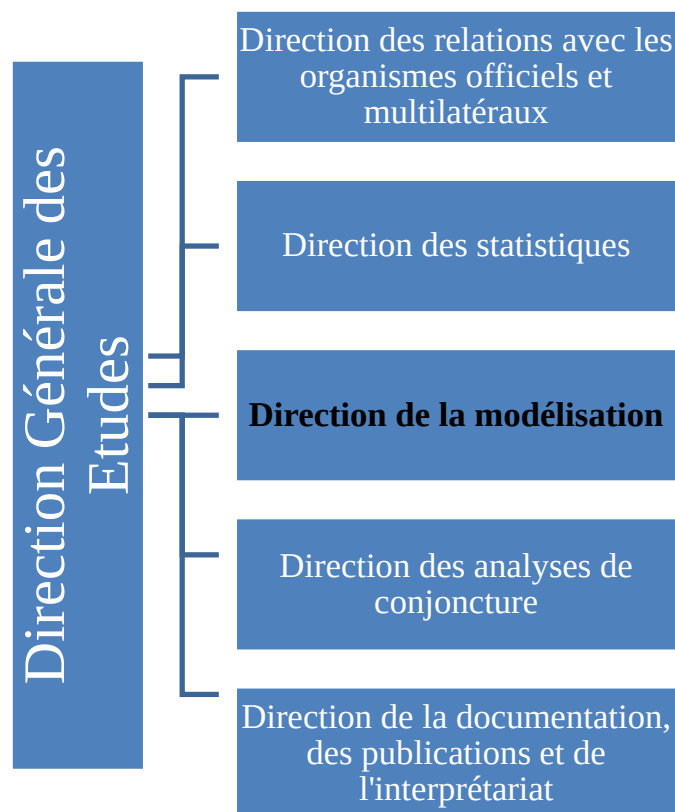
2.6. Présentation de la Direction Générale des Etudes

La Direction Générale des Etudes a comme mission de mener toute étude ou analyse dans les domaines économiques, monétaires et financiers dont le but est d'appréhender au mieux les mécanismes macro-économiques pour une meilleure prise de décision en matière de politique monétaire, politique de change, politique de crédit...etc. En outre, elle est chargée du suivi des relations avec les organismes officiels.

En ce qui concerne notre stage, ce dernier s'est déroulé à la Direction Générale des Etudes, plus précisément à la Direction de la Modélisation.

La DGE est organisée en 5 directions, comme le montre l'organigramme suivant :

Schéma N°3 : Organigramme de la Direction Générale des Etudes



Source : Direction Générale des Etudes

2.6.1. Présentation de la Direction de la Modélisation

La direction de la modélisation est chargée de l'élaboration de modèles macro-économiques considérés comme des instruments de prévision et d'aide à la prise de décision. Elle est donc chargée notamment de :

- définir les objectifs et les méthodologies d'approche servant à la construction de ces modèles ;
- identifier et organiser, en collaboration avec la direction des statistiques, une base de données pour les besoins de toute étude économique ;
- procéder à tout dénombrement et analyse économique et statistique des différentes variables de décision ;
- construire des modèles macro-économiques et élaborer des scénarios de projection à moyen et long terme.

Section2 : Etude empirique du lien entre la baisse des cours du pétrole et la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien

Notre section traitera les notions de base sur la modélisation d'une série chronologique, les différentes étapes de sa stationnarité, ainsi que la méthodologie suivie dans notre travail de recherche.

1. La modélisation d'une série chronologique

Afin de bien mener notre étude et analyse de l'impact de la baisse des cours du baril et le poids de la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien, nous avons fait recours à la modélisation à l'aide d'un logiciel d'économétrie EVIEWS qui nous a donné une vision plus claire sur la relation linéaire qui est née entre la baisse des prix du pétrole, la dette extérieure ainsi que la fluctuation du taux de change qui a mené à la baisse significative de la valeur de la monnaie nationale du pays.

La démarche économétrique consiste à représenter à l'aide d'équation, le comportement d'un phénomène observé et à estimer les coefficients des équations en recourant à l'historique du phénomène en question, et cela dans le but de le comprendre, l'expliquer, le reproduire et le prévoir. La méthode de Moindre Carrée Ordinaire aide à reproduire au mieux le phénomène étudié et apporte une solution au problème économique posé et observé, ce que nous allons montrer tout au long de cette section.

1.1. Définition du logiciel EVIEWS

EVIEWS, leader mondial des logiciels d'économétrie, offre aux entreprises, chercheurs et aux organisations gouvernementales l'accès à un puissant outil statistique de modélisation et de prévision, expert en séries temporelles.

Les bonnes raisons d'utilisation du logiciel EVIEWS :

- le logiciel incontournable en économétrie ;
- un outil complet et de référence pour l'analyse des séries chronologiques ;
- une gestion efficace des données ;
- des sorties graphiques de haute qualité.

1.2. Définition d'une série chronologique

Une série chronologique (appelée aussi une série temporelle), est une succession d'observations au cours du temps. En économie, elle peut représenter des données macroéconomiques comme PIB, exportation, inflation, etc... ou microéconomiques comme : les salaires, le chiffre d'affaire, etc.... Globalement, une série chronologique est tout phénomène quantifiable et qui varie selon le temps.

L'importance de cette analyse par les séries chronologiques réside dans la capacité de comprendre la dynamique du phénomène étudié.

1.3. La stationnarité d'une série chronologique

Avant de passer à une étude de stationnarité des variables, il faut une analyse descriptive des variables qui constitue le point de départ de toute étude statistique et économétrique. Il s'agit d'appréhender le comportement des différentes variables constituant le modèle en vue de dégager le sentier tendanciel d'évolution à partir de l'analyse graphique et d'établir tout un panel de statistiques descriptives.

Dans l'optique de ne pas tomber sur une régression fallacieuse¹⁵, il faut s'assurer que toutes les variables sont stationnaires en niveau.

Chaque observation est considérée comme la réalisation d'une variable aléatoire. La collection de ces variables s'appelle « *un processus aléatoire* »¹⁶. Il existe deux types de processus aléatoire d'une série temporelle à savoir :

- les processus aléatoires stationnaires : ces processus sont caractérisés par le fait que leurs propriétés statistiques sont stable dans le temps et varient autour d'une moyenne ;
- les processus aléatoires non-stationnaires : ces processus sont caractérisés par l'instabilité de leurs propriétés statistiques et leurs variations dans le temps.

Dans l'économie des séries chronologiques, la question relative à la stationnarité est le fait qu'il existe plusieurs sources de la non-stationnarité. Un processus est strictement stationnaire si et seulement si tous ses moments sont invariants dans le temps.

Un processus temporel Z_t est dit stationnaire s'il satisfait les conditions suivantes :

- L'espérance est constante au cours du temps (absence de tendance) $[E(Z_t) = \mu ; t = \{1 \dots n\}]$;
- La variance est constante au cours du temps et elle est finie $[Var(Z_t) = \sigma^2 \neq \infty ; t = \{1 \dots n\}]$;
- La covariance entre deux périodes t et $t+h$ est uniquement en fonction de la différence du temps h $[Cov[Z_t ; Z_{t+h}] = f(h) = \rho(h) ; t = \{1 \dots n\}]$.

Deux types de processus sont à l'origine de la non-stationnarité :

- **Le modèle TS** (Trend Stationnary) : la non-stationnarité est de nature déterministe, l'effet d'un choc sur ce type de processus est transitaire. Pour rendre ce type de

¹⁵ Situation dans laquelle l'utilisation de séries temporelles non stationnaires dans une régression linéaire donne lieu à des résultats erronés, excessivement optimistes et faisant apparaître des relations entre variables, alors qu'elles n'existent pas en réalité.

¹⁶ GUY Melard, « méthodes de prévision à court terme », Ellipses, paris, p.279

processus stationnaire, il faut estimer une régression sur la tendance qui est soustraite de la série d'origine ;

- **Le modèle DS** (Difference Stationary) : la non-stationnarité est de type stochastique, l'effet d'un choc sur ce type de processus est permanent. Pour obtenir un processus stationnaire, il y'a nécessité de différencier la variable considérée.

La stationnarité des variables se vérifie par les tests de racine unitaire de Dickey-Fuller (DF) ou du Dickey-Fuller Augmenté (en anglais « Augmented Dickey-Fuller » ou ADF¹⁷).

Le test ADF (Augmented Dickey Fuller) est un test de racine unitaire dont l'hypothèse nulle est la présence de racine unitaire ou de non-stationnarité de la série étudiée. Il est effectué en estimant, un modèle autorégressif AR(p) avec le maximum nombre de retards, afin de se rapprocher au mieux du vrai processus de la série non-stationnaire. Le but d'inclure des lags (retards) de la série différenciée dans les modèles estimés est de pallier le problème d'autocorrélation des résidus qui peut s'imposer si on estime un modèle AR(1) (test de DF).

Les modèles servant de base de construction de ces tests sont au nombre de trois (03) :

- le modèle avec tendance et constante (Trend & Intercept) de la forme :

$$y(t) = \alpha y(t-1) + c + \beta t + \varepsilon(t) \dots [\text{Modèle 3}]$$

- le modèle sans tendance et avec constante (Intercept) qui s'écrit :

$$y(t) = \alpha y(t-1) + c + \varepsilon(t) \dots [\text{Modèle 2}]$$

- le modèle sans tendance ni constante (None) du type :

$$y(t) = \varepsilon(t) \dots [\text{Modèle 1}]$$

1.3.1. Etapes à suivre pour l'application du test ADF

Pour comprendre le déroulement du test, nous avons dressé ces étapes qui expliqueront avec précision tout le processus suivi.

Etape 1 :

Nous adoptons une stratégie descendante en commençant par le modèle 3. Le test d'hypothèse jointe pour la détermination du modèle s'énonce ainsi :

$$\begin{cases} H(0) : \beta = 0 \\ H(1) : \beta \neq 0 \end{cases}$$

¹⁷ La différence entre le DF et l'ADF réside dans le fait que ce dernier prend en considération l'hypothèse de corrélation des erreurs.

Tableau N°17 : Règles de décision pour le test de la tendance

Test de H_0	t-calculée > seuil critique	t-calculée < seuil critique
Décision	On accepte H_0 : la tendance n'est pas significative	On rejette H_0 : la tendance est significative
Interprétation	Passage à l'étape 2 (analyse du modèle 2).	On passe au test de la racine unitaire

Source : réalisé par nous-mêmes

Le test de racine unitaire consiste à tester le coefficient alpha en comparant la t-statistique aux valeurs tabulées par le Dickey-Fuller Augmenté. Le test d'hypothèse principale pour l'existence de racine unitaire dans le processus est le suivant :

$$\begin{cases} H(0): \alpha = 0 \\ H(1): \alpha \neq 0 \end{cases}$$

Tableau N°18 : Règles de décision pour le test de la racine unitaire (modèle 3)

Test de H_0	t-calculée > seuils de DF	t-calculée < seuils de DF
Décision	On accepte H_0 : alpha est nul	On rejette H_0 : alpha est non nul
Interprétation	La racine unitaire existe et la série temporelle est non-stationnaire (de type TS).	La racine unitaire n'existe pas et la série temporelle est stationnaire.

Source : réalisé par nous-mêmes

Etape 2 :

Cette étape ne s'applique que si la tendance dans l'étape précédente n'est pas significative. Nous estimons le modèle 2 et l'on teste la significativité de la constante – comme suit – en se référant aux tables de Dickey-Fuller Augmenté. Le test d'hypothèse du modèle DS avec ou sans dérive est énoncé ci-après :

$$\begin{cases} H(0): c = 0 \\ H(1): c \neq 0 \end{cases}$$

Le tableau suivant explique la procédure du test à effectuer au niveau de cette étape. En outre, il explicite le cas où le passage à l'étape 3 est possible.

Tableau N°19 : Règles de décision pour le test de la constante

Test de H_0	t-calculée > seuil critique	t-calculée < seuil critique
Décision	On accepte H_0 : la constante n'est pas significative	On rejette H_0 : la constante est significative
Interprétation	Passage à l'étape 3 (analyse du modèle 1).	On passe au test de la racine unitaire

Source : réalisé par nous-mêmes

Tableau N°20 : Règles de décision pour le test de la racine unitaire (modèle 2)

Test de H_0	t-calculée > seuils de DF	t-calculée < seuils de DF
Décision	On accepte H_0 : alpha est nul	On rejette H_0 : alpha est non nul
Interprétation	La racine unitaire existe et la série temporelle est non-stationnaire (de type DS).	La racine unitaire n'existe pas et la série temporelle est stationnaire.

Source : réalisé par nous-mêmes

Etape 3 :

Elle ne s'applique que lorsque la constante du modèle 2 est non significative. A ce niveau, l'on passe directement au test de la racine unitaire alpha.

$$\begin{cases} H(0): \alpha = 0 \\ H(1): \alpha \neq 0 \end{cases}$$

Tableau N°21 : Règles de décision pour le test de la racine unitaire (modèle 1)

Test de H_0	t-calculée > seuils de DF	t-calculée < seuils de DF
Décision	On accepte H_0 : alpha est nul	On rejette H_0 : alpha est non nul
Interprétation	La racine unitaire existe et la série temporelle est non-stationnaire (random walk).	La racine unitaire n'existe pas et la série temporelle est stationnaire.

Source : réalisé par nous-mêmes

1.4. Présentation du modèle de régression linéaire

Pour étudier un phénomène économique, on essaie de représenter celui-ci par le comportement d'une variable, et que l'on explique par une relation mathématique.

1.4.1. Définition du modèle régression linéaire simple

La régression linéaire simple permet de montrer l'éventuelle relation fonctionnelle linéaire qui existe entre une variable explicative X (indépendante, exogène) et une autre variable aléatoire à expliquer Y (variable endogène ou dépendante).

$$Y_t = \alpha X + \beta + \varepsilon_t$$

Y : la variable endogène ou dépendante qui est dans notre cas le TCN ;

X : la variable exogène ou indépendante qui est le prix du pétrole ;

α, β : coefficient ou paramètre du modèle.

ε : les résidus ou erreurs de spécificité

1.4.2. Définition d'un modèle de régression linéaire multiple

La régression linéaire multiple est la généralisation multivariée de la régression simple, c'est l'outil statistique le plus habituellement mis en œuvre pour l'étude des données multidimensionnelles. Cas particulier de modèle linéaire, il s'intéresse à expliquer les valeurs prises par la variable endogène Y dite aussi expliquée à l'aide de plusieurs variables exogènes (explicatives) $X_1, X_2, \dots, X_p$ Avec¹⁸ :

$$Y_t = \beta_1 X_{1t} + \beta_2 X_{2t} + \dots + \beta_p X_{pt} + \varepsilon_t$$

- Y_t : La variable endogène à la date t.
- X_{1t} : La première variable explicative à la date t.
- X_{2t} : La deuxième variable explicative à la date t.
- X_{pt} : La p-ème variable explicative à la date t.
- $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \dots, \beta_p$: paramètre du modèle.
- ε_t : L'erreur de spécification.

¹⁸BAZEN.S et SABATIER.M, (2007), « Économétrie des fondements à la modélisation », Ed Vuibert, p.48.

2. Application du modèle de régression linéaire pour l'analyse du lien entre le prix du pétrole et dette extérieure sur la valeur du dinar algérien

Nous allons étudier à travers cette sous-section, la relation qui relie le taux de change avec les fluctuations des cours du pétrole, à travers un modèle basé essentiellement sur des données mensuelles et annuelles.

Notre analyse sera faite à l'aide du logiciel d'économétrie EVIEWS version 8.0, qui offre aux entreprises, chercheurs et aux organisations gouvernementales l'accès à un puissant outil statistique de modélisation et de prévision, expert en séries temporelles.

Avant de procéder à cette analyse, nous présentons les données utilisées dans ce modèle et la méthodologie de notre étude.

2.1. Les données utilisées

Notre étude est faite à base de données recueillies auprès de la Banque d'Algérie, et les sites de l'Office National des Statistiques et celui du Fonds Monétaire International. Le noyau de notre analyse est d'expliquer le lien entre la variable endogène qui est le taux de change côté à l'incertain¹⁹ avec les variables explicatives exogènes qui sont le prix du pétrole en USD, les exportations pétrolières algériennes en volume, le produit intérieur brut (PIB) et la dette extérieure afin de tirer une conclusion explicative sur la valeur du dinar algérien.

Nous disposons donc, d'un échantillon d'observations allant de janvier 2003 à décembre 2018 et un autre annuel de 2000 à 2018.

2.2. La méthodologie d'étude

Méthodologiquement, notre analyse se fera en deux volets et progressera comme suit :

- dans le premier volet ; nous disposons d'un échantillon de 192 observations. Nous démontrons en premier lieu, le lien entre le prix du pétrole en USD et les exportations pétrolières algériennes en volume, puis au second degré le lien entre le taux de change mensuel algérien par rapport au dollar, le prix du pétrole en USD et les exportations pétrolières en volume ;
- dans le deuxième volet, nous disposons d'un échantillon d'observations annuelles allant de 2000 à 2018, et notre étude se concentrera sur le lien entre le taux de change nominal, le PIB et la dette extérieure.

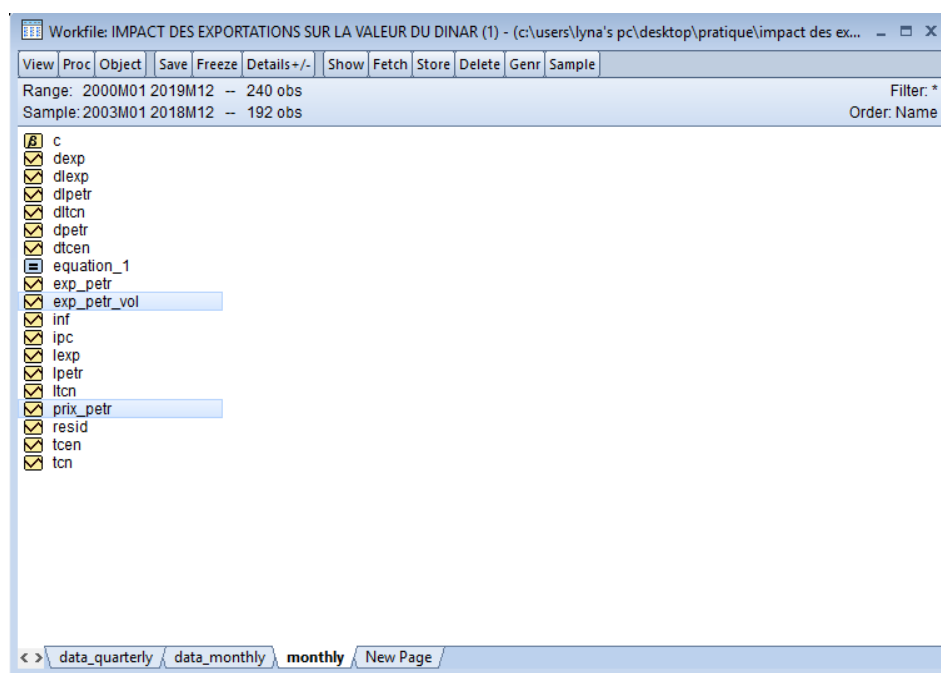
¹⁹**Taux de change au certain** = nombre d'unités de monnaie étrangère que l'on peut obtenir avec une unité de monnaie nationale. Exemple : 1 EUR = 1,05 USD. C'est le prix de l'euro en dollar.

Taux de change à l'incertain = nombre d'unités de monnaie nationale qu'il faut fournir pour avoir une unité de monnaie étrangère. Exemple : 1 USD = 0,95 EUR. C'est le prix du dollar en euro.

2.3. Analyse du lien entre le prix du pétrole et les exportations pétrolières algériennes en volume

La première étape consiste à créer un espace de travail (WORKFILE) par *file_new_workfile*, c'est-à-dire un espace d'accueil pour les séries statistiques (mensuelles, semestrielles, annuelles, sans dates ...) et les résultats de calcul. Dans le WORKFILE ne peut figurer que des séries de même périodicité, et on y importe nos différentes données statistiques du fichier Excel. Notre workfile se présente comme suit :

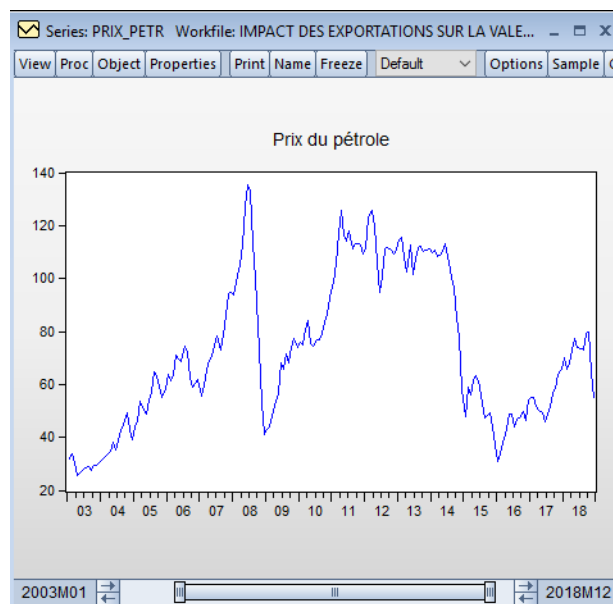
Figure N°10 : présentation d'un workfile EViews 8.0



Source : Construit à partir du logiciel EViews 8.0

Suite à l'introduction des données statistiques relatives à l'étude sur le prix du pétrole sur EViews, la courbe de ces dernières se présente comme suit :

Graphique N°13 : courbe relative à la série de variations du prix du pétrole



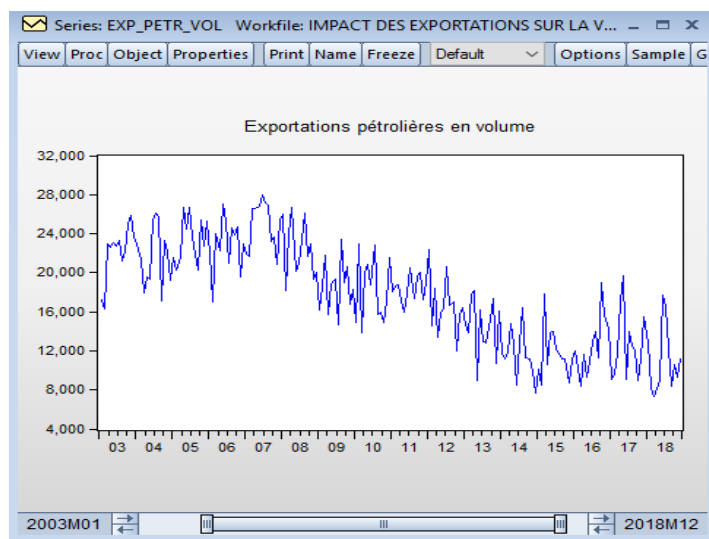
Source : Construit avec EViews 8.0

Le graphe de la série des prix du pétrole montre l'existence de deux (02) phases différentes, avec une rupture de tendance intercalée entre elles :

- a- Trois phases de tendance haussière de 2003 à 2007, de 2009 à 2013, et de 2015 à 2018 ;
- b- Une évolution baissière entre 2008 et 2009, et de 2014 à 2015.

Nous allons représenter l'évolution des exportations pétrolières algériennes en volume allant de janvier 2003 à décembre 2018.

Graphique N°14 : Représentation des exportations pétrolières en volume



Source : Construire à partir du logiciel EViews 8.0

L'évolution des exportations pétrolières algériennes en volume se traduit par :

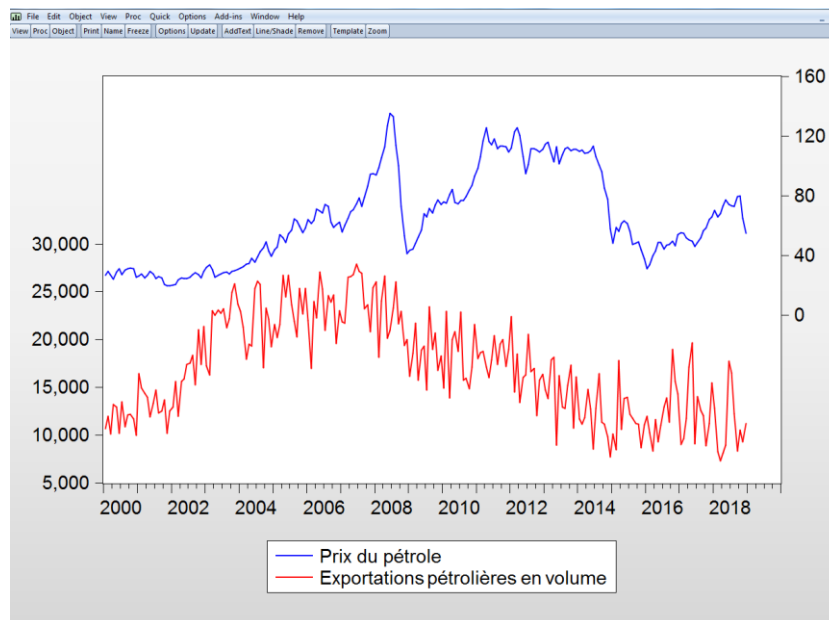
- a- une tendance stagnante à partir de l'année 2003 jusqu'à 2007 et de 2015 à 2018 ;

Chapitre IV : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure

b- une tendance baissière entre 2008 et 2014.

Cette illustration nous amène à tirer le lien existant entre le prix du pétrole algérien Sahara Blend et les exportations pétrolières en volume.

Graphique N°15 : Evolution des prix de pétrole et les exportations pétrolières en volume



Source : Construit avec EViews 8.0

Le graphique ci-dessus montre le rapport existant entre le prix du pétrole en USD et les exportations pétrolières en volume. Cependant, la hausse des prix à partir de l'année 2000 jusqu'à 2007 mène à une évolution parallèle du volume des exportations pétrolières, mais avec le contre-choc pétrolier de 2008 et l'effondrement des prix, la tendance des exportations s'est vu baissière de 2008 à 2016. Malgré la légère remontée des prix entre 2016 et 2018 comparant à 2014, le volume des exportations est resté peu fluctuant et quasi constant et cela est dû aux différentes politiques et réformes adoptées par l'OPEP afin de maintenir la tendance des prix du baril.

Section 3 : Analyse et estimation du lien entre le prix du pétrole et la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien

Dans cette section, nous allons étudier la relation entre le taux de change, prix du pétrole et les exportations pétrolières, ainsi que l'analyse de la régression linéaire du lien entre le taux de change et la dette extérieure algérienne.

1. Relation entre taux de change, le prix du pétrole en USD et les exportations pétrolières

L'analyse des séries macroéconomiques commencent par l'étude de la stationnarité de toutes les variables rentrant dans le modèle.

1.1. Etude de la stationnarité des variables

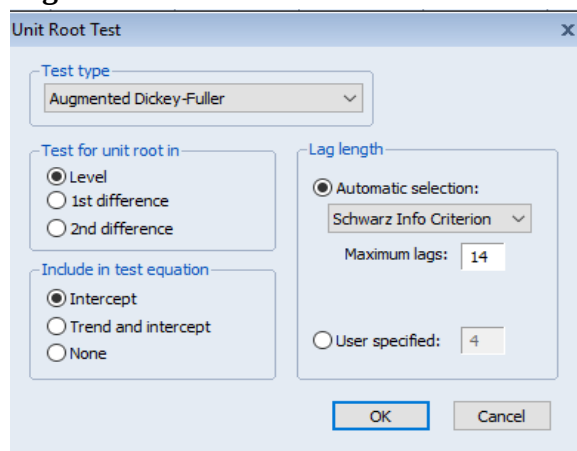
Pour réduire l'échelle (données en milliers de DZD), on utilise la fonction logarithmique qui offre les avantages suivants :

- minimiser l'influence des effets du temps sur la série,
- réduire le nombre d'étapes pour aboutir à une série stationnaire,
- permettre de ne pas perdre l'information sur les premières valeurs de la série.

Le test de stationnarité comporte 3 modèles à savoir ;

- 1- tendance et constante ;
- 2- constante ;
- 3- sans tendance et constante.

Figure N°11 : le test de stationnarité ADF



Source : Obtenu à partir de EVIEWS 8.0

1.1.1. Etude de la stationnarité de la variable prix du pétrole

1^{ère} étape : Test du modèle prix de pétrole avec constante et tendance (trend and intercept)

Figure N°12 : résultat statistique du modèle avec trend and intercept

Null Hypothesis: PRIX_PETR has a unit root Exogenous: Constant, Linear Trend Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=12)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.285418	0.4394
Test critical values:				
1% level			-4.006566	
5% level			-3.433401	
10% level			-3.140550	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(PRIX_PETR) Method: Least Squares Date: 02/19/20 Time: 11:20 Sample: 2003M01 2018M12 Included observations: 192				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PRIX_PETR(-1)	-0.033602	0.014703	-2.285418	0.0234
D(PRIX_PETR(-1))	0.413105	0.066761	6.187829	0.0000
C	2.641457	1.184160	2.230658	0.0269
@TREND("2003M01")	-0.001746	0.007547	-0.231377	0.8173
R-squared	0.186117	Mean dependent var		0.131373
Adjusted R-squared	0.173130	S.D. dependent var		6.123062
S.E. of regression	5.567848	Akaike info criterion		6.292507
Sum squared resid	5828.174	Schwarz criterion		6.360372
Log likelihood	-600.0807	Hannan-Quinn criter.		6.319993
F-statistic	14.33050	Durbin-Watson stat		1.994046
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : Construit avec EVIEWS 8.0

Le test de la tendance et constante débouche sur l'acceptation de l'hypothèse nulle, car la t-statistique jointe est inférieure au seuil critique ($2.29 < 3.43$) et la probabilité rattachée à alpha est supérieure à 5% ($43.9\% > 5\%$).

2^{ème} étape : le test du modèle avec constante (intercept)

Figure N°13 : test de stationnarité (modèle avec intercept)

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on PRIX_PETR				
Null Hypothesis: PRIX_PETR has a unit root Exogenous: Constant Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=12)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.441312	0.1319
Test critical values:				
1% level			-3.464460	
5% level			-2.876435	
10% level			-2.574788	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(PRIX_PETR) Method: Least Squares Date: 02/19/20 Time: 11:06 Sample: 2003M01 2018M12 Included observations: 192				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PRIX_PETR(-1)	-0.034509	0.014136	-2.441312	0.0156
D(PRIX_PETR(-1))	0.414714	0.066231	6.261611	0.0000
C	2.539929	1.097102	2.315125	0.0217
R-squared	0.185885	Mean dependent var		0.131373
Adjusted R-squared	0.177271	S.D. dependent var		6.123062
S.E. of regression	5.553889	Akaike info criterion		6.282375
Sum squared resid	5829.834	Schwarz criterion		6.333274
Log likelihood	-600.1080	Hannan-Quinn criter.		6.302990
F-statistic	21.57704	Durbin-Watson stat		1.994906
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : obtenu avec EVIEWS 8.0

En dépit de l'existence de la constante dans ce modèle (2,32), la racine unitaire existe car la probabilité rattachée à alpha (13.19%) est supérieure au seuil critique de 5%.

3^{ème} étape : le test sans constante et sans tendance (none)

Figure N°14 : résultat statistique sans tendance et sans constante

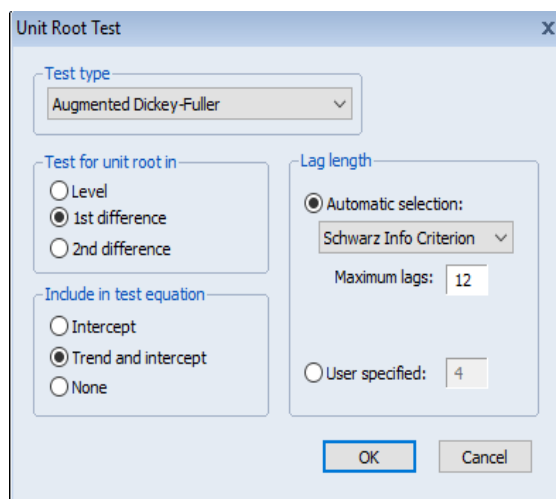
Null Hypothesis: PRIX_PETR has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=12)				
		t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-0.774678	0.3795	
Test critical values:	1% level	-2.577062		
	5% level	-1.942491		
	10% level	-1.615600		
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(PRIX_PETR)				
Method: Least Squares				
Date: 02/19/20 Time: 11:29				
Sample: 2003M01 2018M12				
Included observations: 192				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PRIX_PETR(-1)	-0.004049	0.005226	-0.774678	0.4395
D(PRIX_PETR(-1))	0.406156	0.066882	6.072687	0.0000
R-squared	0.162798	Mean dependent var		0.131373
Adjusted R-squared	0.158392	S.D. dependent var		6.123062
S.E. of regression	5.617248	Akaike info criterion		6.299923
Sum squared resid	5995.161	Schwarz criterion		6.333855
Log likelihood	-602.7926	Hannan-Quinn criter.		6.313666
Durbin-Watson stat	1.982744			

Source : Construit avec EVIEWS 8.0

Après avoir soumis la série au test sans constante et tendance, les résultats obtenus nous montrent que la racine unitaire existe et la série temporelle est non-stationnaire car la probabilité rattachée à alpha est supérieure au seuil critique de 5% ($37.95\% > 5\%$).

Donc on testera la stationnarité de la série à la 1^{ère} différenciation avec constante et tendance

Figure N°15 : représentation de la procédure suivie avec EVIEWS



Source : obtenu à partir de EVIEWS 8.0

Le tableau statistique nous donne le résultat ci-après :

Chapitre IV : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure

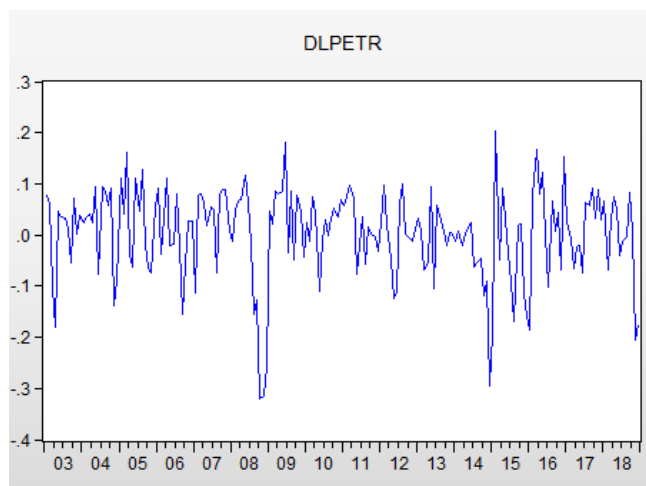
Figure N°16 : résultat statistique après 1^{ère} différenciation avec tendance et sans constante

Null Hypothesis: D(PRIX_PETR) has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=12)				
		t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-8.959696	0.0000	
Test critical values:				
	1% level	-4.006566		
	5% level	-3.433401		
	10% level	-3.140550		
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(PRIX_PETR,2)				
Method: Least Squares				
Date: 02/19/20 Time: 11:50				
Sample: 2003M01 2018M12				
Included observations: 192				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PRIX_PETR(-1))	-0.601880	0.067176	-8.959696	0.0000
C	0.653741	0.812540	0.804565	0.4221
@TREND("2003M01")	-0.006344	0.007355	-0.862517	0.3895
R-squared	0.298165	Mean dependent var	-0.078236	
Adjusted R-squared	0.290739	S.D. dependent var	6.684714	
S.E. of regression	5.629710	Akaike info criterion	6.309494	
Sum squared resid	5990.096	Schwarz criterion	6.360393	
Log likelihood	-602.7115	Hannan-Quinn criter.	6.330109	
F-statistic	40.14711	Durbin-Watson stat	1.976690	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : construit avec EVIEWS 8.0

Les résultats obtenus après la 1^{ère} différenciation de la série D(PRIX DE PETR) montrent que la variable est stationnaire avec une probabilité de 0% qui est inférieure au seuil critique de 5% mais reste que la constante et la tendance ne sont pas significatives, car la probabilité rattachée à alpha 42.21% et 38.95% respectivement sont supérieures au seuil critique de 5%. Ce qui nous mène au test de la 1^{ère} différenciation sans constante et tendance.

Graphique N°16 : représentation de la série prix de pétrole différenciée

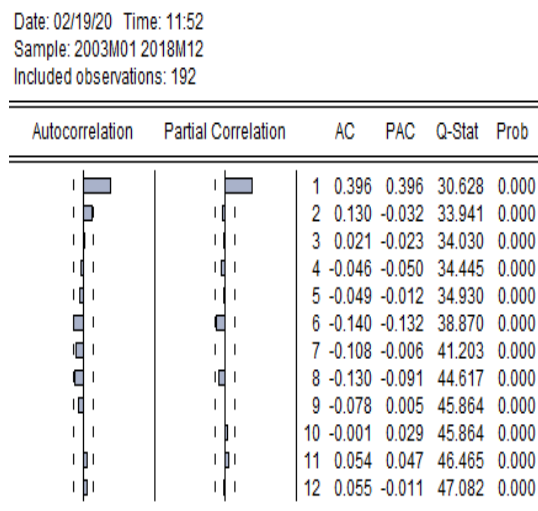


Source : Obtenu à partir de EVIEWS 8.0

Chapitre IV : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure

Le graphique de cette série nous laisse supposer qu'elle est stationnaire. Le corrélogramme correspond bien à celui d'une série stationnaire. Il se pourrait même que ce soit un processus en bruit blanc.

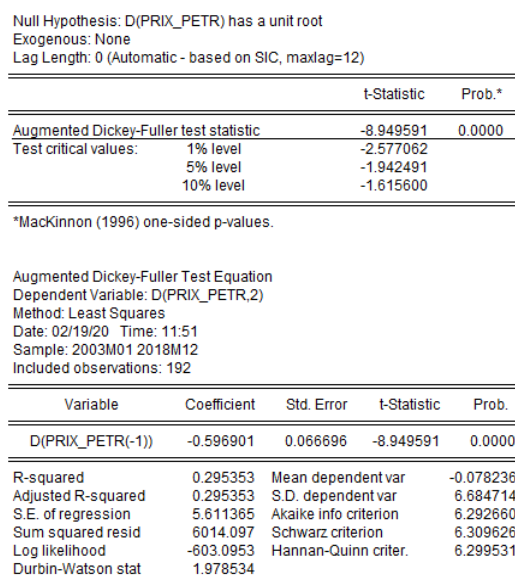
Figure N°17 : Corrélogramme de la série différenciée des prix de pétrole



Source : obtenu à partir de EVIEWS 8.0

En effet, toutes les autocorrélations et autocorrélations partielles rentrent dans l'intervalle de confiance. Les probabilités associées aux Q-stat confirment d'ailleurs bien la non-significativité des corrélations citées.

Figure N°18: résultat du test de stationnarité différenciée de la série prix de pétrole



Source : obtenu à partir de EVIEWS 8.0

Les résultats obtenus après la 1^{ère} différenciation montrent que la série est stationnaire car la probabilité rattachée à alpha (0%) est inférieure au seuil critique (5%).

1.1.2. Etude de la stationnarité de la variable taux de change nominal

Comme on a déjà étudié la stationnarité de la série prix de pétrole, nous allons procéder à l'étude de stationnarité de la série TCN et le résultat est représenté dans la figure ci-dessous ;

Figure N°19 : test de stationnarité de la série TCN

Null Hypothesis: LTCN has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=12)				
		t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-1.944699	0.6271	
Test critical values:	1% level	-4.006566		
	5% level	-3.433401		
	10% level	-3.140550		
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LTCN)				
Method: Least Squares				
Date: 02/18/20 Time: 11:29				
Sample: 2003M01 2018M12				
Included observations: 192				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCN(-1)	-0.016592	0.008532	-1.944699	0.0533
D(LTCN(-1))	0.397327	0.066355	5.987856	0.0000
C	0.066808	0.035480	1.882976	0.0612
@TREND("2003M01")	7.73E-05	2.78E-05	2.777772	0.0060
R-squared	0.214757	Mean dependent var	0.002061	
Adjusted R-squared	0.202226	S.D. dependent var	0.014513	
S.E. of regression	0.012963	Akaike info criterion	-5.832893	
Sum squared resid	0.031589	Schwarz criterion	-5.765029	
Log likelihood	563.9577	Hannan-Quinn criter.	-5.805408	
F-statistic	17.13874	Durbin-Watson stat	1.979763	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : construit à partir de EVIEWS 8.0

Le test de racine unitaire dans cet historique statistique du taux de change existe (has a unit root), ce qui veut dire qu'on prend l'hypothèse nulle car, la t-statistique qui est de 1.94 est inférieure au seuil cherché qui représente 5% et qui est de 3.43 ($1.94 < 3.43$). Ce qui nous mène à passer par la première différenciation

Figure N°20 : test de stationnarité à la 1^{ère} différenciation du LTCN

Null Hypothesis: D(LTCN) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=12)				
		t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-8.640612	0.0000	
Test critical values:	1% level	-2.577062		
	5% level	-1.942491		
	10% level	-1.615600		
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LTCN,2)				
Method: Least Squares				
Date: 02/19/20 Time: 12:57				
Sample: 2003M01 2018M12				
Included observations: 192				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTCN(-1))	-0.562066	0.065049	-8.640612	0.0000
R-squared	0.281036	Mean dependent var	3.90E-06	
Adjusted R-squared	0.281036	S.D. dependent var	0.015542	
S.E. of regression	0.013179	Akaike info criterion	-5.815249	
Sum squared resid	0.033172	Schwarz criterion	-5.798283	
Log likelihood	559.2639	Hannan-Quinn criter.	-5.808378	
Durbin-Watson stat	1.995728			

Source : obtenu avec EVIEWS 8.0

Chapitre IV : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure

Les résultats obtenus après la première différenciation montrent que la série est stationnaire, car la probabilité rattachée à alpha (0%) est inférieure au seuil critique qui est de 5% et la t-statistique 8.64 et supérieure à celle critique 1.94.

1.1.3. Etude de la stationnarité de la variable exportations pétrolières en volume

On reprend la variable dans la figure suivante ;

Figure N°21 : résultat statistique de la variable exportations pétrolières

Null Hypothesis: D(EXP_PETR_VOL) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 5 (Automatic - based on SIC, maxlag=14)				
		t-Statistic	Prob.*	
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-10.39213	0.0000	
Test critical values:	1% level	-2.577062		
	5% level	-1.942491		
	10% level	-1.615600		
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(EXP_PETR_VOL,2)				
Method: Least Squares				
Date: 02/21/20 Time: 08:22				
Sample: 2003M01 2018M12				
Included observations: 192				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(EXP_PETR_VOL(-1))	-3.862518	0.371677	-10.39213	0.0000
D(EXP_PETR_VOL(-1),2)	2.121996	0.331023	6.410412	0.0000
D(EXP_PETR_VOL(-2),2)	1.551076	0.274028	5.660285	0.0000
D(EXP_PETR_VOL(-3),2)	1.048213	0.211363	4.959302	0.0000
D(EXP_PETR_VOL(-4),2)	0.576059	0.143950	4.001813	0.0001
D(EXP_PETR_VOL(-5),2)	0.186729	0.072887	2.561900	0.0112
R-squared	0.784336	Mean dependent var	-10.75801	
Adjusted R-squared	0.778539	S.D. dependent var	6296.515	
S.E. of regression	2963.118	Akaike info criterion	18.85662	
Sum squared resid	1.63E+09	Schwarz criterion	18.95842	
Log likelihood	-1804.236	Hannan-Quinn criter.	18.89785	
Durbin-Watson stat	2.009921			

Source : obtenu de EVIEWS 8.0

Les résultats obtenus montrent que la variable est stationnaire après la 1^{ère} différenciation sans constante et sans tendance, du fait que la probabilité rattachée à alpha (0%) est inférieure au seuil critique de 5%.

Après avoir testé la stationnarité des séries séparément, il y a lieu de tirer le lien de cause à effet entre elles et faire ressortir un modèle statistique représenté par une équation mathématique.

Figure N°22 : estimation de l'équation de régression linéaire

Dependent Variable: DLTCN Method: Least Squares Date: 02/21/20 Time: 08:18 Sample: 2003M01 2018M12 Included observations: 192				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLPETR	-0.058688	0.011257	-5.213574	0.0000
DLEXP	0.000911	0.004203	0.216786	0.8286
C	0.002253	0.000984	2.289494	0.0232
R-squared	0.127669	Mean dependent var	0.002061	
Adjusted R-squared	0.118438	S.D. dependent var	0.014513	
S.E. of regression	0.013626	Akaike info criterion	-5.738135	
Sum squared resid	0.035093	Schwarz criterion	-5.687237	
Log likelihood	553.8610	Hannan-Quinn criter.	-5.717521	
F-statistic	13.83048	Durbin-Watson stat	1.321280	
Prob(F-statistic)	0.000002			

Source : construit avec EVIEWS 8.0

Chapitre IV : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure

L'estimation de l'équation de régression linéaire multiple est réalisée en utilisant la méthode des Moindres Carrées Ordinaires. Le modèle retenu montre que les coefficients de la variable prix de pétrole et la constante présentent une t-stat calculée supérieure à la valeur tabulée (égale à 1,96) au seuil de 5% ; les deux coefficients sont significatifs.

Le coefficient de la variable exportations pétrolières en volume n'est pas significatif, du fait que la probabilité rattachée à alpha 82.86% est supérieure à 5% (une autre manière de confirmer la significativité des coefficients).

Le coefficient de la constante est égal à 0.003 et -0.06 est la valeur du coefficient de la variable prix de pétrole. Puisque les deux variables sont exprimées en log, le coefficient 0.06 représente l'élasticité qui mesure la variation d'une grandeur provoquée par la variation d'une autre grandeur. Si le prix du pétrole baisse de 1%, le taux de change augmente de 0.06%, mais la série exportations pétrolières (DLEXP) n'est pas significative statistiquement, ce qui veut dire qu'on ne peut annoncer de résultat.

Ce modèle nous fournit l'équation suivante :

Figure N°23 : représentation de l'équation du modèle

```
Estimation Command:
=====
LS DLTCN DLPETR DLEXP C

Estimation Equation:
=====
DLTCN = C(1)*DLPETR + C(2)*DLEXP + C(3)

Substituted Coefficients:
=====
DLTCN = -0.0586881363922*DLPETR + 0.0009111495086*DLEXP +
0.00225312463008
```

Source : obtenu avec EVIEWS 8.0

Notre équation se présente comme suit :

$$DLTCN = 0.00225078001076 - 0.0589094862284 * dlpetr + 0.0009111495086 * dlexp$$

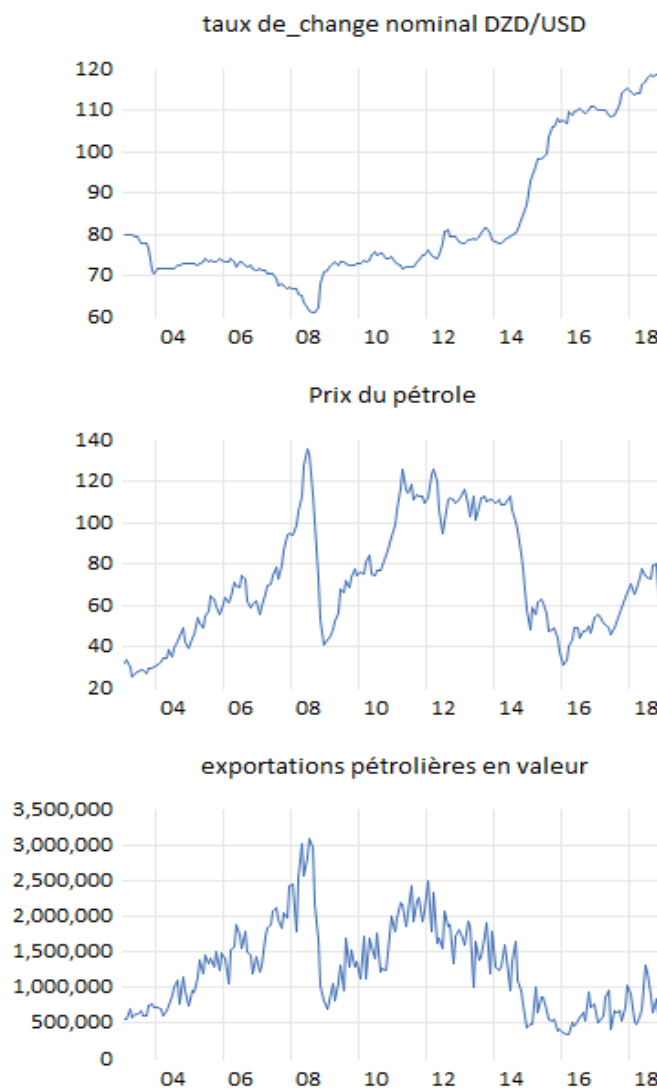
Selon cette estimation, les variations du taux de change sont expliquées par les variations de variables exogènes comme le prix de pétrole. Il ressort de l'estimation du modèle, toutes choses égales par ailleurs, qu'une diminution des prix de pétrole de 1% entraîne un accroissement de taux de change de 0.06 %, c'est-à-dire une dépréciation de la monnaie nationale de 0.06 %. Ce résultat intuitif est conforme aux prédictions théoriques.

Chapitre IV : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure

Les résultats confirment la liaison aboutie par les recherches citées précédemment. En effet, le contre-choc pétrolier de 2014 a fait déprécier la valeur du dinar algérien, vu la nature de l'économie du pays basée sur les recettes pétrolières.

L'illustration graphique N°17, montre l'évolution des exportations pétrolières algériennes en volume, des variations du taux de change et le prix du pétrole.

Graphique N°17 : représentation graphique des variables TCN, PPTR, EXP_PETR



Source : obtenu à partir de EVIEWS 8.0

Cependant, quand le prix du pétrole augmente, cela se traduit par la dépréciation du taux de change et qui explique le volume important des exportations enregistré. Cela nous mène à dire que la valeur du dinar algérien s'est appréciée vu la baisse du taux de change. Mais à partir de 2008, où l'on enregistre une baisse drastique des cours du pétrole, et une hausse brutale du taux de change (dépréciation de la valeur du dinar algérien par rapport au dollars US), le volume des

Chapitre IV : Estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure

exportations pétrolières se voit aussi à la baisse. Malgré la légère remontée des prix du pétrole, la valeur du dinar est restée toujours à son niveau, et elle n'a pas suivi cette tendance ; tandis que les exportations enregistrent une stagnation.

2. Analyse par la régression linéaire du TCN, PIB et dette extérieure

Dans cette partie du travail, nous disposons d'un échantillon d'observations annuel allant de 2000 jusqu'à 2018.

Comme dans le premier volet, l'analyse commence par l'étude de stationnarité des séries statistiques qui sont : la dette extérieure, le PIB ainsi que le TCN déjà étudié dans la première partie.

2.1. Etude de stationnarité de la série dette extérieure

Log de la série dette extérieure est stationnaire selon le modèle 3

Comme le montre le tableau de résultat de test ADF de stationnarité

Figure N°24 : test de stationnarité de la série LDEBT

Null Hypothesis: LDEBT has a unit root Exogenous: None Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.007275	0.0455
Test critical values:	1% level		-2.699769	
	5% level		-1.961409	
	10% level		-1.606610	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values. Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations and may not be accurate for a sample size of 18				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(LDEBT) Method: Least Squares Date: 02/24/20 Time: 14:31 Sample (adjusted): 2001 2018 Included observations: 18 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDEBT(-1)	-0.059021	0.029404	-2.007275	0.0609
R-squared	0.080445	Mean dependent var		-0.101807
Adjusted R-squared	0.080445	S.D. dependent var		0.282515
S.E. of regression	0.270913	Akaike info criterion		0.279915
Sum squared resid	1.247695	Schwarz criterion		0.329380
Log likelihood	-1.519231	Hannan-Quinn criter.		0.286735
Durbin-Watson stat	1.960907			

Source : obtenu à partir d'EViews 8.0

De même et d'après ces résultats, la série en niveau sans trend et sans constante est stationnaire.

2.2. Etude de stationnarité de la série PIB

La série PIB en volume est de type DS. La méthode adéquate, dans ce cas, serait de différencier la série une seule fois (d'ordre 1).

Figure N°25 : test de stationnarité de la série D(lpib)

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.403835	0.0020
Test critical values:		
1% level	-2.708094	
5% level	-1.962813	
10% level	-1.606129	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations and may not be accurate for a sample size of 17

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(PIB,2)
Method: Least Squares
Date: 02/21/20 Time: 19:29
Sample (adjusted): 2002 2018
Included observations: 17 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.840194	0.246837	-3.403835	0.0036

R-squared	0.419226	Mean dependent var	-0.263999
Adjusted R-squared	0.419226	S.D. dependent var	7.461092
S.E. of regression	5.685989	Akaike info criterion	6.370910
Sum squared resid	517.2875	Schwarz criterion	6.419922
Log likelihood	-53.15273	Hannan-Quinn criter.	6.375781
Durbin-Watson stat	1.986223		

Source : obtenu à partir d'EViews 8.0

D'après ce résultat, la série lpib est stationnaire avec une probabilité de 0.2%.

2.3. Estimation de l'équation avec régression linéaire multiple

Après avoir testé la stationnarité des deux variables PIB et dette extérieure (DEBT), et avec la méthode de régression linéaire multiple, l'estimation de l'équation nous donne le résultat suivant :

Figure N°26 : estimation de l'équation du modèle

Dependent Variable: DLTCN
Method: Least Squares
Date: 02/22/20 Time: 08:53
Sample (adjusted): 2001 2018
Included observations: 18 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.004175	0.003343	1.248957	0.2308
DLPIB	-0.044699	0.017517	-2.551692	0.0221
LDEBT	-0.000872	0.001706	-0.510957	0.6168

R-squared	0.443964	Mean dependent var	0.001999
Adjusted R-squared	0.369825	S.D. dependent var	0.005579
S.E. of regression	0.004429	Akaike info criterion	-7.850270
Sum squared resid	0.000294	Schwarz criterion	-7.701875
Log likelihood	73.65243	Hannan-Quinn criter.	-7.829808
F-statistic	5.988323	Durbin-Watson stat	2.570902
Prob(F-statistic)	0.012254		

Source : obtenu à partir d'EViews 8.0

Les coefficients de la série de la dette et la constante ne sont pas statistiquement significatifs (probabilités supérieures à 5 %). A l'inverse, le coefficient de la croissance est statistiquement significatif et représente une élasticité de -4,5 %.

Notre équation se présente comme suit :

Figure N°27 : représentation de l'équation du modèle

```
Estimation Command:
=====
LS DLTCN C DLPIB LDEBT

Estimation Equation:
=====
DLTCN = C(1) + C(2)*DLPIB + C(3)*LDEBT

Substituted Coefficients:
=====
DLTCN = 0.00417505902064 - 0.0446986576505*DLPIB - 0.000871550492623*LDEBT
```

Source : obtenu avec EVIEWS 8.0

On déduit de cette équation qu'une baisse de 1% du taux de croissance engendrera une augmentation du taux de change de 0.05% ce qui se traduit par une dépréciation de la valeur du dinar algérien de 0.05%, qui est coté à l'incertain. Vu que la série LDEBT n'est pas significative statistiquement, on ne peut annoncer de résultat.

Conclusion du chapitre

L'objectif de ce chapitre était de tester empiriquement la relation entre les prix de pétrole et le taux de change du dinar algérien. Au regard des résultats obtenus à l'issue de la modélisation de régression multiple et simple, nous avons pu vérifier, dans le premier modèle qui est basé sur des données mensuelles, que les prix de pétrole et le taux de change USD/DZD ont une corrélation négative, c'est-à-dire une diminution des prix de pétrole de 1% entraîne une augmentation du taux de change de 0,06% ce qui mène à une dépréciation de la valeur du dinar algérien du même taux qui est de 0.06%.

Les résultats trouvés dans le deuxième modèle, sur le lien entre la dette extérieure et le taux de change (USD/DZD) qui est basé sur des données annuelles, montrent que toutes les variables exogènes n'expliquent pas le modèle (toutes les probabilités sont inférieures à 0.05).

En effet, Le prix du pétrole joue un rôle très important dans l'économie du pays, et exerce un double effet, positif dans le cas de la hausse et par élimination de la dette externe, et négatif dans le cas de la baisse des cours, ce qui a été étudié tout au long de notre travail de recherche, et comme nous l'avons vu à partir de l'année 2014, ce qui a conduit au grand déséquilibre de la situation économique de l'Algérie, où nous avons constaté un déficit commercial avec une dépréciation de la valeur de la monnaie nationale et une baisse du pouvoir d'achat qui a mené à une détérioration de la situation économique et financière.

Conclusion de la partie II : Aspect empirique : incidence de l'effondrement des cours pétroliers sur l'économie algérienne

Conclusion de la partie II : aspect empirique : incidence de l'effondrement des cours pétroliers sur l'économie algérienne

L'économie algérienne est une économie rentière basée et dépendante uniquement sur les recettes tirées des hydrocarbures.

En effet, la volatilité des prix du pétrole joue un rôle majeur dans l'économie en exerçant une pression négative lors de la baisse des cours pétroliers, ce qui cause généralement d'autres effets ; commençant par la dépréciation et dévaluation de la valeur de la monnaie nationale, suivie par la flambée des prix des biens et services qui conduisent à une baisse du pouvoir d'achat, et donc une augmentation du taux d'inflation, la situation dans laquelle passe le pays depuis la fin de l'année 2014 après le contre choc pétrolier.

Ces effets ont conduit au déséquilibre et détérioration de la situation économique de l'Algérie, ce que nous avons essayé d'expliquer et illustrer tout au long de notre partie pratique dans le troisième et quatrième chapitre.

Conclusion générale

Conclusion générale

Conclusion générale

Tout au long de cette recherche, nous avons tenté de répondre à notre problématique qui consiste à estimer l'impact de la volatilité des cours du pétrole ainsi que le poids de la dette extérieure sur la valeur de la monnaie nationale.

Bien que l'économie algérienne n'a pu compter que sur la redistribution par l'Etat des recettes des hydrocarbures, qui ont permis à l'Algérie de construire des infrastructures, d'assurer la stabilité sociale, de progresser considérablement vers des objectifs pour le développement, la création d'une partie non-négligeable de l'emploi et surtout le remboursement de la dette extérieure lors de la hausse des cours. Mais avec l'affaiblissement des prix pétroliers, l'Etat n'a pu subvenir à tous ses besoins car elle ne dispose plus des ressources suffisantes pour maintenir des niveaux élevés.

Cependant même avec des prix élevés de pétrole, le modèle de croissance adopté n'est pas viable, compte tenu du risque d'épuisement des réserves d'hydrocarbures, car avec leurs effondrements, les lacunes de ce type de croissance et développement économiques ont été révélées.

Les conclusions auxquelles nous sommes parvenus peuvent être scindées en deux catégories : la première est théorique, tirée de nos différentes lectures et analyses développées dans le cadre des deux premiers chapitres, et la seconde est empirique inspirée des résultats de notre modèle économétrique dans lequel nous avons estimé l'impact des fluctuations des prix du pétrole ainsi que la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien.

La volatilité des cours du pétrole a suscité une importante littérature théorique et empirique. C'est une variable clé du fait que sa brusque variation provoque de lourdes répercussions sur l'économie. Les facteurs explicatifs de la chute des prix de pétrole sont nombreux. Dans un premier temps, l'offre est surabondante, les stocks sont remplis et s'écoulent lentement. En parallèle, la faible performance économique mondiale a stagné la demande, rajoutons à cela l'appréciation du dollar américain. L'impact économique sur les pays exportateurs quant à lui est négatif, car ils ont connu une détérioration de leur solde extérieur avec la contraction de la valeur des exportations, mais aussi une dégradation du solde budgétaire et l'enregistrement des déficits commerciaux tel est le cas de l'Algérie, qui continue de faire face aux conséquences de la persistance de cette chute sur son économie.

Après plus d'une décennie d'excédents commerciaux, le pays a vu dès 2015, sa balance commerciale basculée, et une année plus tard, en 2016, la différence entre le total des exportations et importations se creuse davantage causée par la baisse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

Conclusion générale

Si en théorie économique, la confrontation des fondamentaux détermine la variation des prix de biens et services, pour la variation des cours du pétrole cela prend une autre tournure, puisque le marché international des hydrocarbures est exposé à de puissants facteurs extra-économiques qui rendent ces fluctuations imprévisibles, et parmi ces facteurs nous citons ; le poids des relations géostratégiques, les conflits internes et internationaux, la concurrence entre les grandes puissances, les décisions de l'OPEP, etc ...

Nous avons en outre constaté que malgré toutes les panoplies de mesures prises par l'Etat pour encourager les exportations hors hydrocarbures et les réformes économiques, financières et politiques de soutien élaboré à l'égard de l'économie nationale, l'Algérie n'a pas pu arriver à instaurer une économie de marché performante. Cela induit que ces politiques de soutien à l'export sont peu efficaces face à plusieurs contraintes qui freinent le développement des PME à l'international, raison par laquelle les exportations hors hydrocarbures n'arrivent pas à franchir le seuil de 6%, cela implique la prédominance des exportations hydrocarbures reste toujours imposée dans l'économie nationale ce qui explique la vulnérabilité de cette dernière face à la chute des prix du pétrole.

L'étude et l'analyse des données statistiques du FMI, ONS et celles fournies par la Banque d'Algérie en particulier par la Direction de Modélisation, réalisées dans la deuxième partie du travail, montrent que tous les indicateurs macroéconomiques ont subi les répercussions de la chute des prix du pétrole. À savoir : effondrement de la valeur des exportations, un très fort déficit budgétaire du PIB, fort déficit de la balance commerciale, et surtout une dépréciation remarquable de la valeur de la monnaie domestique.

Après avoir présenté les différentes contributions empiriques traitant la relation entre les prix de pétrole, dette extérieure et le taux de change en Algérie, nous avons choisi les variables déterminantes du taux de change en Algérie qui seront utilisées dans le modèle MCO.

L'estimation du modèle MCO nous a permis de vérifier la relation « *prix de pétrole – dette extérieure- taux de change* » en Algérie.

En vue des résultats obtenus à l'issue de l'étude empirique basée sur le modèle MCO, nous avons pu conclure qu'il existe une corrélation négative significative entre la volatilité des cours pétroliers mensuels en dollar et le taux de change, pendant la période allant de janvier 2003 à décembre 2018. Ainsi, si les prix du pétrole baissent de 1%, le taux de change augmentera de 0.06% ce qui induit une dépréciation de la valeur du dinar de 0.06%.

Table des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux, figures, graphiques et schémas

Sommaire

Introduction générale 1

Introduction à la partie théorique 6

Chapitre I : le marché pétrolier international 7

Introduction au chapitre 7

Section 1 : autour du marché pétrolier international 7

1. Généralités sur le marché pétrolier 7

1.1.Etymologie et historique du terme « pétrole » 7

1.2.Les différentes catégories de pétrole 8

1.2.1. Premier critère 8

1.2.2. Deuxième critère 8

1.3.Le raffinage 9

1.4.Le pétrole : ressource stratégique utilisée dans un grand nombre de secteurs 11

2. Typologie des marchés pétroliers 14

2.1.Le marché physique 14

2.1.1. Le marché physique à court terme « spot » 14

2.1.2. Le marché physique à terme ou à livraison différée 14

2.2.Le marché financier (futures) 15

2.2.1. Définition du marché financier 15

2.2.2. Les fonctions du marché à terme financier de pétrole 15

3. Les intervenants sur le marché financier 16

3.1.Les pays producteurs de pétrole et les compagnies nationales 16

3.2. Les compagnies internationales de pétrole 16

3.3. L'agence internationale de l'énergie (AIE) 16

3.4. Les pays consommateurs de pétrole 16

Table des matières

Section2 : Evolution des prix du pétrole	17
1. Aperçu historique sur les grandes variations du prix du baril	17
2. Les déterminants du prix du pétrole.....	18
2.1. Les déterminants du prix du pétrole à court terme	18
2.1.1. Les fondamentaux du marché (offre et demande)	18
2.1.1.1.L'offre de pétrole et de produits pétroliers	19
2.1.1.2.La demande de pétrole et de produits pétroliers	21
2.1.1.3.La variation des stocks	22
2.1.1.4.Les facteurs financiers	22
2.1.2. Les déterminants du prix du pétrole à long terme	23
3. Les principaux chocs et contre-chocs pétroliers	23
3.1.Les concepts choc et contre-choc pétrolier	23
3.1.1. Définition d'un choc pétrolier	24
3.1.2. Définition d'un contre-choc pétrolier	24
3.1.3. La relation entre choc et contre-choc pétrolier	24
3.2. Le premier choc pétrolier 1973	26
3.3. Le deuxième choc pétrolier 1979-1980	27
3.4. Le troisième choc pétrolier	28
3.5. Les fondements des contre-chocs pétroliers	29
Section 3 : Rôle et poids des hydrocarbures dans la balance commerciale en Algérie....	30
1. Carte d'identité de l'Algérie	30
2. Le groupe « Sonatrach » comme pilier de l'industrie pétrolière en Algérie	31
2.1. Les missions de SONATRACH	31
2.2. Place de SONATRACH dans l'économie Algérienne	32
2.3. La réaction de SONATRACH face à la baisse des prix des hydrocarbures	32
3. Place des hydrocarbures dans l'économie algérienne	33
3.1. Rôle central des hydrocarbures sur le plan économique	33
3.2. Poids du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne	34
3.2.1. La part des exportations des hydrocarbures dans l'ensemble des exportations	34
3.2.2. La part du secteur des hydrocarbures dans le PIB	35
4. Données économiques en Algérie	35
4.1. Finance	35

Table des matières

4.2. Monnaie	37
4.2.1. Causes de la perte de la valeur du dinar	37
4.2.2. La dépréciation du dinar depuis 2014	37
4.3.L'endettement	38
4.3.1. L'endettement public	38
4.3.2. L'endettement externe	39
4.4. Le commerce extérieur	39
Conclusion du chapitre	41
Chapitre II : Commerce extérieur en Algérie	42
Introduction au chapitre	42
Section 1 : évolution du commerce extérieur en Algérie	42
1. Le commerce extérieur en Algérie à l'époque coloniale	42
2. La nationalisation du commerce extérieur en Algérie après l'indépendance	43
3. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur en Algérie	46
4. Les tentatives de libéralisation du commerce extérieur 1988-1993	50
5. Les réformes du régime du commerce extérieur	51
6. La démonopolisation du commerce extérieur	51
7. L'accord d'association avec l'Union Européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce.....	53
8. Le problème des hydrocarbures sur la position externe.....	54
Section 2 : la structure du commerce extérieur en Algérie	54
1. Les principaux partenaires commerciaux	55
1.1.Les principaux clients	55
1.2.Les principaux fournisseurs	55
2. Les échanges extérieurs	57
2.1.Les exportations	57
2.2.Les importations	58
3. L'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole (OPEP)	60
3.1.Fonctionnement de l'OPEP	60
3.2.Impact de l'OPEP sur les prix du pétrole	64

Table des matières

4. L'Algérie au sein de l'OPEP	65
4.1. La production du pétrole en Algérie	66
4.1.1. Place du pétrole algérien dans le monde	66
4.1.2. Caractéristique du pétrole algérien	66
Section 3 : la dette extérieure algérienne	66
1. Définition de la dette extérieure	68
2. L'endettement extérieur en Algérie	69
3. La relation entre la dette extérieure et la croissance économique	71
4. Le remboursement avec anticipation de la dette extérieure	72
5. Un recours éventuel à l'endettement externe	73
Conclusion du chapitre	75
Conclusion de la partie théorique	76
Introduction de la partie pratique	77
Chapitre III : impact de la baisse des cours du pétrole sur l'économie algérienne	78
Introduction au chapitre	78
Section 1 : effondrement des cours du pétrole et leurs raisons	78
1. Evolution des cours du pétrole	78
1.1. Evolution des cours du pétrole algérien Sahara Blend durant la période 1983-2019 ..	78
1.2. Evolution du prix moyen du Brent comparant au Sahara Blend	80
1.3. Evolution et fluctuation des prix du pétrole	81
1.4. Les raisons de la baisse des prix du pétrole	82
1.4.1. L'excédent de l'offre mondiale du pétrole	83
1.4.2. Le ralentissement de la demande mondiale sur le pétrole	85
1.4.3. Les facteurs géopolitiques	86
Section 2 : impact de la baisse des cours du pétrole sur quelques indicateurs macroéconomiques	87
1. Impact de la baisse des cours du pétrole sur la balance commerciale	87
1.1. La structure des exportations pétrolières algérienne durant l'année 2000-2018	90

Table des matières

2. Impact de la baisse des cours du pétrole sur le PIB	91
2.1.Les composantes du PIB, approche dépense	92
3. Impact de la baisse des cours du pétrole sur le taux de change	94
3.1.Définition du taux de change	94
3.2.Types de taux de change	94
3.3.Les régimes du taux de change	95
3.4.Les déterminants du taux de change	95
3.4.1. Les approches réelles du taux de change	96
3.4.1.1.Théorie de parité du pouvoir d'achat (PPA)	96
3.4.1.2.Ajustement par la balance de paiement	97
3.4.2. Les approches financières du taux de change	97
3.4.2.1.Théorie de parité du taux d'intérêt	97
3.4.2.2.L'approche monétaire du taux de change	98
3.4.2.3.L'approche de choix de portefeuille	98
3.5.Taux de change et prix du pétrole	99
Section 3 : les stratégies adoptées par l'Algérie pour faire face à la baisse des prix du pétrole	101
1. Les défis majeurs auxquels est confrontée l'économie algérienne	102
1.1.Une gestion efficace des réserves en hydrocarbures et des recettes d'exportations...	102
1.1.1. La gestion des réserves en hydrocarbures	103
1.1.2. La gestion des recettes d'exportations des hydrocarbures	104
1.1.3. Les principes directeurs d'une gestion efficace de la richesse en hydrocarbures.	104
1.2.La réduction de la vulnérabilité de l'économie à la volatilité du prix du pétrole par la diversification économique	105
1.2.1. Maintenir la stabilité macroéconomique et approfondir les réformes du marché.	107
1.3.La réduction de la dépendance au pétrole	108
1.4.Mesures prises pour l'investissement et l'encadrement du financement extérieur ...	109
Conclusion du chapitre	111
Chapitre IV : estimation de la volatilité des cours du pétrole et la dette extérieure	112
Introduction au chapitre	112
Section1 : le mal hollandais et la Banque d'Algérie	112

Table des matières

1. La maladie hollandaise	112
1.1. Le syndrome hollandais en Algérie	113
1.1.1. La période d'industrialisation en Algérie	113
1.1.2. La période de désindustrialisation en Algérie	114
1.1.3. Le syndrome hollandais et l'appréciation du taux de change	114
1.1.3.1. Le canal de transmission direct	114
1.1.3.2. Le canal de transmission indirect	115
1.2. Les recommandations	115
2. Présentation de l'organisme d'accueil	116
2.1. Définition et création de la Banque Centrale	116
2.2. Création de la Banque Centrale d'Algérie	117
2.3. Rôles et missions de la Banque d'Algérie	118
2.4. Les fonctions d'une Banque Centrale	118
2.5. Organisation de la Banque d'Algérie	118
2.6. Présentation de la Direction Générale des Etudes	120
2.6.1. Présentation de la Direction de la Modélisation	121
 Section 2 : étude empirique du lien entre la baisse des cours du pétrole et la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien.	 122
1. La modélisation d'une série chronologique	122
1.1. Définition du logiciel EVIEWS	122
1.2. Définition d'une série chronologique	122
1.3. La stationnarité d'une série chronologique	123
1.3.1. Etapes à suivre pour l'application du test ADF	124
1.4. Présentation du modèle de régression linéaire	127
1.4.1. Définition du modèle de régression linéaire simple	127
1.4.2. Définition du modèle de régression linéaire multiple	127
2. Application du modèle de régression linéaire pour l'analyse du lien entre le prix du pétrole et la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien	128
2.1. Les données utilisées	128
2.2. La méthodologie d'étude	128
2.3. Analyse du lien entre le prix du pétrole et les exportations pétrolières algériennes en volume	129

Table des matières

Section 3 : Analyse et estimation du lien entre le prix du pétrole et la dette extérieure sur la valeur du dinar algérien	131
1. Relation entre taux de change, le prix du pétrole en USD et les exportations pétrolières.....	132
1.1. Etude de la stationnarité des variables	132
1.1.1. Etude de la stationnarité de la variable prix du pétrole	132
1.1.2. Etude de la stationnarité de la variable taux de change nominal.....	137
1.1.3. Etude de la stationnarité de la variable exportations pétrolières en volume.....	138
2. Analyse par la régression linéaire du TCN, PIB et dette extérieure	141
2.1. Etude de la stationnarité de la série dette extérieure	141
2.2. Etude de la stationnarité de la série PIB	141
2.3. Estimation de l'équation de la régression multiple	142
Conclusion du chapitre	144
Conclusion de la partie pratique	145
Conclusion générale	146
Table des matières	148
Bibliographie	155
Résumé	164

Bibliographie

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- PHILIPPE Copinschi, « le pétrole une ressource stratégique ».ED, la documentation française, Juillet 2012.p.7
- CHAUTARD Sophie, « géopolitique et pétrole », Ed. Studyrama perspectives, 2007
- PHILIPPE Copinschi. « Le pétrole une ressource stratégique »Ed. La documentation Française. Juillet 2012.
- Sophie CHAUTARD, « géopolitique et pétrole », Ed. Studyrama perspectives 2007, p.13
- DUROUSSET Maurice : « le marché du pétrole », Ed Ellipses, Paris, 1999, Page. 16
- CARNOT N. et HAGEGE C ; « *le marché pétrolier* »Economie et prévision, 2004/2005, p.128
- CHAUTARD Sophie « géopolitique et pétrole », Ed. Studyrama 2007, P.15
- PHILIPPE Copinschi. « Le pétrole une ressource stratégique »Ed. La documentation Française. Juillet 2012.
- AYOUB Antoine, « le pétrole : économie et politique », Economica, 1996.
- PERCEBOIS Jacques, « Energie et théorie économique, A propos de quelque débats contemporains », Ed. Cujas, Paris, 1997.
- MAFFEI B. et GREGGIO R, « le pétrole, le troisième choc et la malédiction pétrolière », Ed. Economica Paris2014.
- DURAND Bernard « la crise pétrolière : Analyse des mesures d'urgence », Ed. EDP sciences, 2009
- BENISSAD Mohamed EL Hocine, « Eléments d'économie pétrolière, les hydrocarbures présent et futur », Ed. Economica Paris 1981.
- CHAUTARD Sophie, « Géopolitique et pétrole », Ed. Studyrama 2007.
- CHAUTARD Sophie, « Géopolitique et pétrole », Ed Studyrama 2007.
- MAURICE Joël, « prix du pétrole ; conseil d'analyse économique », Ed. La documentation Française, Paris2001.
- MAFFEI.B et GREGGIO.R, « le pétrole le troisième choc et la malédiction pétrolière », Ed. Economica 2014.

Bibliographie

- PERCEBOIS Jaques, « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed, Economica 1989.
- PERCEBOIS Jacques, « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed. Economica, P.457
- MAFFEI B. et GREGGIO R, « le pétrole, le troisième choc et la malédiction pétrolière », Ed, Economica Paris 2014.
- MAFFEI B. et GREGGIO R. « le pétrole, le troisième choc et la malédiction pétrolière », Ed. Economica Paris 2014.
- N.M'HAMSADJI BOUZIDI, « le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur », OPU 1988, P.153
- A.DAHMANI, « l'Algérie à l'épreuve des réformes économiques », Ed Casbah 1999, P.170
- Abdelhamid BRAHIMI, « l'économie Algérienne », OPU, Alger 1991, P.147
- CHADLI Hamza, « 500 entreprises Algériennes », Ed Al Diwan Alger 1996, P.16
- BECUWE Stéphane, « commerce international et politique commerciale », ARMAND Colin Paris 2006, P.211
- GUILLONCHON Bernard et KAWECKI Annie, « Economie internationale commerce et macroéconomie », 4^{ème} édition, Ed. DUNOD Paris 2003, P.1
- ABDESSELAM Belaid, « Le pétrole et le gaz en Algérie, comment les algériens ont gagné la bataille de la récupération du pétrole et du gaz », Ed. ANEP 2012, P.303
- CORM George, SID-AHMED Abdelkader, LICHTENSZTEJN Samuel, QUIJANO José Manuel, MARTNER Gonzalo Daniel, « Dette et développement (mécanismes et conséquences de l'endettement du tiers monde) », Ed. PUBLISUD Hydra Alger 1982, P.13
- RAFFINOT.M, « Dette Extérieure et Ajustement Structurel », Ed. EDICEF 1991, P.34
- Paul Krugman & Robin Wills, « Macroéconomie », de boek, 2^{ème} édition, P 322.
- Gilbert ABRAHAM-FROIS, « INTRODUCTION A LA MACROECONOMIE CONTEMPORAINE », ECONOMICA 2005, P14.
- PIERRE Bezbakh, SOPHIE Gherardi, 2012, « Dictionnaire de l'économie », Édition Larousse .Paris, p.117.
- LUSERVE.D, GARDY.A, 1996, « Le taux de change », Édition. Dalloz, Paris, p.88

Bibliographie

- DARVISENET Philips, 2004, « finance internationale », Edition. Dunod, Paris, p.64.
- DOHNI Larbi, HAINAUT Carol, « le taux de change, déterminants, opportunités et risques », Ed.Boeck, Bruxelles 2004, P.153
- MICHEL Dupuy, « Cardebat Jean-Marie et Jegorel Yves », 2006, P.92
- DOC Eric ; « Econométrie » Edition PEARSON Education France 2009, p 1
- RUDLOFF MARCEL, « économie monétaire nationale et développement », ED. CUJAS, Paris
- GUY Melard, «méthodes de prévision à court terme », Ellipses, paris, p.279
- LAKHDARI Hakim et AYAD Atmane, « L'ouverture économique au Maghreb face à la crise : Quel risque de contamination ? Cas de l'Algérie », Colloque International, « crise, commerce et devenir des économies émergentes en méditerranée », Rabat, 2009, p2-3
- Khemnou B, « pourquoi les exportations hors hydrocarbures ne décollent pas » ; Alger janvier 2015.

MEMOIRES ET THESES

- M.KHALED CHEBBAH, « évolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 Constat et Analyse, lauréat et major de la première promotion « Economie internationale » UMMTO.
- HAOUA Kahina « l'impact des variations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques », Mémoire de magister 2012, P.25/26.
- CHABANE.N et LAOUIREM.N, « l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur le commerce extérieur en Algérie 2010-2017 », mémoire de master de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Promotion 2016-2017, P.51
- MEHDI Abbas, « l'accession de l'Algérie à l'OMC entre ouverture contrainte et ouverture maîtrisée », document de travail, Université de Grenoble, France 2009, P.11
- Mémoire de Master en économie appliquée, ingénierie Financière, « les exportations pétrolières et endettement extérieur : effet sur l'économie Algérienne », Promotion : 2010-2011, P. 20-21
- BADAoui N. et GOURI B, « la baisse des cours du pétrole, quels impacts sur l'économie algérienne », mémoire de master Sciences Commerciales promotion 2015-2016.

Bibliographie

- KARAT-MOSTEFA Farah, « les causes de la perte de confiance en les banques centrale, cas de la Banque d'Algérie », Mémoire de magister en Economie, Université d'Oran.

RAPPORTS ET DOCUMENTS OFFICIELS

- Rapport de la Banque Mondiale.
- Données statistiques de l'ONS
- Rapport de la Banque d'Algérie « Bulletin statistiques trimestrielles (dette extérieure) » N°32 : Décembre 2015
- Rapport du FMI 16/127 « Conseil d'Administration du (FMI) achève les consultations de 2016 au titre de l'article IV avec l'Algérie » communiqué de presse N°16/228 pour diffusion immédiate le 16/05/2016.
- République Algérienne Démocratique et Populaire, le Ministère du commerce, statistiques et Bilans, statistiques commerce extérieur 09/05/2019.
- Rapport de la Direction Générale des Douanes (DGD).
- Rapport de la banque mondiale du 10 août 2015.
- Direction Générale des Etudes
- Ministère des finances, direction générale des impôts communiqué relatif à la loi de finance pour 2020.
- M.GUERCHOUH, cours de 1^{ère} année LMD du module Histoire des Faits Economique consulté le 28/09/2019

WEBOGRAPHIE

- http://fr.wikipedia.org/wiki/%c3%89nergie_en_alg%c3%a9rie#cite_note-14
- <http://treaties.un.org/Pages/pageNotFound.aspx?clang=fr>
- <http://www.fioulmarket.fr>
- https://www.google.com/search?biw=1362&bih=656&tbm=isch&q=l%27emplacement+géographique+de+l%27Algérie&chips=q:l+emplacement+géographique+de+l+algérie,online_chips:fr
- <http://www.ritimo.org/les-hydrocarbures-dans-l'economie-algérienne>.
- <http://www.aps.dz/economie/87275-baisse-des-exportations-des-hydrocarbures-en-janvier-les-explications-de-sonatrach>
- <http://www.aps.dz/economie/87507-sonatrach-hauuse-du-chiffre-d-affaire-a-l-exportation-en-2018>.

Bibliographie

- <http://www.algerie-eco.com/2019/07/29/hydrocarbures-recule-de-la-production-de-77-au-1er-trimestre-2019/>
- <http://prixdubartil.com/petrole-index/petrole-algerie.html>
- <http://www.mf.gov.dz/rubriques/48/zoom-sur-les-chiffres-.html>
- <http://www.bank-of--algeria.dz/html/present.htm>
- <https://www.xe.com/fr/currencyconverter/convert/?Amount=1&From=USD&To=DZD>
- <http://www.elwatan.com/edition/contributions/lalgerie-a-besoin-dun-dinar-stable-28-07-2019>
- <http://www.algerie-eco.com/2017/09/07/lexpert-souhil-meddah-financement-non-conventionnel-permettra-de-reequilibrer-finances-publiques/>
- <http://www.aps.dz/economie/95051-financement-non-conventionnel-le-tresor-detient-encore-610-7-mds-de-da>
- <http://www.aps.dz/economie/85757-la-dette-exterieur-de-l-algerie-a-pres-de-1-8-milliard-de-dollar-en-juin-2018>
- <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/contry notes/Algérie notre pays.pdf> perspective économique en Algérie
- <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/contry notes/Algérie note pays.pdf>
- <http://www.lematindalgerie.com/commerce-exterieur-deficit-de-441-mds-de-dollars-durant-les-7-premier-mois-2019>
- http://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2008.kasmi_d&part=149229
- www.petroleum.com
- <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/oep>
- <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/oep>
- <http://www.fioulmarket.fr/actualites/oep-membres-fonctionnement-enjeux>
- <http://www.djazairess.com/fr/latribune/121179>
- <http://www.algerie-eco.com/2019/01/12/reserve-de-petrole-lalgerie-classee-15-eme-mondialement/>
- <http://www.sudhorizons.dz/fr/les-classiques/economie/51932-croissance-economique-de-l-algerie-le-fmi-augmente-a-2-6-sa-prevision-pour-2019>

Bibliographie

- <http://www.algerie-eco.com/2019/10/16/sekak-endettement-exterieur-insuffisant-couvrir-deficits/>
- <https://prixdubaryl.com/petrole-index/petrole-algerie.html>
- <http://fr.statista.com/statistiques/564926/prix-annuel-du-petrole-de-l-opep-1960/><https://prixdubaryl.com/petrole-index/petrole-algerie.html>
- www.lemonde.fr/planete/video/2017/11/10/pourquoi-le-prix-du-petrole-s-effondre_5213289_3244.html consulté le 11/01/2020 à 15 :00
- <http://www.planetoscope.com/petrole/559-production-mondiale-de-petrole.html>
<http://www.youtube.com/watch?v=E9QIasAc1NY>
- <http://www.youtube.com/watch?v=f51H9AN6Eis>
- <https://share.america.gov/fr/les-etats-unis-dominent-la-production-mondiale-de-petrole/>
- <http://www.avenir-sans-petrole.org/2016/04/des-nouvelles-du-pic-petrolier.html>
- www.lafinancepourtous.com
- <https://prixdubaryl.com/petrole-index/petrole-algerie.html>
- Microsoft ® Encarta ® 2009. © 1993-2008 Microsoft Corporate
- <https://www.bank-of-algeria.dz/html/docs3.htm>
- <https://www.bank-of-algeria.dz/html/present.htm#pre3> consulté le 19/01/2020 à 11 :30
- <https://www.jeuneafrique.com/842929/economie/algerie-letat-tente-dattirer-les-investisseurs-dans-ses-hydrocarbures-avec-un-projet-de-loi-polemique/publie-14/10/2019>
- <https://www.agenceecofin.com/trade/0205-56578-algerie-en-2017-les-recettes-d-exportation-de-petrole-et-de-gaz-ont-atteint-33-2-milliards-de-dollars>
- <https://www.algerie-eco.com/2019/10/28/recul-sensible-recettes-hydrocarbures-2019/>
- <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01023906/document>
- www.algex.dz,
- <http://www.ccimezghana.caci.dz>.
- <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00684329/document>
- <https://www.elwatan.com/pages-hebdo/sup-eco/la-politique-budgetaire-en-algerie-evaluation-et-elements-de-reformes-04-11-2019>.
- https://www.econostrum.info/L-Algerie-tente-de-reduire-sa-dependance-au-petrole_a24371.html.

Bibliographie

- <http://www.aps.dz/economie/95641-conseil-des-ministres-adoption-du-projet-de-loi-de-finances-pour-l-exercice-2020>
- <https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/component/content/category/images/imprimes/G%208.pdf>

ARTICLES DE PRESSES

- AMINE MAZOUZI, P-DG de SONATRACH NEW PRESS
- Article « l'Algérie a besoin d'un dinar stable » du journal EL-WATAN publié le 20 juillet 2019 à 10h05min par B.NOUIOUA ancien gouverneur de la Banque Centrale.
- Article de l'APS publié le 01/10/2019 à 15 :40
- E-Bourse DZ, article publié le 28/02/2019.
- Article de l'APS publié le Lundi 18 Février 2019 à 16h58.
- Article « le matin d'Algérie », publié le 16/09/2019 à 19h21min.
- Journal officiel de la république algérienne (JORA) N°12 du 20/03/1991, P.35-36
- D'après l'APS, article publié le Samedi 05/10/2019 à 12 :59
- D'après l'APS, article publié le 16/09/2019
- D'après l'APS, article publié le Lundi 16 Septembre 2019 à 19h21 dans « le matin d'Algérie »
- Article rédigé par Khalifa Litamine dans ALGERIE ECO publié le 12/01/2019 à 15 :44.
- Article de L'APS publié le 18 Février 2019 à 16 :58
- Article de Liberté Algérie.com, Publié le 07 octobre 2019 à 15 :31
- Le 360 afrique.com média digital marocain publié le 03/03/2019 à 14 :22 mise à jour le 03/03/2019 à 16 :04 par MOUSSA DIOP
- Article du journal « Le matin de l'Algérie », « la dette publique en Algérie : un sujet qui fâche » Publié le 22/11/2016 à 17 :30
- Article El Moudjahid, « quotidien national d'information », Publié le 09/02/2019 à 23 :00
- Article de l'APS publié le 23 juin 2019 à 17 :01
- Article de Maghreb Emergent, Publié le 01 juillet 2018 à 10 :40
- Article de « El Watan » publié le 14 septembre à 09 :05

TEXTES ET LOIS

- **Loi du 31/12/1963** par décret N°63-491 création de la SONATRACH
- Loi relative aux fonctions monétaires et bancaires N°62-144 du 31/12/1962
- **Loi N°86-12 du 19 Août 1986** sur le système Bancaire Algérien
- **L'ordonnance N°03-11 du 26 Août 2003** relative à la monnaie et au crédit abroge la loi N°90-10 du 14 Avril 1990
- **L'ordonnance N°10-04 du 26 Août 2010** modifiant et complétant l'ordonnance N°03-11 du 26 Août 2003 relative à la monnaie et au crédit
- **La loi N°86-12 du 19 Août 1986** relative au système bancaire Algérien
- **L'ordonnance N°74-12 du 30 octobre 1974** relative au nouveau système de planification des importations
- **L'ordonnance N°74-11 du 30 janvier 1974** stipule sur la libéralisation et suspension du monopole sur les exportations
- **L'ordonnance N°74-13** concernant les produits non figurés sur la liste libérée du ministère du commerce
- **La loi N°78-02 du 11 février 1978** qui apporte des modifications aux importations
- **La loi N°78-02 du 11 février 1978** assurant la monopolisation de l'Etat sur le commerce extérieur
- **La loi 82-11** relative à l'investissement privé local
- **La loi 86-14 du 19 Août 1986** définition du nouveau régime juridique des activités de recherche
- **La loi 88-01 du 12 janvier 1988** portant l'orientation des entreprises publiques pour assurer le développement
- **La loi 88-29** relative à la réduction du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur
- **Décret 88-201 du 18 octobre 1988** nouvelle mesure pour la suppression du monopole exercé par les EPE
- **La loi N°90-10 du 14 Avril 1990** relative à la monnaie et au crédit
- **L'ordonnance N°01-01** modifiant et complétant la loi N°90-10
- **Le règlement N°90-04 du 08 septembre 1990** relative aux IDE
- **Décret exécutif 91-37 du 13/02/1991** relatif aux conditions d'exercice du commerce extérieur
- **Instruction N°625 du 18/08/1992** relative au monopole de l'Etat

Bibliographie

- **L'ordonnance N°03-04 du 18/07/2003** relative aux règles générales liées au commerce extérieur
- La **loi N°04-04 du 23 juin 2004** relative à la normalisation
- La **loi N°09-03 du 25 février 2009** relative à la protection des consommateurs, crédits et la répression des fraudes
- La **loi N°62-144** portant création et fixant les statuts de la banque centrale
- La **loi N°86-12 du 19 Août 1986** portant régime des banques et du système bancaire algérien

REVUES

- MUTIN Gorges « le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 » revue de géographie de Lyon.
- Statistiques de British Petroleum (juin 2015), Review of the World Energy, P.06

Résumé

L'économie algérienne est une économie rentière puisqu'elle est dépendante de la rentabilité de ses exportations d'hydrocarbures qui représentent près de 98% de la totalité de ses exportations. En effet, le secteur des hydrocarbures est considéré comme étant le moteur du développement du pays, mais cette dépendance est souvent menacée par l'instabilité des prix de cette ressource non renouvelable.

A ce titre, l'objectif de notre travail de recherche consiste en l'analyse et l'étude de l'impact de la baisse des cours du pétrole sur l'économie algérienne en général et en priori sur la valeur du dinar algérien.

A cette effet, des résultats seront interprétés et des recommandations proposées, en vue de réduire la vulnérabilité de l'économie algérienne face à la volatilité des prix du pétrole.

Mots clé

Économie rentière, pétrole, prix de pétrole, commerce extérieur, exportations pétrolières, PIB, inflation, dette extérieure, taux de change, impact de la baisse des cours du pétrole, valeur du dinar algérien, économétrie, EVIEWS.